

Cité

N° 40 - 7 €

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

DOSSIER

A black and white portrait of François Perroux, an elderly man with a serious expression, wearing a dark suit, white shirt, and dark tie. The portrait is the central focus of the cover.

**François
PERROUX**

SOMMAIRE

N°40 - 1^{er} trimestre 2003- ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N°64853

■Éditorial

par François Denoël.....3

DOSSIER « François Perroux »

■Perroux et le pouvoir économique

par Jean-Claude Delaunay..... 5

■Bibliographie.....22

■L'ART François Perroux.....26

■Penser, faire une révolution mondiale

par Bertrand Renouvin.....27

■L'Économie et la Ressource Humaine

par Gérard Donnadieu.....39

**■Du concept de développement chez François Perroux
aux théories de la performance par le changement organi-
sationnel en sciences de gestion**

par Wilfrid Azan53

■Bibliographie.....67

■François Perroux, lecteur de Marx

par Thierry Pouch.....71

■Oeuvres et Études.....79

<p>Directeur de la publication : Yvan Aumont Directeur de la rédaction : Luc de Goustine Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Ont participé à la rédaction de ce numéro : Jean-Claude Delaunay, Bertrand Renouvin, Gérard Donnadieu, Wilfrid Azan et Thierry Pouch sous la direction de François Denoël. Réalisation technique : Yvan Aumont, Luc de Goustine, Cosmin Mija, Alain-Paul Nicolas.</p>

Comment nous aider ?

- En vous abonnant - si ce n'était déjà fait - ou en vous réabonnant sans tarder si votre abonnement est arrivé à échéance (en ce cas, vous trouverez un avis inséré dans ce numéro).
- En achetant un ou plusieurs exemplaires supplémentaires de ce numéro (au prix spécial de 4,5 €) pour faire connaître *Cité* à vos amis.
- En nous communiquant les noms et adresses de personnes auxquelles nous pourrions envoyer un prospectus de présentation.
- En faisant connaître *Cité* à la bibliothèque de votre ville et en l'incitant à s'y abonner.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

à retourner à « Cité », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
règlement à l'ordre de « Cité »

NOM/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

■ **souscrit un abonnement**

- ☐ Un an (4 numéros) Normal : 24 €
- ☐ Un an (4 numéros) Double
(2 ex. à chaque parution) : ... 40 €
- ☐ Un an (4 numéros) Soutien : 50 €
- ☐ Un an (4 numéros) Tarif pour l'étranger : 27 €
- ☐ Deux ans (8 numéros) Normal : 45 €
- ☐ Bibliothèques ou collectivités (4 numéros) 31 €

■ **commande les numéros** suivants (tous les numéros à 7 €)

.....
.....

Éditorial

Au début d'un siècle qui semble faire du marché son paradigme, utiliser les instruments d'analyse élaborés par François Perroux représente un défi que les auteurs du cahier ont relevé, le projet étant de souligner le caractère opérationnel et actuel des concepts de l'auteur de *L'Économie du XX^e siècle*.

Jean-Claude Delaunay relie la notion de pouvoir développée par F. Perroux aux différentes théories marxistes, conventionnalistes, institutionnalistes, évolutionnaires ; il souligne que le pouvoir défini par F. Perroux est intime à l'acte économique, ce qui remet en cause le modèle walrassien. Bertrand Renouvin pour sa part, procède à une relecture de *La coexistence pacifique* (1958) et met en évidence l'altitude d'un travail où « l'économie est conçue comme un instrument utilisable pour la réduction des conflits entre les groupes humains » ; nous sommes loin des « approximations de S. Huntington ». La constitution d'une « économie généralisée » (Merleau-Ponty) est légitimée par « trois injonctions : nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves ». B. Renouvin observe que le cycle de la violence contemporaine ne pourra être surmonté que par une révolution dans la justice. Enseignant issu du monde de l'entreprise Gérard Donnadieu rappelle la définition par F. Perroux de la société de participation : « instrument grâce auquel on voit mieux l'histoire séculaire et contemporaine de l'inhumanité ». Il relève une série d'« avancées » réalisées vers plus d'humanité et s'analysant en termes quantitatifs. Wilfrid Azan établit des parallèles entre la science des organisations et la conception du développement de F. Perroux. Enfin Thierry Pouch récapitule la lecture critique de Marx poursuivie par Perroux tout au long de sa vie de chercheur.

Que Luc de Goustine et l'équipe de la revue *Cité* trouvent ici notre gratitude pour avoir suscité la publication de ces relectures d'une œuvre souvent mal connue en France.

François Denoël

Ils ont collaboré à *Cité*...

Nous sommes particulièrement fiers de publier ici la liste des personnes qui, depuis notre création, ont donné des contributions à *Cité* :

ABÉCASSIS Armand - AIMARD Frédéric - ARONDEL Philippe
- ARONDEL-ROHAUT Madeleine - AUDRERIE Dominique -
AUMONT Yvan - BALMARY Marie - BARREAU Jean-Claude -
- BARTHELET Philippe - BEAUROY Simon - BERLIOZ
Jacques - BETBEZE Julien - BLANGY Jacques - BLESKINE
Hélène - BOUESSÉE Joël - BOURDIN François - BOURDIN
Bernard - BOURGUIGNON François - Michel BRISACIER -
BRUCKNER Pascal - BUCHE Jocelyne - CAILLEUX Philippe -
CANNAT Noël - CASTRO Jean-Luc - CASTRO Roland -
CHALAS Yves - CHRÉTIEN Cyrille - CINGOLANI Patrick -
COL Norbert - COLIN Pierre - COUTEAUX Paul-Marie -
CRITON des ALPES - DANIEL Jean - DAVIGNON René -
DECHERF Dominique - DELORME Philippe - DENIS-
JUDICIS Xavier - DESAUBLIAUX Marc - DESSANTI Jean-
Toussaint - DHAMANI Areski - DOLLÉ Jean-Paul -
DOUTRELEAU Joël - DRAGON Michel - DUMOUCHEL Paul -
DUPUY Jean-Pierre - FERNOY Sylvie - FLAMAND Alain -
FLEUTOT François-Marin - FONTAURELLE Michel -
FROSSARD André - GACHOUD François - GAKUBA Laurent -
GALFO Ludovic - GALLOIS Pierre - GERLOTTO François -
de GOUSTINE Luc - GRIFFITHS Robert -
HALLEREAU Véronique - HANNOUN Michel - HAVEL Vaclav -
HOSSEPIED Luc - HYBLER Martin - INCHAUSPÉ Nicolas -
INSCHAUSPÉ Dominique - JACOB Jean - JAUBERT Alain -
JULIEN Bertrand - KOPP Guillaume - KRIEGEL Blandine -
LA MARCK Yves - LA RICHARDAIS B. - LA TOUR R. -
LANDEVENNEC Yves - LAURIA Philippe -
LAVAUDANT Catherine - LAZINIER Emmanuel - LE BRAZ
Rémy - LE DANTEC Jean-Pierre - LE ROUÉ Patrice -
LECLERC Gérard - LEDURE Yves - LÉVINAS Emmanuel -
LOUIS Patrick - LUSTIGER Jean-Marie - MARCILHAC Isa et
François - MARKOVIC Marko - MARTIN Didier - MASCLET
Olivier - MASSONNET Alexandre - MITROFANOFF Igor -
MORIN Edgar - MORY Christian - MOURIAUX René -
MOUSNIER Roland - MOUSSET Emmanuel - NAVET Georges
- NEMO Philippe - PALUMBO Nicolas - PARAIN-VIAL Jeanne -
PARGUEZ Alain - PIHET Christian - PLOURDE Simonne -
POULON Frédéric - PRINI Pietro - PROST Antoine -
PRUDHOMME François - RENARD Jacques - RENAUD
Alexandre - RENOUVIN Bertrand - Pierre ROSANVALLON -
RUMIN Hervé - SAINT AIMÉ David - SARTORIS Ghislain -
SFEZ Lucien - SIKLOVA Jirina - SOLARI Alain -
SOLÉ Jacques - SUR Jean - TALBOT Rémy -
TILLIETTE Xavier - TISSERAND Axel - TRAINAR Philippe -
VETO Miklos - VILLEMONTAIX François - WARUSFEL
Bertrand - ZALIO Pierre-Paul.

Perroux et le pouvoir économique

Jean-Claude Delaunay

professeur d'économie, directeur de l'Atelier de Recherches Théoriques François Perroux (*ART François Perroux*), membre de l'OEP, université de Marne-la-Vallée. Courriel : delaunay@univ-mlv.fr

Pour François Perroux, la prise en compte explicite du pouvoir était la seule façon, en économie, de traiter scientifiquement des « hommes vrais ». Il les considérait, dans ce domaine, comme des *agents sociaux*, à la fois *actifs* et dotés de *puissances inégales*, susceptibles par conséquent d'exercer les uns sur les autres des *influences asymétriques* et des *effets de domination*, qu'ils soient considérés *individuellement* ou en *groupes*. C'est pourquoi le pouvoir économique, dont il chercha à faire la théorie, est une clé évidente de lecture et d'interprétation de sa pensée. En critiquant sévèrement l'image déformée que le paradigme néoclassique donnait des phénomènes économiques, il regrettait que la représentation du pouvoir ait été, au cours du XIX^e siècle, progressivement bannie de la science économique. Sa première formulation de l'hypothèse du rôle du pouvoir dans la détermination de l'équilibre général date de 1948 (Perroux, 1948).

Le comportement théorique de Perroux doit être situé dans le contexte créé par la très grave crise du système capitaliste des années 1930-1940, pendant lesquelles et au terme desquelles une partie des économistes européens remirent en cause l'hypothèse de la spontanéité naturelle de l'équilibre et de la bienfaisance suffisante du marché, alors utilisée pour interpréter le monde économique. Mais bien qu'ayant mis en lumière certaines des faiblesses majeures du paradigme dominant, leur pensée est aujourd'hui marginalisée. Dans cette ambiance, les travaux de Perroux, méconnus par le milieu professionnel mondial à quelques exceptions notables près (Blaug, 1964 ; Krehm, 1975 ; Kindleberger, 1978) ont eu tendance à disparaître de la scène des idées ne serait-ce qu'en raison de leur expression francophone. En France aussi, ce qu'a pu écrire Perroux est quasiment oublié.

Sans doute l'effacement des analyses et des pensées, puis leur résurgence, est-il un phénomène courant dans la vie intellectuelle des sociétés. L'histoire en fournit de nombreux exemples. Tel auteur, d'abord doté d'une notoriété positive ou négative, disparaît de la scène du débat public, puis réapparaît, et ainsi de suite. Rien n'interdit de penser qu'il en sera ainsi pour Perroux. Cel-

les et ceux qui se reconnaissent dans son œuvre peuvent estimer qu'elle est suffisamment forte pour donner du crédit à cette éventualité. Cela dit, si l'on souhaite dépasser ce constat, élémentaire mais plutôt vague, il convient d'expliquer la problématique du pouvoir propre à Perroux. On cherche alors à la situer dans le champ des problématiques qui, sur ce terrain, s'y opposent ou s'en différencient.

En effet, s'il est vrai que le pouvoir est un concept nécessaire à la connaissance économique, l'oubli des idées de Perroux ne peut s'expliquer que par leur remplacement par d'autres idées. C'est ce que l'on observe. Les partisans de la théorie néoclassique, à nouveau dominante aujourd'hui pour interpréter l'économie, affirment que le pouvoir n'est pas du tout absent de leurs conceptions. En sorte que si on leur oppose, sur ce point, les analyses de Perroux, ils prétendent, de manière argumentée, que leur représentation des faits économiques ne relève pas, ou ne relève plus, des critiques qui leur avaient été adressées par Perroux. Les efforts de théorisation du pouvoir économique par ce dernier seraient aujourd'hui dépassés. Il est clair que, dans ce cas, il serait vain d'en rappeler les conceptions avec d'autres soucis que l'érudition.

C'est pourquoi, percevant ainsi l'enjeu de la discussion conduite dans le présent papier, il nous a semblé que l'exposé des idées de Perroux sur le pouvoir économique (première partie) ne pouvait être dissocié d'une démarche plus générale, de type paradigmatique. Celle-ci vise à situer la problématique de Perroux dans l'ensemble des problématiques du pouvoir économique (deuxième partie)¹.

Perroux : une certaine théorie du pouvoir économique

Perroux n'a pas seulement produit une analyse montrant que l'inégalité de pouvoir entre les agents était au principe du fonctionnement et du mouvement de l'économie, il a élaboré une théorie spécifique du pouvoir économique. Bien que l'exercice porte en lui tout à la fois les risques du schématisme déformant et de la répétition inélégante, on présente cette théorie en traitant quatre sortes de questions.

Qu'est-ce que le pouvoir économique, la relation de pouvoir économique ?

La définition que Perroux donne du pouvoir est explicitement inspirée de Max Weber (1994, p. 169)². On la retrouve formulée dans des termes à peu près identiques chez des économistes ou des sociologues, tels que Galbraith (Galbraith, 1984) et Crozier (Crozier et Friedberg, 1977). Pour Perroux, le pouvoir est « la capacité pour A de subordonner B... d'influencer B » (1994,

■ 1. Je remercie très vivement François Denoël, Gérard Kébabdjian et Roland Lantner pour leur lecture critique de mon texte initial et pour les modifications et ajouts qu'ils m'ont suggérés.

■ 2. Les parenthèses de référence ne comportant pas de nom d'auteur renvoient à Perroux et à la bibliographie de ses travaux.

p.153). « L'essence du pouvoir ...est la *relation dissymétrique* » (1994, p.169). En voici une définition pour le domaine économique : « Le pouvoir économique est celui dont l'objet est la disposition de choses comptabilisables, dont le moyen est l'emploi, par des opérations de marché ou par des opérations hors marché, des choses comptabilisables » (1982, p.348).

Perroux distingue le *pouvoir* (capacité) de la *relation de pouvoir* (mise en œuvre de la capacité) (1991, p.42). En tant que capacité, « le pouvoir relatif d'un agent sur un autre est fonction de ses actifs patrimoniaux, de ses moyens de liquidité et de son information » (1994, p.175). De son côté, « la relation de pouvoir existe lorsqu'une unité (ou un groupe d'unités) modifie les caractéristiques (conditions et résultats) de l'activité économique d'autres unités, par comparaison à une référence d'*équilibre* initial ou de *spontanéité* initiale des activités économiques » (1991, p.43). Une relation de pouvoir pourrait donc viser à modifier une autre relation de pouvoir ou un autre pouvoir. L'*exercice du pouvoir* (flux) serait en même temps *recherche du pouvoir* (accumulation et mise en stock), c'est-à-dire dynamique de l'économie. Les deux moyens typiques dont userait le pouvoir seraient l'information et la contrainte (1991, p.45).

Enfin, toujours selon Perroux, une relation de pouvoir se définirait par sa finalité, son intensité, l'irréversibilité plus ou moins grande, mais parfois totale, de ses effets, les moyens qu'elle utilise et son domaine d'exercice. Il existerait trois catégories principales de relations de pouvoir : 1) la relation d'influence, 2) la relation d'imposition ou de coercition, 3) la relation de subordination (1994, p.171).

Le pouvoir ne serait pas une notion vague. Il pourrait être étudié scientifiquement car il est l'objet d'une conduite rationnelle. « L'activité économique, parce qu'elle est une activité sociale, contient et combine la recherche du pouvoir, la relation de pouvoir et la rationalité dans l'emploi du pouvoir, comme objectif et comme moyen économique » (1994, p.159). Cela dit, le concept de pouvoir économique, chez Perroux, contient une autre dimension que celle de son application stricte à l'économie. C'est aussi une certaine façon d'appréhender économiquement le pouvoir en général et dans quelque activité que ce soit, par l'intermédiaire de ses coûts et de son rendement: « le pouvoir... a une *économicité* : il coûte et il rend » (1994, p.159).

En somme, selon Perroux, le pouvoir, de toutes les tailles et de tous les degrés, serait partout. Ce phénomène serait de nature *substantielle*   la vie en société. Ce serait un processus de base (1994, p.156) prenant place dans des *réseaux de pouvoir* et que l'on pourrait étudier économiquement à condition d'avoir produit les concepts, les méthodes, les instruments d'observation et les relations logiques adaptés.

*L'économie doit-elle être la science de relations
entre les hommes ou entre les choses ?*

L'intention théorique de Perroux était, par delà sa critique sévère de l'absence du pouvoir et des groupes dans le modèle de l'équilibre général, de réintroduire dans la science économique la vérité de l'homme, la dynamique authentique des sociétés ainsi que des institutions mises en œuvre par les groupes humains dans des ensembles concrets, en particulier dans *les nations*, pour produire et se partager les richesses économiques, dans la coopération et dans la lutte. Tant au plan microéconomique que macroéconomique, ce ne serait pas l'équilibre qui serait la norme spontanée du fonctionnement et du développement économiques, mais *le déséquilibre*. La conception péroussienne de l'équilibre est celle de la conquête, par les hommes, de leur destin économique, l'aboutissement d'une volonté de puissance enfin raisonnée et maîtrisée à l'aide d'institutions, de modes d'interventions et de règles adéquates.

Voici quelques très brèves citations illustrant la critique que Perroux adressait au modèle de l'équilibre, et l'espérance humaniste qu'il formulait par contraste. Tout d'abord, ce modèle suppose que la vie économique serait tout entière régie par le marché. C'est inexact, écrit Perroux, notant que « la relation de puissance s'entend...aussi bien d'opérations hors marché qui ont souvent des sources et des conséquences économiques » (1991, p.44). Ensuite, la représentation du fonctionnement du marché dans ce modèle soulèverait, selon lui, deux remarques décisives.

La première est que l'interdépendance générale s'établirait entre unités fonctionnelles homogènes. Selon Perroux, les atomes de la vie économique ne sont pas des fonctions (de production, de consommation, d'épargne, etc.) mais des agents concrets observables (des ménages, des entreprises, des administrations, des espaces, des nations, des régions). Ces atomes peuvent être des individus mais ce sont aussi et surtout des groupes, tous étant dotés de ressources et de puissances inégales. « Les agents différents, dotés de projets originaux sont inégaux, par référence à un domaine et à une série d'opérations. Ils n'ont ni le même patrimoine génétique, ni le même patrimoine culturel, ni les mêmes coordonnées sociales. L'hypothèse de travail la plus générale et la plus plausible - vérifiée par d'innombrables observations - est qu'ils n'ont pas, les uns à l'égard des autres, la même capacité de s'entre influencer » (1994, p.166). En outre « dans un univers social, chaque agent est situé dans un groupe (mieux : dans plusieurs groupes) » (1994, p.166).

La deuxième est que, dans l'approche académique, les médiations entre les unités économiques, médiations par l'intermédiaire desquelles l'équilibre général s'établirait, seraient uniquement les quantités de biens et de servi-

ces et les prix. Mais, écrit Perroux, « l'échange économique, avant d'être une translation d'objets est la rencontre des projets des sujets » (1994, p.189). Aussi, à la manière de Commons et de son concept de « transaction » (Commons, 1934), distingue-t-il *l'échange pur* de *l'échange composite*, qui lui paraît plus conforme à la réalité observée (1994, chapitre 3). L'équilibre général qu'il critique est pour lui une abstraction vide. « Pour L. Walras et V. Pareto, les prix et les quantités sont les seules variables caractéristiques : elles sont nécessaires et suffisantes ; le marché est la rencontre intemporelle et déspatialisée d'échangistes purs, à peine nécessaires en tant que sujets, puisque des forces anonymes combinent les facteurs, distribuent les ressources, égalent les revenus aux productivités, et les demandes aux offres. Cette mécanique n'admet que des sujets fantomatiques auxquels n'échoit aucune fonction active dans l'économie, ni aucun rôle social » (1991, p.64-65). Sous l'effet de cette représentation de l'équilibre, « la vie économique est vue comme *une mécanique d'ajustements d'objets physiques...* » (1994, p.159). « Les objets (y) sont en relation les uns avec les autres selon un ordre qui peut omettre les sujets... » (1994, p.319).

Ces deux dernières citations sont particulièrement intéressantes. Elles rejoignent l'analyse du fétichisme de la marchandise que faisait Marx, pour lequel les rapports sociaux capitalistes engendreraient, dans les esprits et les représentations, une image inversée de la réalité : des rapports sociaux entre les hommes transformés en rapports sociaux entre les choses. On peut dire que, pour Perroux, l'équilibre général était une version fétichisée, au sens de Marx, de l'interdépendance économique. Réintroduire le pouvoir et ses acteurs dans cette conception désincarnée de l'équilibre général était pour lui le principal moyen de l'humaniser et de la bouleverser de fond en comble tout en suivant une voie scientifique.

Que sont les agents économiques ?

Prendre en compte l'acteur authentique de l'activité économique (« ...l'agent qui « agit » et *n'est pas seulement agi* » (1994, p.321)), telle fut certainement l'une des passions intellectuelles de Perroux. Cette caractéristique apparaît déjà clairement dans les points précédents. On cherche à en préciser certains traits.

Les principaux attributs de l'agent économique doté d'une volonté explicite étaient, pour lui, les suivants. 1) L'agent prend place dans l'activité économique avec des plans et des projets. « L'agent, micro-organisation, a, implicitement... une propriété spécifique qui est l'intention. L'agent est doté de l'intentionnalité... (il) n'est pas concevable sans projet ou programme » (1994, p.381). 2) Les agents économiques sont différents entre eux et, par leur activité, engendrent autour d'eux la différence : « ...fondamentalement,

l'agent est générateur d'espaces d'actions, espaces d'influences, espaces de changements effectifs imprimés au milieu. Les agents étant différents les uns des autres et inégaux entre eux du point de vue d'une opération déterminée le sont aussi quant à leur capacité relative à former une coalition » (1994, p.381). 3) Les agents économiques interviennent dans la durée : « ...la micro-organisation elle-même, ses états discernables et leurs enchaînements ordonnés ont une *durée* » (1994, p.380). 4) De ces divers traits, il découle notamment « ...que la prévision parfaite du futur est incompatible avec la présence des agents... » (1994, pp.383-384). Ces caractéristiques ont des conséquences perturbatrices sur l'équilibre général. Mais leurs effets théoriques sont amplifiés par la prise en compte d'autres agents économiques.

En effet, selon Perroux, on ne peut s'en tenir, pour décrire ces agents, aux individus ou aux unités homogènes et élémentaires de l'équilibre général ordinaire. On croit déceler, dans ses propositions, l'existence de deux familles d'agents. Il y aurait, d'une part, les agents observés d'après le critère de leur intentionnalité et de leur volonté, différents les uns des autres en raison de leur taille. Dans cette catégorie, on compterait notamment des micro-unités et des macro-unités. Il y aurait, d'autre part, les agents différents les uns des autres en fonction du critère (sa présence ou son absence) de l'intentionnalité et de la volonté. Dans cette catégorie, on repèrerait notamment des unités simples et des unités complexes. Ces deux classements se recoupent en partie, mais en partie seulement. Il est évident que les micro-unités sont des unités simples. Cela dit, il peut être opérationnel de distinguer entre une macro-unité (par exemple l'État) et une unité complexe (par exemple la nation). La citation suivante éclaire l'intention.

« Certaines unités, explique-t-il, par exemple la firme, peuvent être appelées simples en ce que leur activité économique se traduit dans *un* plan dressé par *un* centre de pouvoir de disposition sur les biens. D'autres unités, par exemple la nation, peuvent être appelées complexes en ce que leur activité économique, pas plus *ex ante* qu'*ex post*, ne se traduit dans *un* plan. *Ex ante*, les décisions économiques dans la nation s'expriment dans des séries de plans : plans de l'État, des groupes, des firmes, des ménages. *Ex post*, les résultantes du heurt de ces plans, l'ajustement des plans *ex ante* les uns aux autres, par leurs conflits au cours d'une période, composent finalement une série de comptes rétrospectifs de la nation qui enregistrent ce qui s'est révélé possible globalement, par opposition à ce que chaque partie séparément avait tenu pour possible » (1991, p.323).

On comprend son intention : prendre en compte l'existence, dans le système capitaliste décentralisé, d'unités qui, bien que n'étant pas dotées d'une volonté unique explicite, et n'ayant pas d'existence individualisée (à la manière des « citoyens » de l'équilibre général) n'en sont pas moins actives. Les

agents complexes sont des lieux d'élaboration et de mise en œuvre de *macro-décisions* (État, groupes de firmes, très grandes entreprises) dans un environnement encore plus global que celui des décisions prises par les macro-unités. Ils constituent cependant des espaces économiques concrets, à l'intérieur desquels se bouclent un très grand nombre de conflits, et dont l'existence a une incidence certaine sur le milieu. Selon notre interprétation, Perroux visait, par leur intermédiaire, à introduire, au plan du fonctionnement économique d'ensemble, la dialectique des structures (divers niveaux de globalité) et de leurs parties, sur un mode qui, donnant sa place à la contrainte, ne soit pas, encore une fois, celui d'une mécanique exclusivement guidée par les prix et les quantités.

Une autre idée importante de Perroux relativement aux agents économiques paraît être la suivante. Les unités simples d'un certain niveau de taille ou de complexité seraient en rapport avec la totalité à laquelle elles appartiennent par le biais de groupes et de coalitions (unions syndicales, organisations patronales, cartels, oligopoles, groupes de consommateurs) qui sont autant d'agents contribuant eux aussi à la détermination de l'équilibre général. C'est par l'intermédiaire de cette idée qu'il introduisit dans son raisonnement la notion très moderne de *réseau de pouvoir*.

Si l'on totalise tous les aspects de cette analyse des agents, il semble qu'avec la perception diversifiée qu'il en avait, Perroux rejoignait l'hypothèse d'incertitude, chère aux post-keynésiens (Davidson, 1994) mais entièrement contradictoire de celle des néoclassiques, selon lesquels, pourrait-on dire en reprenant un auteur connu, « tout ce qui est certain ou probable est walrassien, tout ce qui est walrassien est certain ou probable ». La conception que Perroux a des agents, son insistance sur la pluralité de leurs projets, de leur taille, de leurs pouvoirs, de leur insertion dans des réseaux de pouvoirs, de leur participation à des coalitions ; le fait, par conséquent, que les conflits et les luttes que se livrent entre eux les agents économiques (mais aussi les concours et les coopérations auxquels ils participent) puissent atteindre une ampleur et suivre des évolutions aussi variées d'un moment à l'autre que statistiquement imprévisibles, le conduisaient à l'hypothèse d'*incertitude* et par conséquent, en conformité avec son intention de base, à une conception de l'équilibre général entièrement différente de la conception *hydraulique et mécaniste* de l'équilibre général walraso-parétien.

Notre conclusion est que, en fonction de ces éléments, la théorie de la monnaie susceptible de prendre place dans cette construction théorique aurait pu être, chez Perroux, plus proche de celle de Keynes et plus riche que celle à laquelle il souscrivait. L'incertitude pesant en permanence, de manière constamment renouvelée, sur l'équilibre général suppose, en effet, que ce dernier soit conçu comme *un équilibre général monétaire de production et de con-*

*sommat*ion, avec les significations que les post-keynésiens donnent au concept de monnaie, et non comme un équilibre général où la monnaie jouerait, sinon à court terme du moins en tendance, les seuls rôles de numéraire et de moyen de circulation. Mais peut-être Perroux n'avait-il pas suffisamment élaboré sa propre doctrine relativement à l'incertitude ?

Qu'est ce que l'économie dominante ?

C'est, finalement, sur une conception entièrement nouvelle de l'équilibre général mondial que débouchaient les idées de Perroux. Le concept d'économie dominante est certainement celui auquel le nom de cet auteur peut être le plus étroitement associé (Krishnam-Kutty, 1964). Qu'est-ce donc que l'économie dominante, selon Perroux ? Trois éléments de réponse peuvent être apportés à cette immense question.

Le premier est que l'économie dominante serait nécessairement *une nation*, et plus généralement que les effets économiques de domination aujourd'hui observables dans le champ international s'exerceraient principalement par l'intermédiaire des nations. Il écrit notamment : « L'effet de domination dans l'ordre international n'est pas lié *seulement* au développement des régimes non concurrentiels des firmes privées dans le capitalisme moderne. Il n'est pas lié *seulement* à telle forme (autoritaire et planificatrice) de l'État moderne. *Il est lié à l'exercice même de l'État nation...* » (1991, p.105). Ou encore : « ...la nation ne peut plus être tenue pour un ensemble d'individus et de micro-unités mais doit être analysée comme un groupe de groupes orientés, coordonnés et arbitrés par l'État. L'économie nationale, unité complexe, exerce, à l'égard d'autres unités complexes, l'effet de domination par des opérations qui ressortissent ou non à la logique du marché... » (1991, p.130).

Le deuxième concerne les facteurs économiques de la domination exercée par la nation dominante. Selon Perroux, il en existerait trois, ayant pour fondement : 1) la dimension de la nation considérée, 2) sa capacité à négocier les règles du jeu international (et pas seulement à jouer ce jeu), 3) la nature de ses activités (1991, p.131). En explicitant ces critères, Perroux cherchait à se démarquer du concept d'impérialisme, selon lui porteur d'émotions en raison de son manque d'élaboration technique et de sa nature ouvertement politique. Mais il souhaitait également élargir l'horizon des analyses que l'on faisait ordinairement, à son époque, de la puissance économique internationale. « La *power position* d'une nation, écrivait-il, ne se résume pas à son action commerciale » (1991, p.91). L'effet de domination était, pour lui, un concept objectif, devant donner lieu à des mesures et dont l'observation était indépendante de toute intention maligne.

Le troisième est que l'économie dominante est *internationalement responsable*. L'étude des effets de domination peut évidemment déboucher sur la critique politique. Mais le débouché ultime que Perroux attribuait à son analyse était de contribuer à la mise en place d'un ordre mondial humain, que la représentation fétichiste courante des relations économiques internationales était, selon lui, incapable de promouvoir. Ainsi écrivait-il, par exemple : « L'étude de l'effet de domination au plan international est la condition et la base d'un examen *objectif et scientifique pour toutes les parties* des exigences d'une réorganisation réaliste de l'économie mondiale » (1991, p.105). Et encore : « L'équilibre de croissance entre des économies nationales très inégalement dominantes ne peut être réalisé que par un dessein conscient et prémédité qui *construise* une compétition internationale praticable » (1991, pp.113-114).

La « French School of Economics »

Il est clair que la présentation à laquelle on vient de procéder rend très schématiquement compte des idées de Perroux sur le pouvoir économique et de leurs implications théoriques. En particulier ce qui a trait à la « firme dominante », à « la région motrice », au « sous-développement » ne figure pas dans ce bref aperçu. Pour fournir un repère de nos lacunes, on retient que dans l'avant-propos à son ouvrage *Unités actives et mathématiques nouvelles*, Perroux se présentait comme « responsable de notions et de théories qui, en dépit de résistances prévues, se sont répandues largement ». Voici la liste qu'il en avait alors établie : « la structure économique, l'économie dominante, les firmes et les groupes dominants, la macro-unité, l'emprise de structure, les inégalités structurelles entre grands ensembles, les pôles de développement, la généralisation des déséquilibres structurels de la balance des paiements, l'effet d'entraînement » (1994, p.280). Le rappel de cette liste donne une indication sur les aspects que l'on aurait trop fortement négligés.

Une conclusion s'impose, cependant, à savoir le rôle créatif de Perroux dans le domaine considéré, au point que pour certains économistes du continent américain c'est le fondateur de ce qu'ils nomment la « *French School of Economics* », (Krehm, 1975, p.35-46). Mais au delà de cette notation anecdotique, on peut dire qu'en développant les fondements d'une théorie du pouvoir au cœur même de la science économique, Perroux a contribué à modifier la théorie économique tout comme les principes de sa liaison avec d'autres disciplines, la sociologie en premier lieu. En effet, l'interdisciplinarité suppose que dans les disciplines entre lesquelles est recherché ce rapport particulier de complémentarité existent les concepts spécifiques de leur connexion. C'est en développant les concepts de *pouvoir économique* et de *dimension économique du pouvoir*, que Perroux mettait en œuvre une stratégie réellement interdisciplinaire de compréhension des phénomènes de pouvoir. De

même que les économistes ont certainement intérêt à lire et à comprendre les sociologues, un certain nombre de sociologues auraient sans doute intérêt à lire et à comprendre Perroux.

Cela dit, l'opinion que l'on exprime à propos de cet auteur serait très différente si l'on suivait l'esprit de l'époque. C'est pourquoi, pour mieux comprendre la portée scientifique de ses travaux, on s'efforce de les situer dans l'ensemble des problématiques du pouvoir économique.

Les rapports entre économie et pouvoir

Les problématiques possibles

La relative perte d'audience de la pensée de Perroux³, aujourd'hui, à propos du pouvoir, tient peut-être à ce que cet auteur, observant l'absence de ce phénomène dans l'analyse économique de son temps, avait sous-estimé la capacité des théories économiques qu'il critiquait à intégrer ce vocable et à en traiter selon leur point de vue. En conséquence, il n'a pas pris le temps d'explicitier la problématique à l'intérieur de laquelle il inscrivait sa propre démarche, pour bien la démarquer ainsi d'autres démarches économiques, susceptibles de traiter elles aussi du pouvoir quoique de manière entièrement distincte de la sienne. Il note bien, par exemple et pour en signifier selon lui l'insuffisance (1991, p.144), que les ouvrages de Houssiaux (1958) ou de Jacquemin (1967) abordent incorrectement les problèmes soulevés par le pouvoir de marché. Mais il ne donne pas, selon nous de manière suffisamment explicite, les clés de sa différence avec leur exposé. Il suffit alors que le corpus théorique mis en cause devienne plus attentif, même si ce n'est qu'au niveau du langage, aux phénomènes précédemment maltraités, pour que l'opinion s'établisse selon laquelle il n'y aurait plus lieu de formuler à leur encontre les critiques antérieures. Or ce n'est pas parce que l'on parle du pouvoir dans le discours économique que l'on y traite du pouvoir économique. Réciproquement, le fait de n'en point parler ne signifie pas qu'il en soit absent.

L'hypothèse que l'on fait dans cette partie est que, contrairement à ce que Perroux pouvait prétendre, toute théorie économique est traversée par une problématique spécifique du pouvoir, c'est-à-dire par sa compréhension du rapport entre pouvoir et économie, puis, en prolongement, par sa représentation du rapport entre politique et économie. On peut alors évoquer a priori l'existence de deux problématiques majeures du pouvoir en économie : 1) celle de la *séparation absolue* (hypothèse de l'externalité du pouvoir par rapport à la sphère économique et rattachement aux théories orthodoxes dominantes) ; 2) celle de la *connexion intime* (hypothèse de l'internalité du pouvoir dans la sphère économique et rattachement aux théories hétérodoxes).

■ 3. On note par exemple que Pierre Dockès, économiste et universitaire lyonnais qui, pour diverses raisons, ne peut ignorer l'œuvre de Perroux, lui accorde cependant une place à peu près inexistante dans un ouvrage récent consacré au pouvoir en économie (1999).

Cette dernière problématique peut être scindée à son tour en deux sous-problématiques. Celle, tout d'abord, de la prédominance de l'économie sur le pouvoir (rattachement aux interprétations qui ont pu être données de la théorie de Marx ou à certaines théories conventionnalistes). Celle, par raison contraire, de la prédominance du pouvoir sur l'économie (rattachement aux théories de référence institutionnaliste).

Économie et pouvoir : la problématique de la séparation

C'est la problématique même de la construction de la science économique au XVIII^e siècle. Sans doute les pères fondateurs de la science économique moderne (en particulier Quesnay et Smith) ont-ils retenu le terme d'économie politique pour la désigner. Mais contrairement à ce que pouvait penser Perroux, il ne faut pas surestimer la portée de cette appellation. Selon notre interprétation, elle n'est pas indicative de ce que les anciens auraient tenu compte du pouvoir en économie. Bien qu'elle soit loin d'être neutre, cette désignation relève plutôt, à l'époque, d'une survivance idéologique. Car elle n'est pas conforme aux hypothèses les plus générales présidant à la naissance et à l'affirmation de cette science.

L'économie politique du XVIII^e siècle se construit *contre* tout pouvoir politique. Dans cette approche, en effet, la pensée de l'économie échappe, par nature, à l'intervention du pouvoir politique pour en définir les traits et le contenu, puisqu'elle est une science. Et comme cette science, selon ses concepteurs, soit reflète les lois de l'ordre naturel (Quesnay), soit est guidée dans son application par la main invisible (Smith), il n'y a pas lieu que le pouvoir politique intervienne en quoi que ce soit pour en conduire la mise en œuvre. Lorsque Louis XV demandait à Quesnay ce qu'il devait faire au plan de l'économie, ce dernier lui répondait qu'il ne devait surtout rien faire. Si l'on ajoute à ces axiomes de base que les agents économiques (entreprises et salariés) sont censés peser le même poids dans le fonctionnement d'ensemble et que, de toute façon, ce fonctionnement assure le plus grand bonheur matériel qui puisse être attendu par les membres de la société, on ne voit pas quel aurait pu être la place du pouvoir politique dans cette conception. Au plan de la théorie économique proprement dite, l'économie politique du siècle des lumières est d'ailleurs très critique de la pensée mercantiliste, dont la préoccupation de base était d'alimenter le trésor royal. Ces pères fondateurs sont portés par un très grand optimisme, non seulement au plan de la production des richesses, désormais celle des nations et non celle des rois, mais également au plan du rapport entre les nations. Car, pour eux, les pouvoirs politiques (les États) se font *naturellement* la guerre alors que le commerce des marchandises suppose *naturellement* la paix et en renforce la nécessité au fur et à mesure qu'il croît en importance et en étendue. Le pouvoir, dans ce con-

texte conceptuel, est pensé comme exogène à l'économie au terme d'un double processus intellectuel.

D'une part, *il est identifié à l'État*, lui-même tenu pour externe au fonctionnement économique et indépendant de lui. Selon Perroux, en confondant le pouvoir économique et l'État, puis en plaçant l'État en dehors de l'équilibre général, le paradigme dominant rejetait l'étude du pouvoir économique en dehors de l'économie. « Ainsi, écrit-il, la distinction entre *Économique* et *Politique* semble aller de soi. Le pouvoir est assimilé au pouvoir public et s'y réduit. Le pouvoir est « du côté de l'État » et le rôle économique de l'État ramené, lui-même, à sa plus simple expression » (1994, p. 150).

D'autre part, ce que Perroux montre abondamment, *les dimensions vraies des acteurs de la vie économique sont évacuées* de la représentation théorique. La science économique, dans sa formulation néoclassique standard, pourrait être considérée comme une théorie du *pouvoir parfait*, uniformément réparti sur tous les agents, et donc finalement neutre et sans incidence sur l'ensemble. Mais cela supposerait que ces agents y aient l'épaisseur concrète que leur reconnaissait Perroux, ce qui n'est pas le cas.

Le pouvoir est donc exclu de cette théorie. Il n'y a pas sa place. Ce qui entraîne diverses conséquences théoriques. La plus importante est peut-être que les phénomènes économiques sont appréhendés au niveau de l'échange. La production ou la consommation n'exercent pas l'une sur l'autre d'influences asymétriques particulières. L'économie repose fondamentalement sur un système d'échanges. Or l'échange marchand, surtout s'il est censé se dérouler conformément aux hypothèses de la concurrence pure et parfaite, est un système de relations entre égaux (entre porteurs de quantités égales de valeur économique). Quand les relations sont inégales sur un marché, l'inégalité est alors localisée, dans l'espace et dans le temps. En effet, les fonctions d'offre et de demande sont censées être constituées de manière totalement indépendante. Il est admis qu'elles évoluent et se transforment conformément à ce principe. Il n'est dès lors pas possible que, à partir de cette représentation équilibrée et centrée sur les échanges, des relations de pouvoir puissent durablement prendre place et s'installer dans l'économie. L'hypothèse des marchés contestables en est la forme moderne actuelle.

La prise en compte des asymétries d'information dans les modes les plus évolués de la théorie économique ne modifie pas, selon nous, l'analyse qu'en faisait Perroux. En effet, l'asymétrie d'information peut entraîner des inégalités de situations et de comportements entre agents. On peut donc penser que cette théorie a enfin intégré le pouvoir à ses concepts. Cela dit, pour elle, le phénomène est *réversible* à condition qu'il soit *compensé*. L'asymétrie d'information y est un jeu à somme nulle.

Au contraire, pour Perroux, le pouvoir s'accumule. En outre, selon lui, la contrainte figure aux côtés de l'asymétrie d'information comme moyen du pouvoir. En sorte que s'il se produit la compensation d'une asymétrie d'information d'un côté, un agent disposant de pouvoir économique est en mesure d'engendrer d'autres asymétries ou de trouver d'autres moyens d'obliger tel agent de se plier à sa volonté. Il en serait donc du pouvoir comme de la monnaie, dans la théorie économique dominante. Ces deux aspects de la vie économique y sont pris en compte tant bien que mal, sous la pression des événements pourrait-on dire, alors que leur présence était hier rejetée. Toutefois l'efficacité qui leur est reconnue théoriquement est uniquement une efficacité de court terme. A moyen et à long terme, l'information comme la monnaie seraient neutres. Seule *l'action externe de l'État* pourrait engendrer des phénomènes durables (de long terme) de pouvoir dans l'économie. Mais il s'agirait d'autant de distorsions infligées aux lois économiques proprement dites.

Économie et pouvoir : la problématique de la liaison

Le mérite revient à la pensée socialiste du XIX^e siècle d'avoir montré que la séparation entre pouvoir et économie n'était qu'un procédé savant de couverture de la domination exercée par les puissants sur le prolétariat agricole et industriel. Cela dit, cette liaison peut être appréhendée de deux manières distinctes.

Dominance de l'économie sur la liaison entre économie et pouvoir

En raison de l'influence que sa pensée a exercée sur le mouvement syndical et politique jusqu'à la fin du XX^e siècle, on s'en tient à Marx pour rendre compte de la modalité que l'on examine ici, pour ce qui a trait à la famille socialiste.

Se situant au plan de l'économie pour développer son analyse du capitalisme, Marx se place, en effet, dans l'hypothèse où il ne s'y exercerait « *ni dol ni violence* ». Ce qui lui permet de décrire le processus régulier de l'exploitation du travail indépendamment de toute distorsion marchande ou de tout phénomène de pouvoir explicite ou d'oppression directe auquel seraient soumis une partie des agents économiques. Sans doute le pouvoir est-il partout présent dans sa théorie de la vie sociale. Mais il y est, selon lui, implanté, engendré et reproduit par le mouvement propre de la structure économique et non par des institutions. Ces dernières sont des moyens (éventuels) du fonctionnement de la structure à l'origine des phénomènes de pouvoir économique *mais elles ne sont certainement pas les causes du pouvoir économique*.

Pour bien marquer la différence entre Marx et d'autres auteurs pourtant critiques de l'orthodoxie économique, on retient les propriétés que Joan Ro-

binson et que Marx attribuent au phénomène de l'exploitation capitaliste. Joan Robinson parle d'exploitation au sens de Marx (dans son *Marxian Economics*) uniquement dans le cas où les salariés perçoivent une rémunération inférieure au salaire d'équilibre. Dans ce cas, des institutions ou des procédures sont à l'œuvre, en sorte que le salaire versé diffère durablement de sa position d'équilibre. Alors que pour Marx, il y a exploitation du travail salarié même dans l'hypothèse où ce dernier est rémunéré au salaire d'équilibre voire au dessus. Ce qui, incidemment, permet d'insister sur une nuance importante entre Perroux et Marx. Selon Perroux, la théorie de l'équilibre général est erronée parce qu'il n'y est fait aucune référence au pouvoir. Pour Marx, une situation d'équilibre général et d'échanges concernant non seulement le marché des biens mais aussi celui du travail, même sans référence explicite au pouvoir, est nécessairement le produit d'un pouvoir exercé par une classe sociale sur une classe sociale.

Au plan de l'économie, le pouvoir est donc présent chez Marx et dans son analyse du capitalisme. Mais il n'y est pas toujours visible, étant entièrement déterminé par la structure sous-jacente. Les agents économiques peuvent être perçus, dans sa théorie, comme « les fonctionnaires de la structure » et l'État lui-même ne serait que le commis, externe à l'économie, de ces fonctionnaires. Le pouvoir aurait bien été endogénéisé par Marx, mais ce dernier l'aurait placé sous l'influence, nécessaire et suffisante, de la structure économique. Le pouvoir socialement visible, celui qui est exercé dans la sphère politique, serait externe à la sphère économique tout en étant relié au pouvoir économique des agents dominants.

C'est d'ailleurs le double reproche souvent adressé à Marx que celui de son structuralisme et de son économisme. Bien que ce reproche puisse être surtout formulé à l'encontre de ses continuateurs, souvent très réducteurs (Guesde par exemple), l'inachèvement de pensée et d'écriture de l'immense projet dont Marx a présenté les premiers traits pèse sur son exposé et sur la compréhension que l'on peut aujourd'hui en avoir. En outre, la réalité que décrivait Marx a sensiblement changé depuis deux siècles. Aujourd'hui, l'État intervient directement dans l'économie de manière régulière.

Cela dit, les jugements portés sur Marx ne sont jamais neutres. Pour notre part, sous l'angle du pouvoir, nous retenons trois aspects majeurs dans son œuvre. Il s'agit d'abord de la puissante opposition et asymétrie de pouvoir qui ressort du soubassement structurel de sa théorie entre Capital (les entreprises) et Travail (les salariés). C'est aussi le fait que le pouvoir politique apparent ait été analysé par Marx comme dépendant de la structure économique, quelle que soient les nuances et adjonctions que l'on doive apporter à cette modélisation de base. C'est enfin l'analyse de l'idéologie comme moyen d'aveugler les agents dominés sur leur situation réelle. Malgré la dis-

tance du temps, de nombreux points communs existent entre son analyse et celle de Perroux. C'est ainsi que, pour expliquer le pouvoir économique, tout de suite étendu au pouvoir social, Marx mettait en avant, avec son propre vocabulaire, le double moyen énoncé par Perroux de l'information (l'idéologie) et de la contrainte (économique, policière, militaire, fiscale). Ensuite, et peut-être surtout, Marx a une approche du pouvoir économique qui ressemble à celle de Perroux (malgré l'importante nuance mentionnée ci-dessus) car il s'agit, dans les deux cas, *d'une approche structurelle et donc d'une approche par la domination*, même si concept de structure ne renvoie pas exactement au même contenu chez ces deux auteurs.

On aurait tort, cependant, de limiter aux théories de référence marxiste celles pour lesquelles la liaison entre économie et pouvoir se ferait sous l'influence première de l'économie. Il nous semble que les théories conventionnalistes contemporaines relèvent de la même branche typologique, quoique sur des bases conceptuelles très différentes. Pour les théoriciens de cette famille, le postulat économique fondamental est celui de l'individualisme méthodologique. Mais la rationalité étant bornée, limitée, et le marché n'étant pas compétent pour s'y substituer de manière unique et aveugle, les individus et les groupes économiques de base sont conduits à établir les règles de leur socialisation et de leur vie en commun. Récemment, l'un des auteurs conventionnalistes parmi les plus actifs a introduit la possibilité d'émergence de phénomènes de pouvoir économique en considérant les processus cognitifs mis en œuvre pour construire la société économique et comme conséquence des différences dans la capacité à capter de l'information de la part des acteurs de ces processus (Favereau, 2000). Bien que l'intérêt de cette construction soit sans commune mesure avec celui que présentent les théories de Marx, il paraît utile de la mentionner, pour souligner, dans cet article, la richesse et la diversité des modes contemporains de théorisation des phénomènes de pouvoir en économie, diversité que Perroux n'avait manifestement pas anticipée.

Dominance du pouvoir sur la liaison entre économie et pouvoir

Compte tenu des évolutions observables depuis le XIX^e siècle industriel, il est compréhensible que la problématique de la liaison entre l'économie et le pouvoir se soit déplacée de la structure économique vers les institutions. Aujourd'hui, les institutions et les règles nécessaires au fonctionnement économique et à sa régulation sont beaucoup plus visibles et nombreuses qu'elles ne l'étaient à l'époque de Marx. Ensuite, les études et les théories formulées à partir de la fin du XIX^e siècle, par les économistes (Veblen, Commons), mais aussi par les sociologues (Weber) et les anthropologues (Polanyi), ont permis de dégager l'importance primordiale des institutions et ont conduit à généraliser leur prise en considération.

L'institutionnalisme est le mode de pensée ainsi que le comportement théorique correspondant à cette évolution. Appréhendé selon la dimension du pouvoir, l'institutionnalisme en économie est hétérodoxe (par rapport à l'orthodoxie analysée ci-dessus) dans la mesure où le pouvoir y est conçu comme *pouvoir économique*, étant à la fois interne au domaine de l'économie et plus général que le pouvoir d'État, ce dernier étant lui-même représenté au sein des institutions considérées. On perçoit ainsi l'enrichissement apporté par le mode de pensée institutionnaliste à l'analyse et à la théorisation des phénomènes de pouvoir en économie. Perroux, bien qu'il ait manifesté une certaine condescendance à l'égard des institutionnalistes américains (dont il reconnaissait les mérites, mais comme on salue la mémoire de lointains ancêtres), doit être rangé dans cette catégorie. *C'était un institutionnaliste*. Cela dit, cet attribut recouvre bien des significations, qu'il convient d'analyser.

Car il y a plusieurs façons, fort différentes les unes des autres, d'être institutionnaliste. Tout dépend du rôle théorique attribué aux institutions relativement aux phénomènes de pouvoir. Abstraitemment, l'échelle des possibilités en ce domaine peut être décrite comme suit. Dans tous les cas de figure, on peut considérer que les institutions tiennent une place de premier plan dans *la mise en œuvre concrète des règles du pouvoir*. Si l'on met de côté le problème de savoir quelles sont les institutions (liste et caractéristiques) qu'elles retiennent, on peut dire que dans toutes les théories institutionnalistes, les institutions sont la modalité instrumentale générale du pouvoir économique. Mais elles peuvent être dotées de deux propriétés très différentes. Diverses solutions théoriques peuvent prendre place. Mais en se limitant aux extrêmes, il vient que les institutions peuvent être considérées soit comme *génératrices* du pouvoir économique sous toutes ses formes, soit comme les moyens concrets *de mise en œuvre et d'accumulation* d'un pouvoir économique dont la source est ailleurs.

Dans ce dernier cas, on retrouve la solution marxienne. A la structure économique correspondent des institutions qui en sont la manifestation et le moyen concret de fonctionnement. La solution apportée par Perroux, avec sa prise en compte des structures (bien qu'avec un sens distinct de celui de Marx), n'en est guère éloignée. Peut-être pourrait-on d'ailleurs appeler « institutionnalisme structuraliste » cette branche de l'institutionnalisme. La structure économique y commande la forme du pouvoir économique mis en œuvre et des institutions économiques adaptées dans ce but. En reprenant une idée développée par Parsons, on peut dire que la circulation et l'accumulation de l'argent s'accompagnent, dans ces théories, de la circulation et de l'accumulation du pouvoir, sans que le pouvoir puisse être identifié, ce qui serait extrêmement restrictif, à la matérialité de l'argent.

En revanche, dans le premier cas (institutions génératrices de pouvoir), on trouve une solution nouvelle. Le pouvoir est bien endogène à l'économie. Mais comme il n'est pas structurellement déterminé, il est censé prendre naissance partout et s'exercer dans toutes les directions. Au pouvoir de A sur B correspondrait le pouvoir de B sur A, et ainsi de suite. Cette approche du pouvoir économique, introduite en France par Crozier à partir de la sociologie américaine, reproche au structuralisme d'avoir développé une théorie du pouvoir-domination ainsi que du combat social antagoniste et d'être ainsi insuffisamment générale. Elle prétend également introduire vraiment la dimension politique dans l'analyse économique. Elle ambitionne ensuite de nourrir une analyse en termes de conflits sociaux diversifiés et non nécessairement antagonistes. Elle vise enfin à cerner les phénomènes de pouvoir non seulement dans la longue durée mais également dans la quotidienneté.

Conclusions

Ainsi, après avoir rappelé les principaux aspects des conceptions de Perroux relativement au pouvoir économique, sommes-nous mieux à même de les situer dans l'ensemble des problématiques correspondantes, dont on espère avoir correctement appréhendé le principe général de construction. De cette grille de lecture, on tire trois conclusions partielles.

La première est que les idées de Perroux sur le pouvoir économique peuvent être assez aisément distinguées de celles aujourd'hui véhiculées par le corpus orthodoxe, malgré les efforts de ce dernier pour intégrer les phénomènes de pouvoir dans son système de représentation. Cela dit, l'efficacité des idées de Perroux est peut-être plus difficile à affirmer dans le domaine de la science économique que cela pourrait l'être dans d'autres domaines de la connaissance, dans la mesure où Keynes, le seul grand hétérodoxe que reconnaisse le milieu académique, a négligé les phénomènes de pouvoir.

La deuxième conclusion a trait à l'appréciation que notre investigation sur les problématiques nous permet de porter sur la proximité et la distance existant entre Perroux et Marx, relativement au pouvoir économique. Bien que le contenu par eux donné à leur concept de structure ne soit pas équivalent, il nous semble que ces deux auteurs ont une approche structurelle du pouvoir économique. Ils conçoivent donc tous deux le pouvoir comme l'expression et le moyen d'un rapport de domination. La différence entre ces deux auteurs tient davantage, selon nous, à la distance des époques qu'à celle des fondements de la pensée. Il est clair que la réflexion comme la réalité économiques concernant les institutions sont plus mûres à l'époque de Perroux, qu'elles ne l'étaient du temps de Marx. Il en a résulté que Perroux fut institutionnaliste alors que Marx ne l'était pas. Mais il n'existe aucun obsta-

cle conceptuel majeur à intégrer l'institutionnalisme de Perroux et le structuralisme de Marx. On peut dire que Marx a mis en lumière *les rapports de pouvoir* (fondements structurels) alors que Perroux a consacré son attention *aux relations de pouvoir* (institutions). Rapports et relations sont deux étages utiles et nécessaires de la théorie, étages dont nous avons nous-mêmes recommandé l'utilisation dans le cadre de la théorie de Marx relativement aux activités de service et à la société de service. L'examen de la théorie économique du pouvoir développée par Perroux nous conduit à étendre cette recommandation.

La troisième conclusion concerne les raisons qui permettraient d'expliquer le relatif « oubli » dans lequel se trouve aujourd'hui la théorie du pouvoir de Perroux. Cet oubli est étrange dans la mesure où le concept d'économie dominante pourrait quand même être utilisé pour étudier l'économie nord-américaine, à une époque où se mène la guerre économique et où les nations n'ont pas encore disparu, même si elles tendent à se regrouper et à perdre une part de leur identité dans le processus de mondialisation en cours. Mais les théories économiques sont comme les agents de l'économie. Elles ont plus ou moins de pouvoir prédictif (de valeur sociale) et de potentialités cognitives selon le système d'asymétries d'informations et de contraintes dans lequel elles sont situées. Or le champ des théories du pouvoir s'est diversifié et enrichi ces trente dernières années. A la théorie orthodoxe, pour laquelle le pouvoir continue d'être fondamentalement externe mais où des aménagements ont été effectués, s'est ajoutée une théorie sociologique du pouvoir dont on perçoit qu'il peut être conçu comme endogène à l'économie, déterminant de son fonctionnement et très réparti dans le corps social sans être porteur d'antagonismes entre les agents en raison de sa réciprocité. La domination toujours effective du corpus orthodoxe et la diffusion progressive de cet ensemble d'idées (diffusion conforme à l'idéologie irénique propre à l'époque) dans le domaine économique aujourd'hui, en France, expliqueraient que la théorie de Perroux sur le pouvoir économique tendît à être neutralisée et réduite dans son audience.

Jean-Claude Delaunay

Références bibliographiques

- Aglietta M. et Moatti S. (2000), *Le FMI, De l'Ordre Monétaire aux Désordres Financiers*, Paris, Economica.

- Aujac H. (1960), « La hiérarchie des industries dans un tableau des échanges interindustriels et ses conséquences sur la mise en œuvre d'un plan national décentralisé », *Revue Économique*, n°2, mars, pp. 169-238.

PERROUX ET LE POUVOIR ÉCONOMIQUE

- Baker D. and Weisbrot M. (1994), « The Logic of Contested Exchange », *Journal of Economic Issues*, vol. XXVIII, n°4, December, pp. 1091-1114.
- Blaug M. (1964), « A Case of Emperor's Clothes : Perroux's Theory of Economic Domination », *Kyklos*, vol.17, pp. 551-564.
- Bourguinat H. (1995), *Finance Internationale* (2^{ème} édition mise à jour), Paris, Presses Universitaires de France.
- Bowles S., Gordon D.M., Weisskopf T.E. (1986), « Power and Profits : the Social Structure of Accumulation and the Profitability of the Postwar U.S. Economy », *Review of Radical Political Economics*, vol.18, n°1-2, pp. 132-167.
- Bowles S. and Gintis H. (1994), « Power in Economic Theory », in Arestis P. and Sawyer M. (eds.), *The Elgar Companion to Radical Political Economy*, Edward Elgar, Aldershot/Brookfields.
- Byé M. (1971), *Relations Économiques Internationales*, 3ème édition revue et mise à jour par G. Destanne de Bernis, Dalloz, Paris.
- Commons J. (1934), *Institutionnal Economics, its place in political economy*, The McMillan Company, New York.
- Coriat B. et Weinstein O. (1995), *Les Nouvelles Théories de l'Entreprise*, Librairie Générale de France, Paris.
- Crozier M. et Friedberg E. (1977), *L'Acteur et le Système*, Seuil, Paris.
- Davidson P. and Davidson G.S. (1984), « Financial Markets and Williamson Theory of Governance : Efficiency versus Concentration versus Power », *The Quarterly Review of Economics and Business*, vol.24, Winter, pp. 50-63.
- Davidson P. (1994), *Post Keynesian Macroeconomic Theory, A Foundation for Successful Economic Policies for the Twenty First Century*, Edward Elgar, Aldershot/Brookfield.
- Dockès P. (1999), *Pouvoir et Autorité en économie*, Economica, Paris.
- Dugger W. M. (1990), « The New Institutionnalism : New But Not Institutionnalist », *Journal of Economic Issues*, vol. XXIV, n°2, June, pp. 423-431.
- Dugger W. M. and Sherman H. J. (1994), « Comparison of Marxism and Institutionnalism », *Journal of Economic Issues*, vol. XXVIII, n°1, March, pp. 101-127.
- Eichner A. S. (1976), *The Megacorp and Oligopoly : Micro Foundations of Macro Dynamics*, London, Cambridge University Press.
- Favereau O., « Notes sur la théorie de l'information à laquelle pourrait conduire l'économie des conventions », in Petit P. (2000), *L'Économie de l'Information, les enseignements des théories économiques*, La Découverte, Paris, pp. 195-249.
- Galbraith J.K. (1973), « Power and the useful economist », *The American Economic Review*, vol.63, n°1, March, pp. 1-11.
- Galbraith J.K. (1984), *The Anatomy of Power*, London, Hamilton.
- Gambs J. S. (1973), *Beyond Supply and Demand, A reappraisal of institutionnalist economics*, Greenwood Press, Westport, Connecticut. (1^{ère} édition 1946).
- Houssiaux J. (1958), *Le pouvoir de monopole*, Sirey, Paris.
- Huriot J.-M. (1969), *La structure des échanges entre les branches de l'économie française : les apports de la théorie des graphes*, Mémoire, (Université de Dijon).
- Jacquemin A. (1967), *L'entreprise et son pouvoir de marché*, Librairie Universitaire, Louvain.

- Jameux C. (1998), « Pouvoir et Confiance : retour sur la nature et le rôle de l'autorité dans le fonctionnement des organisations », *Économies et Sociétés*, Série S.G., n°8-9, pp. 87-98.
- Jensen M. and Meckling W. (1976), « Theory of the Firm : Managerial Behaviour, Agency Costs and Ownership Structure », *Journal of Financial Economics*, vol. 3, pp. 305-360.
- Kébadjian G. (1994), *L'économie mondiale, Enjeux nouveaux, nouvelles théories*, Seuil, Paris.
- Kindleberger C. P. (1978), « Dominance and Leadership in the International Economy : Exploitation, Public Goods and Free Ride », in *Hommage à François Perroux*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, pp. 283-291. Le texte de cette contribution fut publié après légère révision en 1981 dans *International Studies Quarterly*, vol. 25, n°2, June, pp. 242-254, puis repris dans *The International Economic Order* (cf. infra), pp. 185-195.
- Kindleberger C. P. (1988), *The International Economic Order. Essays on Financial Crisis and International Public Goods*, Harvester Wheatsheaf, Hempstead.
- Klein Ph. A. (1990), « Institutionnalism as a School », *Journal of Economic Issues*, vol. XXIV, n°2, June, pp. 381-388.
- Klein Ph. A. (1992), « Institutionnalists, Radical Economists, and Class », *Journal of Economic Issues*, vol. XXVI, n°2, June, pp. 535-544.
- Krehm W. (1975), *Price in a mixed economy. Our record of disaster*, Thornwood publications, Toronto.
- Krishnam-Kutty G. (1964), *Theory of Dominant Economy*, Union Press, Kerala.
- Lantner R. (1974), *Théorie de la dominance économique*, Dunod, Paris.
- Leontieff W. (1941), *The Structure of the American Economy 1919-1939*, Oxford University Press, New-York, traduction française 1958, Editions Génin, Paris.
- Lhert J. (2000), *Les Activités de Services Marchands aux Entreprises dans le Système Productif Français de 1980 à 1997 : Une Approche Structurale*, Thèse, Université de Bourgogne.
- Lhomme J. (1966), *Pouvoir et société économique*, Cujas.
- Lowry S.T. (1976), « Bargain and Contract Theory in Law and Economics », *Journal of Economic Issues*, vol. X, n°1, March, pp. 1-22.
- Lukes S. (1974), *Power : A Radical View*, McMillan, London.
- Munkirs J.R. (1989), « Economic power : a micro-macro nexus », *Journal of Economic Issues*, vol. XXIII, n°2, June, pp. 617-623.
- Nayaradou M. (2000), *Veblen et l'Économie Industrielle : la stratégie de la firme capitaliste*, Mémoire de D.E.A., Université Paris I.
- Palermo G. (2000), « Economic Power and the Firm in New Institutionnal Economics : Two Conflicting Problems », *Journal of Economic Issues*, vol. XXXIV, n°3, September, pp. 573-601.
- Perroux F. (1948), « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante », *Économie Appliquée*, n°2-3, Avril-Septembre, pp.243-300.
- Perroux F. (1982), *Dialogue des Monopoles et des Nations, « Équilibre » ou Dynamique des Unités Actives ?*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble (avec introduction de G. Blardone et D. Dufourt et postface de G. Destanne de Bernis).
- Perroux F. (1991), *L'Économie du XX^e siècle. Œuvres complètes de François Perroux*, volume V-1, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble. Ce volume contient la 3^{ème} édition

augmentée de *L'Économie du XX^e siècle*, parue en 1969, (1^{ère} édition 1960), aux Presses Universitaires de France. Il contient notamment la préface à l'ouvrage de Claude Jessua (1968), *Coûts sociaux et coûts privés*, Presses Universitaires de France, Paris, pp.V-XXIII. Le texte de cette préface fut inséré, avec ajouts et modifications, dans la 3^{ème} édition de *L'Économie du XX^e siècle*.

- Perroux F. (1994), *Pouvoir et Économie Généralisée*, Œuvres complètes de François Perroux, volume V-2, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble. Ce volume comprend 1) (1963), *Économie et Société, Contrainte – Échange – Don*, Presses Universitaires de France, Paris, pp. 7-136. 2) (1973), *Pouvoir et Économie*, Dunod, Paris, pp. 137-272. 3) (1975), *Unités actives et mathématiques nouvelles, Révision de la théorie de l'équilibre économique général*, Dunod, Paris, pp. 273-592.

- Peterson W.C. (1989), « Market power : the missing element in keynesian economics », *Journal of Economic Issues*, vol.XXIII, number 2, June. pp. 379-391.

- Pettigrew A. and McNutty T. (1995), « Power and Influence in and around the boardroom », *Human Relations*, August.

- Shimizu K. (1999), « La théorie de François Perroux à la lumière des expériences asiatiques : la crise asiatique du point de vue de "l'économie internationalement dominante" », *Economies et Sociétés*, H.S., n°36, 11-12, pp. 85-95.

- Shutz E. (1995), « Markets and Power », *Journal of Economic Issues*, vol. 29, n°4, December, pp. 1147-1170.

- Story J. (2001), « Le Système Mondial de Susan Strange », *Politique Etrangère*, n°2, avril-juin.

- Tabournel J.-S. (1984), « L'Economie et le Pouvoir : le Primat du Développement », *Economies et Sociétés*, Hors Série, n° 28, pp. 5-21.

- Viet J. (1966), *Input-Output, Essai de présentation documentaire du système de Wassili Leontieff*, Mouton, Paris-La Haye.

- Veblen Th. (1904), *Theory of Business Enterprise*, Charles Scribners, New York.

- Veblen Th. (1921), *Engineers and the Price System*, Vicking Press, New York, traduction française 1971, Gordon & Breach, Paris.

- Veblen Th. (1924), *The Vested Interest and the Common Man*, Huebsch, New York.

- Watkins J.P. (2000), « Corporate power and the evolution of consumer credit », *Journal of Economic Issues*, vol.XXXIV, n° 4, December, pp. 909-932

- Young D. (1995), « The Meaning and Role of Power in Economic Theories », in Groenewegen J., Pitelis C. and Sjostrand S.E. (eds.), *On Economic Institutions : Theory and Applications*, Edward Elgar, Aldershot/Brookfield.

Livres publiés par Jean-Claude Delaunay

- *Essai Marxiste sur la Comptabilité Nationale*, Éditions Sociales, 1971.

- *Nouveau Cours d'Économie Politique* (Jean Gadrey co-auteur), Éditions Cujas, 2 volumes, 1979 et 1984.

- *Actualité du Marxisme* (Actes du Colloque tenu à Lille, 26-28/04/1980), Éditions Anthropos, 2 volumes, 1982 et 1983.

- *Salariat et Plus-Value en France depuis la fin du XIX^e siècle*, *Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques*, 1984.

FRANÇOIS PERROUX

- *Les Enjeux de la Société de Service* (Jean Gadrey co-auteur), Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1987.

- *Services. Culture. Mondialisation. Les services juridiques dans les relations économiques euro-arabes*, De Boeck, 1994.

- *Les Services dans l'Économie française* (Laurence Bancel-Charensol et Muriel Jougleux co-auteurs), Armand Colin, 1999.

En tant qu'éditeur et coordinateur de la publication, dans le cadre de l'ART François Perroux :

- *La mondialisation en question*, L'Harmattan, 2000.

- *Le Capitalisme contemporain : questions de fond*, L'Harmattan, 2001.

- *Le Capitalisme contemporain : des théorisations nouvelles ?* L'Harmattan, 2001.

Une collection *Recherches Économiques François Perroux* a été lancée chez L'Harmattan en 2001.

L'ART François Perroux

L'Atelier de Recherches Théoriques François Perroux est une structure de recherche en réseau, totalement indépendante, créée à l'initiative et dirigée depuis septembre 1997 par M. Jean-Claude Delaunay, Professeur d'économie à l'UFR de sciences économiques et de gestion (UMLV). Il prend la suite de l'ART-ISMEA, créé par M. Renato di Ruzza.

L'ART a pour vocation :

1 - de contribuer s'il est possible aux activités scientifiques et générales de l'ISMEA (conférences, colloques, animation de la Bibliothèque François Perroux localisée à l'UMLV, publications), tout en étant entièrement indépendant de cet institut

2 - de développer sa propre activité de recherche et de publication. Celle-ci a pour axe directeur une approche hétérodoxe, à la fois critique et académique du capitalisme contemporain

3 - de stimuler et d'encourager l'activité individuelle de recherche et de publication de ses membres

4 - de servir de lieu d'accueil à d'éventuels doctorants, français ou étrangers, ainsi qu'à des chercheurs ou enseignants-chercheurs en stage à l'UMLV

5 - d'animer un séminaire annuel, lequel participe aux activités de l'École doctorale. Le séminaire en cours depuis janvier 2002 a pour intitulé : « Tendances du capitalisme contemporain et mouvements de longue durée ».

Les activités de l'ART François Perroux (intitulés des séminaires, notamment) peuvent être consultées sur le site « Internet » de l'université de Marne la Vallée.

L'ART est donc une structure originale à plusieurs titres. Elle est *interdisciplinaire*. Elle est *trans-universitaire* (y participent notamment des personnes travaillant dans les universités de Bordeaux, Créteil, Marne la Vallée, Montpellier, Paris I, Paris 10, Reims). Elle travaille et produit régulièrement des ouvrages collectifs (3 publications depuis 1999, cf. *supra*). Toutes ces caractéristiques permettent de comprendre qu'elle soit dépourvue de la moindre dotation financière, et que, conformément à l'austère et riche morale de François Perroux, on s'efforce d'y cultiver l'insolence du travail exigeant.

Penser, faire une révolution mondiale

Bertrand Renouvin

ancien membre du Conseil économique et social, directeur politique de «Royaliste».

« Est-ce le monde qui appartient aux pays industrialisés, ou les pays industrialisés qui appartiennent au monde ? »

Lopez Portillo, Président du Mexique.

D'une situation historique à jamais révolue, peut-on tirer une actualité prometteuse ?

Assurément.

A la succession d'instantanés qui contractent la modernité dans le *bougisme*¹, les rythmes lents de la temporalité politique relient selon des configurations changeantes et complexes le *passé*, le *présent* et l'*avenir* qui ne s'ordonnent pas nécessairement selon la chronologie habituelle. Le présent recompose le passé, et c'est le projet qui donne sens à un présent qui est toujours en mouvement, selon les jeux de dialectiques infinies. Rien de linéaire, de définitif, ni d'harmonieux dans cette histoire toujours en train de se faire, mais au contraire des conflits, des pièges et des fautes qui guettent tout autant ceux qui veulent penser le mouvement historique et ceux qui veulent l'accompagner ou l'accomplir.

Aussi la prudence s'impose-t-elle lorsqu'on plonge dans l'ouvrage « daté » d'un théoricien engagé – alors qu'on est militant politique. Le risque est grand de tirer l'œuvre à soi, pour récupérer ce qui « arrange ». Mais il est encore plus risqué d'abandonner une grande œuvre à la *critique rongeuse des souris* historiographes, au vu de sa date et des enjeux alors examinés.

Ainsi le livre en trois volumes que François Perroux avait consacré, en 1958, à la coexistence pacifique². Vieille de quarante quatre ans, la situation de guerre froide entre l'Est et l'Ouest est évidemment révolue à tous égards et les personnalités influentes ne cessent d'affirmer que l'effondrement de l'Union soviétique a fait naître un monde nouveau, celui du marché globa-

■ 1. Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Fondation du 2 mars/ Mille et une nuits, 2001.

■ 2. François Perroux, *La coexistence pacifique*, trois volumes, 666 pages, Presses Universitaires de France, 1958. Réédition en un volume dans les Œuvres complètes, aux Presses universitaires de Grenoble, en 1992. S'y ajoutent des *Textes complémentaires sur La coexistence pacifique*, PUG, 1992.

lisé, qui manifesterait la victoire définitive du capitalisme sur le communisme.

Pourtant, la lecture ou la relecture de ce maître-ouvrage est enrichissante à tous points de vue. Celui de la compréhension d'une période historique – que je laisse de côté. Celui de la réflexion économique, qui transcende les enjeux de l'époque. Celui du projet : le plein développement du monde de l'homme, et de l'homme lui-même, qui est d'une vive actualité face à la régression intellectuelle et matérielle dont l'humanité est actuellement victime.

Actualité ? On s'apercevra, chemin faisant, que l'appréhension d'une économie mondiale ne date pas de la dernière décennie du XX^e siècle – ni d'ailleurs de la fin des années cinquante. On vérifiera aussi que le modèle walrassien de la concurrence pure et parfaite qui inspire aujourd'hui les recettes grossières de l'ultra-libéralisme, était considéré, en 1958, comme une théorie complètement dépassée et régulièrement invalidée par l'expérience de la vie économique.

Politique et économie

A la jointure de la théorie et de la pratique, le jugement est, pour une part, affaire d'altitude. Plus le point de vue initial est élevé, plus il y a chance de survivre à l'époque dont on parle et dans laquelle on est immergé. François Perroux est de ceux qui transcendent la matière qu'ils étudient et qui savent, à tout moment, reprendre de l'altitude³ lorsqu'ils ont entrepris dans les affaires du siècle leur démarche *d'intention* scientifique.

Quant à l'examen critique de la période de la guerre froide, il y a double élévation de pensée : la réflexion et l'activité économiques sont placées dans le champ politique, et l'économie elle-même est définie de telle manière que le capitalisme et le socialisme, tels qu'ils se manifestent au tournant du vingtième siècle, sont toujours analysés comme des applications de modèles – le Capitalisme, le Socialisme – qui sont eux-mêmes envisagés du point de vue d'une économie générale en cours d'élaboration.

De fait, le politique domine relativement et utilise partiellement l'économie : « la politique du XX^e siècle exerce une part de ses contraintes par l'économie ; elle cherche souvent ses légitimations dans des faits et des représentations de l'ordre économique, elle opère quelques uns de ses plus grands arbitrages à l'occasion de conflits économiques et par des moyens économiques. » (FP-CP 9).

Par ailleurs, l'économie n'est pas réductible au marché car les « faits de l'économie ne se réduisent plus à des phénomènes de marché ou à des échanges marchands ; ils ne se définissent plus par les prix que le marché forme.

■3. Évoquant au cours d'une conversation les tragiques erreurs commises par Charles Maurras, François Perroux me fit remarquer que le maître à penser de l'Action française n'avait jamais pris l'avion...

« L'économie devient ouvertement l'aménagement rationnel des choses et des hommes eux-mêmes, en vue de l'épanouissement de chacun d'eux ; elle formule les lois relatives à celles des luttes et des coopérations entre les groupes humains qui se développent pour produire et utiliser des services *comptabilisables*. La comptabilité n'englobe pas les seules *marchandises* : on comptabilise, par exemple, des calories ou des protéines. La comptabilité ne traite pas des seuls prix formés par le marché : elle *peut* s'établir en prix fictifs, en prix prospectifs, en prix prescrits dans un plan et recommandés dans un programme. La destination de l'économie moderne est de réduire les tensions sociales par des comptes exacts. En très bref : *elle fait entrer l'homme en ligne de compte*.

« Quant à la politique, elle exerce ses contraintes au nom de préférences qui ne peuvent pas être comptabilisées, elle cherche ses dernières légitimations dans des croyances supérieures à tout compte, elle soutient ses arbitrages par des visées de valeurs sans prix » (FP-CP, 8-9).

Il y a lieu de souligner le caractère concret de cette définition de l'économie (quant à la production et à l'utilisation de services comptabilisables) qui s'oppose à la vision habituelle d'une activité économique dont l'objectif serait la « lutte contre la rareté » et la « satisfaction des besoins ».

Conçue par François Perroux comme un instrument utilisable pour la réduction des conflits entre les groupes humains, l'économie se dépasse elle-même parce qu'il s'agit d'une activité *humaine* et parce que les systèmes économiques (institués par des êtres humains) trouvent leur finalité hors de rationalité économique. Le capitalisme vise la maximisation du profit qui assurera l'enrichissement général, le communisme annonce que chacun aura « selon ses besoins » dans la société sans classe, mais ces deux ambitions n'engendrent pas l'hostilité entre deux « mondes » car les systèmes capitaliste et communiste ont le même idéal : la satisfaction des besoins. « On ne rend pas intelligible un système en désignant les buts auxquels il vise, non plus qu'en insistant sur des mobiles dominants (la combinaison des mobiles est toujours complexe) : mais, en faisant valoir les tensions qu'il surmonte, et comment il les surmonte. » (FP-CP, 59). Il faut donc étudier chaque système dans sa dialectique interne – celle d'institutions hétérogènes qui arbitrent les luttes entre les groupes sociaux qui ont des projets incompatibles. Un système économique ne saurait donc être jugé selon son idéal de référence (ce que le matérialisme marxiste ne saurait admettre) mais selon sa dynamique interne qui est stimulée par les contradictions du système considéré : comprendre le fonctionnement d'un système, quel qu'il soit, c'est rendre intelligible ses contradictions.

Cette conception dialectique semble rapprocher François Perroux de la méthode marxiste. Il n'en est rien car le socialisme qui s'inspire de Marx est

pétri de contradictions que ses artisans ignorent et veulent coûte que coûte effacer. Or, « l'analyse moderne acquiesce (...) pleinement à l'idée que les rapports de production retardent sur les forces de production *en quelque organisation que ce soit* ». FP-CP, 61.

C'est à partir de cette méthode d'analyse que la guerre froide et la coexistence pacifique peuvent être envisagées. Mais avant d'étudier ce conflit et la dialectique économique inhérente à chacun des deux systèmes, il faut garder de l'altitude.

Le conflit Est-Ouest

Quelques décennies avant les approximations de Samuel Huntington, mais de manière plus judicieuse, François Perroux pense les conflits géostratégiques et économiques en termes de civilisation et dans le cadre d'institutions politiques et sociales :

« Ensemble intelligible dans un ordre de connaissances déterminé, un système économique est aussi un individu historique ; il baigne dans les institutions.

Les institutions sont des armistices dans les luttes sociales, des règles du jeu un temps coagulées, issues de conflits passés, réglant les conflits présents, préparant les conflits futurs ; elles fixent provisoirement le rapport des forces entre des adversaires qui ont dû renoncer temporairement au combat ; elles marquent des pauses pendant lesquelles de nouveaux adversaires se définissent et se préparent de nouvelles luttes.

Les institutions peuvent aussi être saisies comme des organisations assez durables en vue d'une finalité sociale, comme la mise au service d'un Projet dominant dans une société, de moyens matériels et d'activités ; la structuration, la consistance, la durée de l'institution – sous ce rapport – portent l'empreinte des luttes sociales qui changent de contenu et de formes ». FP-CE 15-16.

Cette perspective globale est historique, et par conséquent conflictuelle. François Perroux rappelle que le conflit entre deux civilisations est un phénomène historique banal auquel ne se réduit pas la lutte entre le capitalisme et le communisme : à l'Est et à l'Ouest on utilise les « mêmes techniques de production et de puissance » afin de recréer, d'un côté comme de l'autre, l'Homme et le Monde. L'économie en tant que telle est donc « immergée » dans les deux civilisations antagonistes qui ne veulent pas connaître le compromis, car tout compromis implique un arbitrage et des transactions. D'où les deux issues possibles au conflit : soit l'effondrement d'un des deux camps, soit le dépassement synthétique : « Si chaque civilisation vise à ses buts con-

crets dépendant de finalités originales, profondément différentes et éventuellement incompatibles, comment une civilisation pourrait-elle espérer profiter du style de vie d'une autre à moins de renoncer à être elle-même, à demeurer telle qu'elle est ? Les tentatives de compromis ne peuvent conduire qu'à deux résultats : une désorganisation et un effondrement de la structure de l'un des groupes ou une synthèse originale, mais qui surgit d'une troisième structure, irréductible aux deux autres ».

Pour envisager ce dépassement dialectique, il faut commencer par définir aussi précisément que possible les deux camps qui s'affrontent, mais aussi le type et la violence des contradictions qui existent et se développent à l'intérieur de chacun des deux camps.

Bien entendu, le conflit Est-Ouest se situe dans l'histoire de la « mondialisation du développement », qui a connu une première phase, de 1815 à 1914, lorsque le développement économique se faisait à partir de Londres, de ses satellites européens et de ses colonies, selon la logique du système capitaliste appuyé sur la théorie économique classique qui privilégie l'extension du marché international. Après 1945 et jusqu'à la fin des années quarante, le développement se fait à partir de la Russie soviétique et de ses satellites, sur la base de la planification autoritaire, et à partir des États-Unis et de leurs satellites.

L'ensemble a-communiste est complexe (plans indicatifs, actions « spontanées ») mais ses sous-ensembles tendent foncièrement « à briser la puissance et la règle du jeu soviétique » qui s'impose à un « camp socialiste » moins soudé qu'on ne le croit alors. Sous l'égide américaine, l'Ouest se définit comme le Monde libre, par opposition à l'ensemble totalitaire. François Perroux récuse cette opposition entre deux mondes, car les deux ensembles exercent une influence l'un sur l'autre. On ne saurait non plus parler de deux blocs car leurs composants respectifs sont par trop hétérogènes. Mieux vaut évoquer la lutte de deux empires (ce qui a l'avantage de replacer ce conflit mondial dans le cours de l'histoire) ou plus exactement deux coalitions : il s'agit d'une « économie des coalitions et (de) la lutte totale de deux coalitions. » FP-CP 24

Contradictions économiques

Étudiant la logique des contradictions, François Perroux ne se situe pas dans le courant de la pensée marxiste, sommaire mais dominante dans la France des années cinquante. Il estime que les contradictions qui existent à l'intérieur des sociétés industrielles modernes ne sont pas fatales ni nécessairement mortelles car « les contradictions des sociétés industrielles qui se développent sont surmontées par un État » (32). Elles n'en n'existent pas moins,

et elles prennent diverses formes. Il y a les contradictions entre l'armement et le développement, auxquelles s'ajoutent des contradictions à l'intérieur des programmes d'armement et des projets de développement. On observe aussi, bien avant les rencontres de Davos et les dissertations sur la globalisation, des contradictions entre les centres industriels et les collectivités politiques installées sur différents territoires, les politiques industrielles se mêlant de façon complexe et souvent confuse aux classiques politiques nationales : « Par ses grandes industries, chaque nation est en permanence *chez* beaucoup d'autres nations ; elle y agit. Comme les industries modernes ne sont pas purement et simplement privées, affaires d'industriels et de marchands, les États sont, sous quelque forme, hors de leurs frontières : ils s'agitent ou travaillent à bas bruits sur les territoires d'autrui et parmi des populations étrangères ; ils ne deviennent pas de purs producteurs et des commerçants purs, ils offrent le plus souvent leur marchandise en même temps que leur puissance ; les conflits de souveraineté en reçoivent des formes brutales et insidieuses » (FP-CP 34) car c'est une illusion (marxiste et libérale) que de croire au primat de l'économie : « Les économies dominantes refusent, en fait, la compétition purement économique qui prouverait l'excellence de leurs systèmes. Les sociétés industrielles ne renoncent pas à l'esprit et aux conduites des sociétés militaires et la duperie de ces mélanges menace directement l'espèce humaine » (FP-CP 35).

A l'affrontement des volontés impérialistes, à la politique de puissance des deux coalitions qui constituent déjà un impressionnant mouvement dialectique, s'ajoutent les contradictions à l'intérieur de chaque système.

Pour ce qui concerne le système capitaliste, François Perroux analyse les conflits qui portent sur la distribution et la socialisation du profit (53-55), la mise en question de la souveraineté nationale (86), les crises cycliques (66) et la question de la crise générale du capitalisme (83).

Quant à la Russie, nul n'ignore les énormes sacrifices imposés à la population par l'appareil communiste pour développer l'industrie. Mais « quand le produit s'élèvera, les revendications de biens de consommation et de liberté se déclencheront, inégales et disparates, dans cette société industrielle qui se forme en se différenciant, en dépit de l'abstraction qu'est l'unité prolétarienne.

Puisque sont exclues les compensations entre influences sociales et coopérations assez libres des initiatives entre groupes au sein d'une société civile qui admettrait les propriétés des moyens de produire, et les débats marchands entre centres indépendants, un pouvoir doit engendrer sa créature : la société industrielle, *et* empêcher qu'elle ne s'émancipe et se tourne contre lui. Sans figure de langage, on peut le nommer pouvoir industriel absolu ». (FP-CP 116). C'est énoncer là un des ensembles de facteurs qui ont conduit

le système soviétique à sa perte, François Perroux ayant par ailleurs souligné l'ampleur des contradictions entre les systèmes d'armements de deux empires rivaux, qui ont joué un rôle décisif dans la crise finale de l'Union soviétique.

Mais « La Coexistence pacifique » ne sortirait pas du champ de l'historiographie économique si l'ouvrage contenait seulement des prévisions vérifiées. Ce qui importe à l'auteur, par delà le futur des deux systèmes, c'est la logique qui leur est commune.

Premier point commun, la formation du capital

« (...) Le capital et sa formation, dans les sociétés modernes, sont liées à deux conditions qui ne sont pas dépendantes du fait que la propriété est sociale :

L'emploi de capitaux fixes étendus suscite de grandes unités de la production ; pour que ces grandes unités qui sont, elles-mêmes, des centres de pouvoirs, soient entre elles coordonnées, un pouvoir d'arbitrage vigoureux est nécessaire ; c'est vrai des corporations géantes aux États-Unis et, non moins, des combinats et des kolkhozes soviétiques. Le raisonnement appliqué aux grandes unités de production pourrait s'étendre aux groupes sociaux organisés, aux groupes de travailleurs salariés, par exemple. La souveraineté de fait qu'exercent des unités et des groupes étendus et complexes tend à susciter dangereusement un absolutisme du pouvoir central, qu'il soit personnel ou collégial.

Dans toutes les sociétés contemporaines, une fraction importante des accumulations de capital est fournie par une épargne collective et forcée. Elle est décidée par la grande unité de production pour son auto-financement. Elle est aussi l'œuvre de l'État qui use d'impôt, d'emprunt forcé et de manipulations monétaires. Dans toutes les sociétés observables, enfin, une fraction de cette épargne forcée est redistribuée sous forme de transferts de groupe à groupe. » FP-CP 110

Deuxième point commun, le rôle de l'État

« Les plus puissantes révolutions industrielles dans l'histoire se sont déployées grâce à des interventions vigoureuses de l'État ; elles ont renforcé les nations et les Empires ; elles ont utilisé l'idéologie nationale et impériale pour réduire les conflits de classes engendrés par la croissance de l'industrie ; chacune d'entre elles a fait, pour les suivantes, l'économie d'expériences techniques et économiques et a tenté, en vain du reste, de contenir l'expansion d'un concurrent, d'un adversaire collectif qu'elle s'était d'abord inconsciemment créé.

Chacune a libéré deux espèces de forces antagonistes : celles qui améliorent la communication, qui diffusent l'information, qui ouvrent la voie à l'expansion des progrès économiques, et celles qui ferment les nations ou les Empires sur eux-mêmes pour protéger, un temps, leur propre croissance et leur permettre de se porter au niveau de leurs aînés.

Ces alliances entre la puissance politique et l'économie ne sont pas nécessairement des conséquences du capitalisme industriel : elles sont utilisées par des groupes humaines pour *accéder* à ce stade.

Elles suscitent des conflits entre groupes sociaux qui ne se ramènent pas à un schéma simple des conflits de classes au sein du capitalisme : ces dernières, au départ, n'existent *pas encore* et prennent, au cours du développement, des structures d'une diversification et d'une complexité croissantes. » FP-CP 106

Troisième point commun : l'échec social

« Pas plus qu'il n'existe de *société par le Plan*, il n'existe – en face – de *société par le Marché* » observe François Perroux (FP-CP, 172). De fait, le capitalisme et le communisme n'ont pas su comment « réduire au mieux le décalage entre les forces de production et les rapports de production ; l'un n'a pas résolu plus que l'autre la question de la participation effective de tous les individus et de tous les groupes à la formation de la volonté collective. Ni l'un ni l'autre n'a présenté de formule acceptable de démocratie économique ». (FP-CP-29).

Coexistence et développement

Dès lors, François Perroux envisageait une coexistence et même une conjonction entre les deux systèmes, à condition qu'il y ait volonté de dialogue selon une même représentation de l'avenir selon la perspective du « développement de deux ensembles structurés et de l'universalisation, de la mondialisation du développement économique » - le problème du développement des systèmes capitaliste et communiste étant envisagé dans la volonté de découvrir une « économie fondamentale généralisée » (21).

Après avoir étudié les modes de croissance pour une économie nationale et les pôles de développement des deux grands ensembles économiques, les unités et les industries motrices, François Perroux envisage la coexistence des deux empires sous l'angle des exigences morales et politiques, qui permettent de définir les « tâches élémentaires de l'économie humaine ». Mais cette définition ne va pas sans une dénonciation préalable du réductionnisme économique dans un texte qui est d'une pleine actualité : « Le cours de la rente ou la cote de la Bourse, le compte rendu d'une société par actions, les

taux du change sur le marché officiel ou latéral, la date de paiement des coupons, les bilans précis et sans rigueur (c'est la loi du genre), les comptes profits et pertes (au centime près, mais fondamentalement mensongers : c'est la loi du genre), la cotation, officielle ou non, du kilo de porc vif sur le marché de La Villette, la péréquation des charges contributives dans un immeuble de construction récente : voilà des matières certes économiques. Et qui le nie ? Pourvu qu'on ne refuse pas ce caractère aux cours du rendement du travailleur, aux indices de sa fatigabilité, au rendement des coûts de sa formation, à une cotation qui essaie d'être correcte des coûts et des effets de l'alimentation, du logement, de la protection contre la morbidité de la masse vivante ?

Cette dernière optique ne *peut* pas être adoptée par le spécialiste qui se dit économiste s'il exerce des fonctions qui en font l'expert, le conseiller et le porte-parole des groupes dominants dans le système ou le caméraliste d'un État. Elle est éliminée silencieusement ou combattue avec rage, *précisément parce qu'elle est scientifique* et juge, d'après les conquêtes de la science, l'insuccès ou le succès des économies et des politiques réalisées. Aussi constate-t-on une *réduction* inconsciente ou préméditée de la pensée économique à des études de détail qui dispensent d'appréhender l'essentiel.

Cette réduction, profitable aux droits acquis et aux bénéficiaires d'un système économique déterminé, est directement opposée à la pensée économique telle qu'elle s'est manifestée depuis ses essais originaires de se constituer en savoir scientifique contrôlable » (FP-CP 371-372).

Trois injonctions

Quant aux tâches élémentaires d'une économie conçue et mise en œuvre pour tous les hommes, François Perroux définit trois objectifs qui, avant tout débat sur le marché et le plan, sur le capitalisme et le socialisme, permettent de fonder et de justifier – au sens le plus fort du terme – la constitution d'une économie généralisée.

Nourrir les hommes

Permettre à chaque homme de manger tous les jours, tel est l'objectif premier, que nul ne conteste en principe, mais qui est négligé ou contredit par l'économicisme : « Nous savons à peu près concrètement de quoi il s'agit, depuis que nous connaissons scientifiquement les faims qui tenaillent plus de la moitié des hommes et les malnutritions qui éprouvent encore des multitudes, même dans les pays les plus riches et les plus développés. L'échec de l'économie est patent si l'homme entre vraiment en ligne de compte ; les succès apparents de l'économie marchande tirent leur origine de la concentra-

tion et de la rétention des fruits de l'effort économique au bénéfice d'individus et de nations privilégiés : ces succès se célèbrent au moyen de comptabilités humainement et économiquement trompeuses. » (FP-CP 381). L'échec du socialisme soviétique, obligé d'importer ses produits alimentaires de l'Occident à la fin de la guerre froide, est non moins patent que celui du capitalisme, que ce soit à l'époque de la guerre froide ou après l'effondrement de l'Union soviétique et le prétendu triomphe du Marché.

Dans les années cinquante, on estimait que les deux tiers de l'humanité (soit 1,6 milliard sur un total de 2,4 milliards d'êtres humains) souffraient de la faim.

Publié en octobre 2001, le dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) déplorait la régression intervenue dans le domaine de la lutte contre la faim au cours des années quatre-vingt dix : de moins en moins de personnes échappent à la sous-alimentation, et il faudrait au faible rythme actuel (6 millions par an en moyenne) soixante ans pour réduire de 800 à 400 millions le nombre de personnes sous alimentées dans le monde – à condition que de grands pays ne sombrent pas dans la misère comme l'Argentine à la fin de 2001.

Soigner les hommes

La bonne santé de chacun est le deuxième objectif, lui aussi jamais contesté mais toujours plus ou moins renié concrètement sous couvert d'impératifs de rentabilité : « Les coûts du statut humain de la vie de chaque être humain, ou coûts de l'homme, ne se confondent pas avec le prix d'un homme ou le prix de revient d'un homme. Des statisticiens tels que Lotka, suivis par des Français, se sont livrés à ce dernier calcul. Ils évaluent, par le rendement capitalisé d'un individu ou par les sommes dépensées pour le mettre en état de produire, sa valeur marchande. Partant du *marché tel qu'il est, dans la société telle qu'elle est*, ils cherchent combien « coûte » la formation d'un individu et ce qu'il rapporte. Or, *la société telle qu'elle est et le marché tel qu'il est* laissent détruire et détériorer les sujets humains ; c'est donc au rebours des indications ainsi fournies que se définiront les coûts de l'homme. Chacun étant d'abord mis en état de vivre et de se maintenir en santé, le marché ou le plan pourraient fonctionner en procurant, dans une économie humaine, des gains *nets* d'enrichissement. Jusqu'à ce point, les gains sont fictifs et déduits d'une comptabilisation, naïve ou rouée, consacrée, à titre exclusif ou principal, aux *choses*. » (FP-CP 510).

A l'appui de sa réflexion, François Perroux citait un rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (382) sur la relation entre la bonne santé des hommes et le développement économique. La même démonstration figure dans un rapport de 2001, à l'appui du même impératif de santé publique.

Mais c'est toujours le même désastre, aggravé par les ravages du sida (surtout dans les pays pauvres) et par le retour massif des anciennes épidémies en raison de l'effondrement des structures de soins dans les pays pauvres du Sud et de l'Est.

Libérer les esclaves

Les mêmes comparaisons désolantes doivent être faites pour ce qui concerne les formes modernes de l'esclavage, dûment analysées et dénoncées dans les rapports de l'organisation mondiale de la santé cités par François Perroux et qui font aujourd'hui l'objet de la même réprobation dans les rapports officiels. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent actuellement en esclavage. Selon l'Organisation internationale du travail, « le trafic des femmes et des enfants, essentiellement pour la prostitution et les travaux domestiques mais aussi pour le travail dans des ateliers où ils sont exploités, s'est dramatiquement accru dans le monde au cours des dix dernières années ». Les formes de l'asservissement ont changé. L'état de servitude demeure.

Dans les années cinquante, le bilan dressé par François Perroux était par conséquent d'une grande sévérité :

« En tous ces domaines, l'insuffisance de l'économie dogmatique et systématique est flagrante. C'est à contre-courant de l'économie fondée sur le profit, l'entreprise et le marché, que la protection du statut humain de la vie des plus déshérités a été conquise et que les gaspillages de ressources naturelles ont été ralentis ou rectifiés. Telle est l'évidence, qu'elle risquerait de former une condamnation unilatérale. Or l'économie de Plan, qui impose une discipline sévère et des taux d'investissement élevés, doit, non moins que tout autre régime, prouver que ses succès mesurés en choses ne sont pas obtenus à des coûts élevés en hommes et en liberté. D'un taux de l'investissement ou de la croissance du produit global, on ne déduit pas une structure de la consommation et un style de vie que l'on puisse considérer comme humains, d'après les normes de la science contemporaine. » (CP-FP 483).

L'économie de plan a elle aussi échoué, quant à la justice distributive, et le système soviétique s'est effondré sous le poids de ses contradictions, révélant un désir de liberté impitoyablement refoulé par un système tyrannique. Reste le système du « monde libre », dont François Perroux niait le caractère essentiellement économique – dévoilant cinquante ans à l'avance la véritable nature de ce qu'on désigne faute de concepts plus adéquats sous le terme d'ultra-libéralisme mais qui est en fait un système d'enrichissement maximal pour une proportion infime de la population : « L'économie, à dire le vrai, subit des mutations successives. K. Marx a rappelé la distinction aristotélicienne entre l'Économique qui satisfait aux besoins humains et la

Chrématisation qui poursuit l'enrichissement accompli avec incertitude dans les circuits de l'argent. La vieille Économie, antérieure au capitalisme industriel, on ne lui demandait pas (et pour cause !) si elle nourrissait *tous* les hommes, les soignait *tous* et n'en maintenait *aucun* en esclavage. Quand elle commença d'être jugée, les victimes des progrès ont posé ces questions, précisément, à la jeune science de l'enrichissement ; et ces mêmes questions insistantes, puissantes pour convaincre quand sont bloquées les voies de la persuasion, tirent une nouvelle Économie de la Chrématisation délabrée et chancelante.

« La vraie science économique et la conduite rationnelle qu'elle pourrait conseiller, ne les cherchons pas dans le passé : elles sont devant nous » (FP-CP 484).

Une nouvelle Économie ? Dans la perspective inspirée par « l'utopie scientifique d'un gouvernement mondial » (FP-CP 383) François Perroux amorce une autre phase de la dialectique historique en affirmant que « c'est l'économie élémentaire pour chaque homme, et jugée par chacun d'eux, qui est l'antidote aux violences de la révolution mondiale parce qu'elle est l'acceptation de la réalité et de la justice de cette révolution » (FP-CP 535).

La révolution mondiale de type léniniste est morte ou moribonde, ruinée par ses contradictions internes plus que par les assauts de l'empire antagoniste. Mais la violence mondiale demeure – celle d'un hyperterrorisme qui, au nom d'une religiosité fantasmée, détruit massivement faute de pouvoir affirmer quelque projet politique que ce soit. Contrairement à ce qui est affirmé aujourd'hui dans l'empire américain (satellites compris), ce n'est pas une répression littéralement écrasante qui arrêtera le nouveau cycle de la violence mais la révolution pour la justice qu'en 1958 François Perroux appelait de ses vœux. Près d'un demi-siècle plus tard, c'est encore lui qui nous ouvre la voie.

Bertrand Renouvin

L'Économie de la Ressource Humaine

Gérard Donnadiou

ingénieur des Arts et Métiers, docteur en Sciences physiques, ingénieur dans une grande entreprise pétrolière et dirigeant dans le syndicalisme des cadres. Au cours des années 1970, il rencontre François Perroux et collabore avec lui. De 1979 à 1984, membre et deux fois rapporteur au Conseil économique et social, il s'oriente vers la recherche en sciences sociales et le conseil aux entreprises dans la gestion des Ressources Humaines. Directeur d'Études à l'Institut Entreprise et Personnel, il enseigne dans le DESS de gestion des Ressources humaines de l'Université Paris-Dauphine, puis est professeur associé à l'IAE de Paris (Université Panthéon-Sorbonne). Intéressé par les sciences religieuses (titulaire d'une maîtrise de théologie et préparant un doctorat à l'Institut Catholique), il enseigne la théologie des religions à l'École Cathédrale de Paris. Gérard Donnadiou a publié une dizaine de livres et plus d'une centaine d'articles et communications. Parmi les plus récents : *Du salaire à la rétribution*, Éditions Liaisons, réédité en 1997 ; *Manager avec le social*, Éditions Liaisons, 1997 ; *Les Ressources Humaines*, quatre chapitres de l'ouvrage collectif coordonné par Dimitri Weiss, Éditions d'Organisation, 1999 ; *La systémique, penser et agir dans la complexité* (avec Michel Karsky), Éditions Liaisons, 2002.

François Perroux marqua durablement mon développement intellectuel au cours de la seconde moitié des années 1970, période de ma vie où je me suis beaucoup intéressé à l'économie au point d'en faire quasiment mon métier. C'est d'ailleurs grâce à l'amitié de François Perroux et à la confraternité qui l'unissait à Raymond Barre, alors Premier Ministre, que je dus d'être désigné en 1979 au Conseil Économique et Social dans le groupe des personnalités qualifiées. Mais paradoxalement, c'est après avoir quitté, à partir de 1984, le domaine de l'économie pour celui des sciences sociales, que l'héritage de l'illustre économiste devait se révéler pour moi le plus fécond. Considérant rétrospectivement ma production intellectuelle de ces quinze dernières années, je puis affirmer sans flagornerie que la pensée de François Perroux ne m'a jamais quitté et que c'est même sous son impulsion que je pense avoir produit le meilleur de mes travaux.

C'est donc à entrer dans l'itinéraire insolite d'un apprenti économiste devenu sociologue que je souhaite inviter maintenant le lecteur. Il verra comment, suivant l'heureuse expression d'Edgar Morin, « la circulation clandestine des concepts permet aux disciplines de se désasphyxier ». Le brassage entre disciplines différentes favorise en effet le recours à l'analogie et vient féconder l'imagination du chercheur. C'est pourquoi ma rencontre avec François Perroux, sur le champ de l'économie, devait s'avérer pour moi d'une si grande utilité pour penser... la sociologie de l'entreprise !

Les interrogations d'un jeune ingénieur des « trente glorieuses »

À la fin des années 1950, et après avoir terminé de solides études d'ingénieur, rien ne me prédisposait à m'intéresser à l'économie et encore moins à la sociologie. Passionné de physique, je décidai de consacrer plusieurs années à la préparation d'un doctorat en mécanique des fluides. De cette période, je garde le souvenir d'une fascination pour la thermodynamique dont j'entrepris par pur plaisir l'étude plusieurs fois. L'extrême généralité de ses concepts, sa logique globalisante, plongeaient mon esprit dans le ravissement.

Tout me prédisposait à une carrière de chercheur en physique et d'universitaire que j'amorçais d'ailleurs par deux années d'enseignement.

Et puis brusquement, je décidai de bifurquer vers une activité industrielle à laquelle ma formation d'ingénieur m'avait initialement destiné. Peut-être y avait-il dans cette décision, et par-delà les raisons circonstancielles, comme le pressentiment que l'entreprise et l'industrie, beaucoup plus que l'université, étaient les lieux de la « vraie vie », là où s'expérimentaient les chemins du futur. Je commençai cette carrière comme ingénieur de fabrication dans une raffinerie de pétrole; puis je fus chargé de l'établissement des programmes de production. Dans cette seconde fonction, je m'initiai pour la première fois à l'économie d'entreprise, notamment à la programmation linéaire et au raisonnement marginaliste.

Parallèlement à ce travail professionnel, je découvris bien vite que les problèmes les plus délicats d'une usine résidaient non pas dans le domaine technique, comme on me l'avait appris à l'école, mais dans les questions sociales. A cette époque, où s'annonçaient déjà les événements de 1968, le syndicalisme était puissant, les grèves nombreuses et suivies, le débat social vigoureux. A la fois par curiosité, par goût et par générosité, je décidai de m'engager dans le syndicalisme des cadres. Cela me valut de siéger plusieurs années au comité d'établissement ainsi que parmi les délégués du personnel de mon usine. Le caractère prosaïque des sujets généralement débattus dans ces enceintes constitue un sérieux rappel au réalisme pour ceux qui auraient la tentation de s'égarer dans des joutes d'intellectuels. Et c'est ainsi que je fus conduit à m'interroger sur les relations quelquefois surprenantes qui existent entre l'économie, l'entreprise et le comportement des groupes sociaux.

Début 1971, j'étais muté à Paris, au siège de la grande entreprise pétrolière dans laquelle je travaillais. Ceci devait avoir sur mon apprentissage économique une heureuse conséquence. Ma mission professionnelle consistait à collaborer à la confection du plan glissant de l'entreprise. L'économie d'entreprise devenait alors mon métier : une micro-économie à base de modèles mathématiques, de choix d'investissements, d'études de marché. Mais il me manquait la dimension apportée par l'économie générale et sans laquelle l'économiste d'entreprise reste le plus souvent un myope intellectuel rivé sur ses problèmes et enfermé dans ses techniques. Et cette dimension devait à nouveau m'être apportée, mais sur le plan pratique seulement, par le syndicalisme. Peu de temps après mon arrivée à Paris, je devenais en effet secrétaire général du syndicat des cadres et techniciens de l'industrie du pétrole, syndicat alors très influent dans sa branche professionnelle puisque y détenant le tiers des sièges dans les comités d'entreprise. A ce titre, je participai durant plusieurs années à toutes les grandes négociations de l'industrie pétrolière concernant les salaires, les classifications, l'emploi, les conditions de travail,

etc. J'y appris l'importance des stratégies collectives, le poids de l'histoire, le rôle des conflits.

Ainsi pris-je goût à l'économie. Par la pratique et la réflexion personnelle beaucoup plus que par une formation académique, et toujours habité par la passion de comprendre! Et en ce domaine, il faut bien dire que les théories explicatives que je rencontrais chez mes interlocuteurs habituels n'étaient guère de nature à me satisfaire. Le discours libéral d'abord, tenu par les dirigeants d'entreprise et les responsables patronaux, me paraissait réducteur : érigeant en «loi naturelle» le marché et la concurrence, il voulait à toute force faire entrer dans ce lit de Procuste l'ensemble des réalités économiques, y compris les plus manifestement rebelles. Mais le discours marxiste, alors dominant dans l'intelligentsia, ne me satisfaisait pas davantage. Enlisé dans la répétition de ses dogmes et de ses routines, il persistait à vouloir ramener la complexité de l'aventure humaine aux schémas étriés de la lutte des classes et du développement des moyens de production. De plus, son manichéisme me paraissait suspect, tributaire d'une idéologie du ressentiment.

Insatisfait par l'une et l'autre réponse, mais plus que jamais désireux de comprendre, j'étais donc à la recherche d'une solution enfin acceptable. Et c'est là que se situe ma rencontre avec François Perroux.

Quand s'ouvrent les yeux

En ces années 1970, l'intelligence libre qui entendait se mettre à l'étude de l'économie hors des idées reçues et des sentiers balisés ne pouvait manquer de rencontrer sur son chemin l'œuvre immense de François Perroux. Ce fut naturellement mon cas et c'est ainsi que durant plusieurs années, je fis mon miel de livres tels que *Pouvoir et économie*, *L'économie du XX^e siècle*, *Masse et classe*, *Économie et société*.

Mais entre la fréquentation de l'œuvre et celle de l'homme, il y a un monde que je n'eusse osé combler si François Perroux lui-même n'avait pris un jour l'initiative de le faire. Je me souviendrai toujours des circonstances. Un article que j'avais publié en janvier 1977 dans une revue d'ingénieurs, article dans lequel je m'essayais à vulgariser le concept difficile, mais tout à fait essentiel dans la pensée de Perroux, de « conflit-coopération » lui tomba par je ne sais quel hasard sous les yeux. Avec la fougue qui était la sienne, il me téléphona aussitôt pour me dire à peu près ceci : « Vous êtes un des rares à avoir aussi bien compris ma pensée. Venez me voir ». Tout interloqué et un peu intimidé, j'allai donc rencontrer le maître à l'ISMEA dont il assurait alors la présidence. Je lui plu et il me demanda de revenir le voir. Sa conversation avait quelque chose de fascinant, un volcan intellectuel en éruption dont je ne comprenais souvent que des fragments. Il me sollicita très vite pour travailler

avec lui. J'hésitai et alors que je lui faisais part de mes doutes quant à la valeur et à l'étendue de mon savoir en économie, savoir d'autodidacte et rempli de lacunes, j'entends encore sa réponse : « Mon jeune ami, vous avez une formation d'ingénieur et de physicien, cela fait les meilleurs économistes ».

C'est ainsi que, par la grâce de son amitié, je fus introduit dans le petit groupe de travail interdisciplinaire qu'il avait créé, avec Gilbert Gadoffre et André Lichnerowicz, dans le cadre du Collège de France et de l'ISMEA et dont il assurait l'animation avec une bienveillante autorité. Ce groupe, que d'aucuns qualifiaient de club des économistes non-conformistes, s'efforçait d'explorer, dans la liberté de pensée la plus totale, des approches économiques nouvelles, différentes des thèses cent fois ressassées de l'économie libérale et de la doctrine marxiste. Il arrivait que l'on y rencontrât quelques grands noms ou futurs grands noms de l'économie – anglo-saxons, canadiens, latino-américains – de passage à Paris. Mais les non-économistes (mathématiciens, biologistes, physiciens, etc.) étaient également nombreux. C'est ainsi que j'y vis certaines fois les physiciens Prigogine et Kastler et le mathématicien René Thom.

Lorsque j'eus achevé mon livre *Jalons pour une autre économie* (Centurion, 1978), je demandai à François Perroux s'il voulait bien en donner une préface. Il me fit le grand honneur d'accepter. Puis trop indulgent sans doute et à ma confusion, il transforma cette préface en une véritable étude, donnant à ma réflexion des prolongements que je n'avais même pas soupçonnés. Dirai-je que la préface me semble plus importante que le livre ? Elle le complète, l'élargit et le dépasse ! Là où ma pensée s'avérait essentiellement descriptive, expérimentale, pratique, François Perroux apportait la rigueur intellectuelle des nouveaux concepts qu'il avait contribué largement à construire.

Peu à peu s'était établi entre nous une sorte de relation filiale; toute de respect affectueux de mon côté, de paternelle bienveillance du sien. Le caractère très disymétrique de cette relation m'a sans doute évité de connaître les aspérités de son caractère dont je sais qu'ont souffert nombre de ses collaborateurs directs. Dans les dernières années de sa vie, pris par mes nombreuses activités, nos rapports s'étaient un peu distendus. Il m'avait adressé ses deux derniers ouvrages (*Pour une philosophie du nouveau développement*, *Dialogue des monopoles et des nations*). Les relisant aujourd'hui, je suis frappé par la dimension prophétique de ces deux livres, le second en particulier. En ces temps de mondialisation où fleurissent les discours radicaux, les idées courtes et définitives (des deux bords de l'échiquier politique), nous trouvons là une analyse nuancée, respectueuse de la complexité des choses et à cent lieues de toute vision manichéenne. Ceux qui s'expriment aujourd'hui

sur ces questions, souvent avec beaucoup de suffisance, feraient bien de s'en inspirer.

On comprend maintenant pourquoi, dans mon itinéraire intellectuel, François Perroux fût l'homme qui m'a littéralement ouvert les yeux. Il m'a appris à regarder autrement le monde, et c'est là une leçon qui devait marquer la suite de ma recherche bien après que j'eusse quitté le domaine de l'économie. S'il a réussi à exercer sur moi, mais aussi sur beaucoup d'autres, une telle influence, c'est parce qu'il a été sa vie durant un homme des marges et de la transgression.

Il a transgressé d'abord les modèles de pensée dominants en économie, le libéralisme et le marxisme, idolâtrés par les moutons de Panurge de chaque camp. On connaît sa critique des économistes néo-libéraux; elle est devenue banale. Refus d'un système désincarné, l'ordre marchand, dérivé d'une vision mécaniste héritée du XIX^e siècle (l'équilibre de Walras-Pareto) et dans lequel l'homme n'est qu'un « point matériel » totalement déterminé par des forces extérieures. On connaît moins sa critique pénétrante du marxisme auquel il reproche un déterminisme au moins aussi grand. Finalités et valeurs y sont perçues comme le simple produit de l'évolution des forces productives sans qu'à aucun moment soit reconnu le rôle décisif de la liberté de l'esprit humain. Et ce déni a ouvert la porte à l'État totalitaire et au Goulag.

Mais au-delà de la critique, indispensable car libératrice, du schéma libéral comme du schéma marxiste, François Perroux fut aussi un étonnant bâtisseur. Il a exploré toutes les « marges » pour élaborer les nouveaux outils méthodologiques (y compris sur le plan mathématique) susceptibles de donner un fondement scientifique à une économie « de l'homme, de tous les hommes, de tout l'homme ». Cela explique cette volonté acharnée de transdisciplinarité qui accompagne toute son œuvre et lui donne une facture systémique avant même que cette démarche ne soit connue. Prenant à bras le corps la complexité du réel, il a su construire, par touches successives au cours d'un demi siècle de recherche, une révision de la théorie générale de l'équilibre économique intégrant « l'unité active », c'est à dire la capacité des acteurs élémentaires (individus, entreprises, associations, etc.) à créer et modifier leur propre milieu par l'innovation technique, organisationnelle, économique ou sociétale. La vision ainsi dégagée est bien différente des visions libérale ou marxiste. Échange inégal mais néanmoins positif, effets de domination mais aussi d'entraînement, firmes motrices transnationales et rôle des États, ... bref, nous sommes désormais dans le grouillement de la vie, plus du tout dans la froide horlogerie du marché ou la dramaturgie de la lutte des classes.

Dans sa réflexion sur « l'unité active » le rôle économique original joué par l'entreprise n'a pas échappé à François Perroux. Bien avant que le thème

ne vienne à la mode, il a mis en évidence, dans la foulée des écrits de Schumpeter, l'importance de l'innovation et la place essentielle de la fonction d'entrepreneur. Véritable catalyseur d'innovation organisationnelle et économique, l'entrepreneur a un comportement qui relève d'autres considérations que celles du seul marché, même s'il doit bien entendu assumer celles-ci comme autant de contraintes. L'entrepreneur a également un rôle déterminant dans l'acquisition, la formation et la mobilisation de la **ressource humaine**, autre concept que François Perroux a été le premier à introduire en économie¹. Pour lui, cette prise en compte du facteur humain ne relevait pas d'abord d'une injonction humaniste ou moralisante. Intégrer le dynamisme créateur de l'acteur dans l'analyse économique, un acteur qui n'a plus grand chose de commun avec l'*homo economicus*, faisait partie de son projet de construction d'une économie d'intention scientifique, ainsi qu'il aimait à la définir. On comprendra alors pourquoi mon passage du champ de l'économie à celui des sciences sociales appliquées à l'entreprise, bien loin de m'éloigner de la pensée de François Perroux, m'en ait rapproché au contraire. C'est ce que je souhaite maintenant montrer en m'attachant plus particulièrement à trois questions sur lesquelles j'ai été conduit à travailler.

Une relation Janus : le conflit/coopération

Les interprétations de l'équilibre social et économique depuis le XVII^e siècle peuvent être schématiquement classées entre harmoniques et conflictuelles. Dans le premier groupe, il faut faire figurer le libéralisme, lequel croit voir une harmonie naturelle et préétablie (*la main invisible*) dans les équilibres du marché. Dans le second, il faut incontestablement ranger le marxisme pour lequel il ne peut y avoir entre prolétaires et possédants qu'un combat sans merci se terminant par l'écrasement des exploités, la lutte des classes étant le moteur de l'histoire.

C'est ainsi que dans les années 1970 se posait le plus souvent les termes du choix. Et aujourd'hui encore, notre logique occidentale pétrie par Aristote et Descartes, a du mal à imaginer que la relation entre groupes sociaux puisse être autre chose que des rapports d'harmonie ou de lutte. L'un ou l'autre, mais pas l'un et l'autre. Et chacun, suivant son tempérament et son histoire personnelle se déterminera en faveur de l'une de ces deux positions extrêmes. On rencontrera ainsi des apôtres de la coopération sociale, à l'angélisme un peu naïf lorsqu'il n'est pas intolérant, du type « chacun son métier et les vaches seront bien gardées ». On trouvera également toute une variété de zélés du conflit, certains ayant sacralisé à l'égal d'une divinité la lutte des classes. Dans l'entreprise, disons pour simplifier que les dirigeants sont plutôt porteurs de la première attitude et les syndicats contestataires de la seconde. Et pourtant, malgré sa logique imperturbable, cette alternative est-elle fatale ?

■ 1. Dans un grand article « L'économie de la Ressource Humaine » qui devait faire autorité et fut publié en 1974 dans *Mondes en développement*, n°7.

La science moderne reconnaît depuis longtemps que deux explications apparemment antinomiques d'un même phénomène ne sont bien souvent que les aspects complémentaires d'une même réalité. On connaît l'histoire célèbre de la théorie de la lumière : d'abord corpuscules avec Newton, puis ondes avec Fresnel, à nouveau corpuscules avec la découverte de l'effet photo-électrique mais en mettant tous les physiciens dans l'embarras car on ne pouvait concevoir un phénomène qui soit, suivant le cas, ondes ou corpuscules. Il fallut le génie de Louis de Broglie pour réconcilier ces deux aspects grâce au concept fécond de mécanique ondulatoire. Depuis, la physique théorique a eu l'occasion d'utiliser en bien d'autres domaines ce principe de dualité.

Dans l'ordre des sciences humaines et notamment de la psychologie, la situation est comparable. Quoi de plus contradictoire à l'amour que la haine ? Ou l'on aime quelqu'un ou on le hait ; à moins qu'il ne vous soit indifférent, ce qui est bien autre chose qu'une position médiane entre l'amour et la haine mais plutôt l'absence des deux. Telle est la logique cartésienne ! Mais que l'amour et la haine se portent successivement et même simultanément sur un objet, voilà qui surprend notre logique. Et cependant, cela fait partie de l'expérience la plus commune des passions humaines. Les psychanalystes ont même créé un mot pour désigner cette combinaison étonnante : celui d'*ambivalence*. A vrai dire, les romanciers et les dramaturges n'avaient pas attendu les géniales intuitions de Sigmund Freud pour décrire de telles situations.

Si le principe de dualité s'applique à des domaines aussi divers que la physique et la psychologie, on voit mal pourquoi il serait étranger à l'économie. Et pourtant, ce n'est que tardivement et grâce à François Perroux² qu'on va le rencontrer pour la première fois. François Perroux écrit : « La relation sociale entre des agents pour la disposition de choses comptabilisables, ne peut être un conflit pur, parce que les destructions qui en résultent diminuent la disponibilité de ces choses. Elle ne peut être une coopération pure, parce que les agents sont individués... et ne peuvent abdiquer tout à fait les intérêts égoïstes. » Et il ajoute, portant un diagnostic socio-historique de grande portée dont l'évidence a encore du mal à s'imposer dans la société française : « Dans une société humaine, l'expérience, le *learning* des conséquences de la destruction pure (le conflit) ou de la renonciation pure (la coopération), y font renoncer communément... Il faut dire qu'elles impliquent un coût ou un rendement en termes psychiques, en termes réels, et en termes de monnaie... qui dans l'optique même du coût et du rendement, conduit à une pondération de l'attitude de lutte et de l'attitude de coopération. Cela exclut, évidemment, le recours prolongé et sans réserve, tant au contrat sans combat, qu'au combat sans contrat. » Ainsi, selon François Perroux, la relation économique, bien loin de se réduire à l'échange interchangeable du marché, se présente toujours sous la forme mixte d'un transfert de biens maté-

■2. François Perroux, *Économie et société, contrainte, échange, don*, PUF, 1960. Repris ensuite dans *Pouvoir et Économie*, Bordas 1973.

riels et d'une relation de pouvoir à base d'une combinaison de lutte et de coopération. François Perroux propose d'appeler cette relation Janus le **conflit / coopération**, créant ainsi un terme nouveau pour désigner un concept à la fécondité comparable à ce que fut celui d'onde/corpuscule pour la physique théorique.

Cette nouvelle approche procure un fondement scientifique d'une grande rigueur pour appréhender le rôle complexe de la relation sociale dans la vie économique et en particulier dans l'entreprise. Dans toutes les études que j'ai menées par la suite sur le mouvement syndical, la négociation dans l'entreprise, l'évolution des relations sociales et dont j'ai rendu compte dans un de mes livres³, cette référence au conflit/coopération n'a jamais cessé de m'inspirer.

Le détour obligé par le social

La découverte de l'importance du conflit/coopération fut le signal de ma rupture avec l'économisme, cette conception réductrice de l'économie qui prétend ramener celle-ci à une froide machinerie mathématique formalisable par un jeu d'équations, et corrélativement de ma rencontre avec la **pensée systémique** qui devait irriguer par la suite toute ma recherche. C'est d'ailleurs dans un des séminaires de François Perroux que j'entendis pour la première fois Jean Louis Le Moigne, dont l'œuvre restait à publier et qui devait devenir l'un des principaux théoriciens de l'approche systémique. D'entrée de jeu, la systémique me parut l'instrument idéal pour entrer dans la complexité de la réalité économique, une réalité que l'on ne pouvait identifier à un système clos sur lui-même mais qu'il fallait au contraire considérer comme un système triplement ouvert :

a) Ouvert d'abord sur l'**environnement naturel** (écosystème) puisqu'il y emprunte son énergie et ses matières premières et qu'il y retourne ses déchets (pollution). Si cette dépendance de l'économie par rapport à la nature a pu être négligée au début de l'ère industrielle, ce n'est bien entendu plus possible aujourd'hui. René Passet que j'ai connu à cette époque en collaborateur actif de François Perroux a montré dans un beau livre⁴ combien est importante cette dépendance.

b) Ouvert sur le **système culturel**, c'est-à-dire l'ensemble de l'univers symbolique créé par l'homme et constituant sa réserve de savoir. Il est peu niabile que le fonctionnement de l'économie et surtout les grandes transformations qui s'y déroulent, dépendent pour une large part du système de valeurs des hommes (leur éthique) et de leur système de connaissance (leur savoir). Ainsi, c'est parce que l'homme a développé un savoir de type scientifique générateur de progrès technique, que l'économie industrielle est de-

■3. Gérard Donnadiou, Jean Dubois : *Réguler le social dans l'entreprise*, Editions Liaisons, 1995.

■4. René Passet : *L'économie et le vivant*, Payot, 1983.

venue possible et s'est substituée aux économies de type agraire ou artisanal qui la précédaient. Ce rapport entre économie et culture est sans doute un élément moteur des grandes évolutions à long terme.

c) Ouvert enfin sur le **système politique**, c'est à dire sur les institutions qui hiérarchisent la société humaine et organisent les différents mécanismes de dévolution des pouvoirs. C'est qu'en effet, comme le remarque François Perroux citant Bertrand Russel : « Le concept fondamental en science sociale est le pouvoir ». Et ce dernier ajoutait : « De tous les désirs de l'homme, les plus puissants sont les désirs de pouvoir et de gloire ou, sur un moindre registre, de pouvoir et de vanité. Marxistes et économistes orthodoxes se trompent en supposant que l'intérêt personnel de caractère économique peut être le motif fondamental dans les activités sociales. Individus et communautés, lorsqu'un degré modéré de confort leur est assuré, poursuivent le pouvoir plutôt que la richesse, leur motif décisif n'est pas économique ».

Triplement conditionné, le système économique s'avère donc beaucoup plus difficile à décrire et à comprendre que ne le donne à penser le discours académique. Or, c'est le mérite de François Perroux, pourtant arrivé au faîte de sa carrière, de ne pas avoir reculé devant la difficulté et d'avoir pris à bras le corps, dans ses derniers ouvrages⁵, cette complexité. Considérant les deux agents économiques élémentaires que sont les entreprises et les ménages, François Perroux observe que leurs décisions s'établissent à partir de considérations débordant très largement le seul marché. Il écrit : « Le projet de l'entreprise s'établit selon une rationalité qui déborde les prix et les coûts tels qu'ils sont exhibés par le marché. Les externalités ne sont pas l'exception mais bien la règle ». Et concernant les ménages, il note que leurs décisions économiques (dépenses de consommation par exemple) dépendent pour une part importante d'interrelations sociales (effets d'imitation, pressions du groupe, prescriptions publicitaires, etc.). Il écrit : « La firme et le ménage réduits à des points, soumis à l'action de forces anonymes et selon une mécanique universelle et indifférenciée, où affluent et d'où partent des services, où arrivent et d'où s'écoulent des marchandises, ne procurent pas une vue simplifiée mais faussée radicalement de l'activité économique ». Dans la suite de sa réflexion, François Perroux est alors conduit à reprendre toutes les théories classiques de l'équilibre économique en les corrigeant de l'impact introduit par ces phénomènes d'environnement, d'information et de pouvoir. Il note, concernant la théorie de la formation des prix : « L'utilité économique isolable est une illusion, le bien et la marchandise sont porteurs de signes et de symboles référés au milieu social. Pour l'homme, animal symbolisant, le prix n'est qu'un symbole entre d'autres du produit. S'il est vrai qu'une somme de monnaie, salaire ou bien monétaire se tient, se qualifie et se dépense dans une stratification sociale, elle est difficilement isolable d'un effet de pouvoir

■5. François Perroux, *Pouvoir et économie*, Bordas, 1973 et *Unités actives et mathématiques nouvelles*, Dunod, 1975.

social et d'un désir de bénéficier d'un pouvoir social. Les formules de l'économiste orthodoxe, enfermé dans ses routines concernant l'intérêt personnel et le bien en monnaie, échouent à révéler l'interaction, observable chez l'entrepreneur comme chez le salarié, entre le désir de biens et le désir de pouvoir ».

Ainsi, la science économique ne peut s'auto fonder elle-même mais a besoin, pour être intelligible, de faire appel à des concepts venus d'ailleurs, par exemple de la sociologie, de l'histoire, voire de l'anthropologie ou de la psychologie. Une économie d'intention scientifique doit accepter un dialogue permanent avec les disciplines voisines, et d'abord la sociologie qui a l'avantage de proposer les bons outils lorsque l'on s'intéresse aux phénomènes de pouvoir, d'influence, de conditionnement des comportements, de culture de travail, etc.

Cette prise de conscience fut pour moi déterminante. Elle décida de mon intérêt pour l'entreprise, ce haut lieu de la micro-économie où la performance économique impose le détour par le social. Après François Perroux et Schumpeter, je découvrais la complexité du rôle de l'entrepreneur et plus largement du dirigeant d'entreprise. Pour lui, la question du management des hommes, de leur mobilisation sur des objectifs communs, du développement de leurs compétences et de l'entretien de leur motivation est au cœur de sa mission de gouvernance. Oublier le social, ne pas lui reconnaître sa juste place, voire manager contre lui, c'est se condamner à peu près sûrement à ce que le social se rappelle un beau jour à notre bon souvenir de la pire des manières. A long terme, la performance économique se construit avec et non pas contre l'efficacité sociale.

Voilà ce que devait me montrer la pratique de plus de quinze années de conseil en gestion des ressources humaines dans plus d'une centaine d'entreprises de toutes dimensions et de tous secteurs. Voilà ce que j'ai également enseigné durant ce même temps à mes étudiants de Paris-Dauphine puis de l'Institut d'Administration des Entreprises de Paris et dont j'ai tiré en 1997 un livre⁶, sorte de testament intellectuel à l'issue d'une triple carrière de chercheur, de consultant et d'enseignant. Tout au long de ce parcours où, bien davantage que la théorie économique, les sciences humaines m'ont accompagné et servi, j'ai en permanence eu recours aux concepts, en particulier celui de ressource humaine, dont François Perroux fut le génial inventeur.

Vers la société de participation

Ce concept de ressource humaine trouvait, pour François Perroux, sa réalisation plénière dans une société de participation. Il définissait celle-ci comme une société où chacun se voyait reconnaître les attributs essentiels d'une personne humaine au triple plan de sa participation :

■6. Gérard Donnadieu : *Manager avec le social*, Éditions Liaisons, 1997.

- à l'ordre des choses comptabilisables, c'est-à-dire aux biens matériels, à la sécurité, à la formation;
- au système du pouvoir, tant au niveau économique que politique;
- au développement de la culture vivante de son groupe et de son époque.

Ainsi conçue, la société de participation était, suivant François Perroux, une « utopie au sens rationnel de ce mot, c'est à dire un instrument grâce auquel on voit mieux l'histoire séculaire et contemporaine de l'inhumanité ». Mais cette société de participation était également une espérance « balbutiée par quelques-uns et espérée par tous ». De ces balbutiements, l'entreprise m'apparut vite comme un terrain d'expérimentation privilégié.

Parce que les entreprises sont diverses, qu'elles n'obéissent pas à un modèle unique, l'expérimentation sociale peut en effet s'y donner libre cours, dans certaines limites cependant qui tiennent à la nécessité pour elles de rester économiquement viables. Ainsi, dans le même secteur professionnel ou sur le même territoire peuvent coexister des entreprises féroce­ment coercitives et d'autres qui ont érigé les compétences et l'autonomie de leurs collaborateurs en valeurs premières. Certaines ont largement développé des démarches « participatives » (par exemple cercles de qualité, groupes de projet, groupes de traitement de problèmes, etc.) ou des « participations » financières (intéressement, plan d'épargne, actionnariat, etc.) ; d'autres en sont restées à l'organisation fayolo-taylorienne et au commandement disciplinaire. Quand on a eu l'occasion d'intervenir comme moi dans un grand nombre d'entreprises, on prend une conscience aiguë de cette diversité et de la contingence qui préside au fonctionnement de chaque entreprise. La construction d'une société de participation s'y présente comme une longue marche avec des avancées plus ou moins rapides suivant les lieux, les moments et les circonstances. A aucun moment il ne s'agit d'un jeu de forces économiques se déroulant de manière mécanique, comme voudraient nous le faire croire les tenants de l'orthodoxie libérale, mais d'une « histoire » au sens professionnel du terme, histoire tissée par la liberté des acteurs avec leurs références culturelles, leurs projets de vie meilleure, leurs capacités innovatrices. Bien loin du déterminisme d'un progrès linéaire et continu, l'évolution se déroule dans « *le bruit et la fureur* » sur la base de bifurcations et de choix aléatoires où les personnes, avec leur subjectivité et leur liberté, retrouvent toute leur importance.

Pour l'observateur impartial, le degré d'avancement d'une entreprise vers la société de participation se repère par la manière dont elle gère et considère sa ressource humaine. Cette gestion peut s'analyser en termes quantitatifs (agencements des temps, de l'espace, des revenus, des conditions de travail) mais aussi en « comportements ». Ceux-ci transparaissent dans la façon dont sont pris en compte les groupes et les personnes, les modes d'exercice du

pouvoir, les retombées sociales de l'activité de l'entreprise ou de sa stratégie. Il s'agit là d'éléments qualitatifs qui ne sont pas directement mesurables mais qu'il faut pourtant s'efforcer de repérer (au moyen par exemple d'audits sociaux ou d'enquêtes d'opinion).

Ces indicateurs de gestion participative, au-delà de leur utilité, renvoient à un autre débat : celui de la nature du travail humain. Les revendications relatives au travail et en particulier à sa durée (on l'a bien vu à l'occasion des débats sur les 35 heures) sont substantiellement différentes selon que le travail est ressenti comme un esclavage ou un moyen d'accomplissement. « Le plein développement de la ressource humaine », pour parler comme François Perroux, va incontestablement dans le sens du travail-accomplissement. Mais pour qu'il en soit ainsi, il convient de repenser fondamentalement les rapports de travail :

- en donnant à des emplois toujours plus nombreux l'accès aux « critères nobles » de la qualification professionnelle;
- en mettant en place des structures décentralisées, chaque unité fonctionnelle se voyant dotée d'une autonomie de décision en rapport avec la responsabilité qu'elle assume;
- en favorisant un style plus détendu et convivial de la vie professionnelle, par opposition au type traditionnel de relation à base de hiérarchie, de compétition, de performance individuelle.

De toute évidence, une telle évolution bien qu'amorcée avec bonheur dans certains établissements, ne pourra se généraliser et s'imposer que par une véritable réforme de l'entreprise, remodelant ses mécanismes du pouvoir, ses formes d'encadrement, son organisation du travail. Il s'agit là d'un vieux thème qui eut en France son heure de gloire voici trente ans, dans la foulée des propos du Général de Gaulle et avec le livre de Bloch-Lainé (*Pour une réforme de l'entreprise*) puis le rapport Sudreau. J'ai moi-même contribué à ce débat par un ouvrage⁷ publié en 1974 dans lequel je développais l'idée de *citoyenneté dans l'entreprise*, terme qui fut largement repris par la suite mais pas toujours (hélas!) dans son esprit d'origine. Or, il est symptomatique que ce thème soit en train de revenir très fort sous les feux de l'actualité, non seulement française mais européenne. J'en veux pour preuve le numéro spécial de la revue *Panoramiques*⁸ réalisé par le Cercle Condorcet et puis plus récemment le travail de réflexion mené par quelques associations, dont le CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) autour du projet de SAGP (Société anonyme à gestion partagée). Dans ce projet, qui a vocation à s'inscrire dans le nouveau cadre de la société anonyme européenne, on trouve reprises quelques propositions jusqu'alors rejetées en France par les « élites » au

■7. Gérard Donnadieu : *Citoyens dans l'entreprise*, Editions Resma, 1974.

■8. *Panoramiques : La démocratie dans l'entreprise : une utopie ?* Editions Corlet – Marianne, mai 2000.

pouvoir mais déjà appliquées par d'autres pays européens (notamment par l'Allemagne).

En particulier :

- généralisation de la structure dualiste (conseil de surveillance et directeur) en place de la structure moniste (conseil d'administration avec Président-directeur général), cet héritage archaïque en France de la monarchie de droit divin;
- présence obligatoire de représentants des salariés, avec seuil minimal de un tiers des membres et voix délibérative, dans les conseils de surveillance;
- fusion de toutes les instances de représentation du personnel dans un conseil d'entreprise unique à pouvoir élargi (à l'image du modèle allemand);
- généralisation de l'actionnariat salarial et plus largement de toutes les formes d'épargne salariale.

Contre les dérives du modèle anglo-saxon, avec sa férocité économique, son court-termisme financier, son absence de régulateurs et de garde-fous sociaux, il appartient sans doute à l'Europe de trouver aujourd'hui un autre modèle plus en ligne avec son génie et dont l'ébauche existe déjà sous les noms d'économie sociale de marché, de cogestion ou codétermination, d'entreprise participative, des divers systèmes de prévoyance collective et de sécurité sociale. L'unification économique du continent puis son harmonisation sociale devraient permettre cette avancée vers une société de participation dont François Perroux faisait l'objectif ultime d'une économie visant au développement « de l'homme, de tout l'homme, de tous les hommes ».

Gérard Donnadieu



VULGO.NET à l'écoute de «Cité»

Depuis deux ans et demi, la revue internet VULGO.NET essaye de développer une réflexion critique sur le présent de la société européenne, de sa culture et de ses perspectives. Elle cherche à avoir un esprit ouvert, résolument indépendant, soustrait aux ravages du conformisme politico-médiatique contemporain. Elle développe un esprit de dialogue authentique entre auteurs de différents pays et plus particulièrement entre les intellectuels des pays ex-communistes et leurs partenaires à l'Ouest.

Commencée comme un site tchèque, elle publie aussi depuis un an des pages en français, en italien, en espagnol et en allemand. Les mutations polonaise, slovaque, hongroise et lithuanienne sont en cours de préparation. Chaque mutation est sous la responsabilité d'une rédaction indépendante, avec la liberté de traduire et publier ce qui lui semble intéressant dans d'autres mutations. Certaines rédactions collaborent systématiquement avec des revues-papier philosophiques ou d'autres sites sur internet.

Sur les pages françaises, le lecteur de *Cité* et de *Royaliste* ne se sentira guère perdu, au contraire, il se rendra vite compte qu'elles présentent pour l'essentiel, sous une forme électronique, un choix des textes imprimés dans ces deux périodiques. Et il pourra s'apercevoir que ces textes sont souvent repris en traduction italienne ou tchèque, par exemple.

Près de 180 000 visiteurs en deux ans de fonctionnement dont 120 000 lors de la dernière année font la preuve que nos efforts ne sont pas complètement inutiles. Le site tchèque est l'un des plus visités parmi les sites à contenu culturel. Notre aventure continue et je remercie vivement les amis de *Cité* et de *Royaliste* pour leur collaboration.

Martin Hybler

Du concept de développement chez F. Perroux aux théories de la performance par le changement organisationnel en sciences de gestion

Wilfrid Azan

appartient au laboratoire
PRISM - OEP de l'Université de
Marne-la-Vallée qui effectue
ses recherches sur le manage-
ment de projet ainsi qu'au
GREFIGE de l'Université de
Nancy 2.

La discipline du contrôle de gestion a découvert l'influence conceptuelle de M. Foucault par le biais des grands auteurs anglo-saxons. De même, certains économistes anglo-saxons décèlent des parallèles entre la pensée de F. Perroux et M. Porter, un des grands spécialistes américains du management stratégique et une référence mondiale en sciences de gestion (Bergman & Feser, 2001). Pourtant, l'économiste n'a pas les faveurs des revues de sciences de gestion françaises. L'explication semble simple, les sciences humaines sont désireuses d'imiter les sciences fondamentales. Ainsi, le fait qu'un changement de paradigme (Kuhn, 1972) ne puisse s'accomplir sans rupture avec le paradigme précédent, traduit un mépris de la continuité teinté d'un complexe vis-à-vis de l'hégémonie anglo-saxonne.

D'avantage qu'à la vie ou aux écrits de F. Perroux, cet article va s'intéresser à ce qui motive la redécouverte de l'œuvre de l'économiste. L'heure est à la transversalité des savoirs au maillage des compétences et aux logiques de projet. Ce paradigme, devenu dominant, est celui du *knowledge* et statue que la connaissance naît de l'interaction entre acteurs et de l'explicitation de savoirs tacites, M. Foucault n'est-il pas le philosophe qui, pour comprendre la folie, va passer de longues heures à Sainte-Anne et acquérir une compétence de clinicien ? La rupture paradigmatique consiste à ne point rompre avec d'autres champs théoriques et c'est un signe des temps que la littérature redécouvre des pensées universelles, ouvertes et fédératrices comme celle de F. Perroux. Qu'apprendre aujourd'hui de F. Perroux en « sciences de gestion » : probablement qu'il existe une parenté inavouée entre une production théorique privilégiant la transversalité en économie et, quelques années plus tard, certains concepts novateurs en sciences de l'organisation.

Cet article illustre le propos en établissant un parallèle entre la conception chez F. Perroux du développement et les théories, souvent anglo-saxonnes, de la performance par le changement organisationnel. L'école du *reengineering* institue le changement permanent comme source de performance. Ce courant héritier du management scientifique de Fayol applique à l'entreprise la conception de F. Perroux et d'autres, comme R. Aron, du développement. Les concepts de « développement » pour l'économie et de « performance » pour l'entreprise comportent des points communs troublants. Ces derniers peuvent permettre de fournir des éléments de réponse sur la formation de la performance par le changement dans les organisations. Qui en sont les acteurs et quels sont les cycles de transformation qui leur sont liés ? La mise en lumière d'une filiation entre économistes et gestionnaires permet de renouveler les sciences de gestion dans des champs clefs : disposer d'une grille de lecture mise à l'épreuve sur les économies afin de comprendre les organisations.

Dans une première partie, nous définirons et mettrons en parallèle les concepts de performance par le changement organisationnel et de développement. Dans une deuxième partie, nous rapprocherons les travaux de F. Perroux des courants théoriques formalisant la performance par le changement organisationnel. Dans une troisième partie, nous détaillerons le rôle des acteurs dans la construction de la performance et sa continuité avec l'œuvre de F. Perroux. Enfin, dans une quatrième partie, nous lierons les cycles de transformation de l'économie avec les étapes de mise en place de la performance de l'organisation.

1. Le développement, une finalité économique, la performance, une finalité organisationnelle

Après les avoir défini, nous verrons que les concepts de « développement » et de « performance » fournissent un cadre d'évolution de l'économie et de l'organisation.

Le concept de développement et la performance des gestionnaires¹

Le développement est lié à la croissance économique, c'est-à-dire un changement de dimension caractérisé par l'augmentation soutenue pendant une longue période d'un indicateur. La croissance se réduit à la mise en œuvre de facteurs physiques tels que le travail, le capital ou encore le progrès technique. Pourtant, le changement est plus général, les mentalités et fondements de la société ont évolué. « L'exigence d'élaborations analytiques butte contre les insuffisances de la comptabilité nationale et du traitement statistique qui y est appliqué. Ainsi, la fonction Cobb-Douglas ($P=T^aK^{1-a}$) qui relie les quantités de deux facteurs supposés homogènes (travail et capital) en régime de

■ 1. Nous décrivons l'évolution du concept sans remettre en cause son bien-fondé pour évaluer le travail humain.

rendements constants, outre ses graves défauts intrinsèques, laisse hors d'atteinte de 40 à 60% du produit pour les pays développés. Cette partie inexplorée que l'on aurait tort de confondre avec la notion de progrès technique, englobe hypothétiquement, la meilleure allocation des ressources dans le temps, la meilleure qualité des facteurs, le *learning* des agents et les formes variées de l'innovation » (Perroux, 1981).

Pour F. Perroux, le développement ou « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global » est au cœur des systèmes économiques. Le développement ajoute donc à la croissance un changement transversal en lequel R. Aron voit « une transformation qualitative dont les résultats sont mesurables ». La dimension qualitative du développement vécue comme un changement de structures² marque, en économie, une rupture avec le paradigme quantitatif.

Le concept de performance subit une révolution tout à fait comparable. La performance fut très tôt associée au concept de **mesure** et induit la capacité à se repérer par rapport à des objectifs donnés. On mesure la performance, pour une organisation, soit par rapport à l'atteinte d'objectifs fixés préalablement (Gervais, 1997), soit par rapport aux efforts entrepris en vue de l'atteinte de buts.

Les buts et les objectifs subissent des aléas divers. L'intention stratégique est une orientation claire, qui assure la cohérence à long terme des actions, mais qui est suffisamment large pour permettre à divers projets ou expérimentations de se développer. Elle reste stable tant que l'entreprise n'est pas parvenue à ses fins. L'intention stratégique énonce un but qui mérite un engagement et un effort important de la part des salariés. Elle fournit l'énergie intellectuelle et affective pour que le personnel se mette en action et ait le désir de se dépasser (Gervais, 1997). La performance dérive d'un surplus global. Elle est alors la somme d'optima locaux au sein de l'entreprise. H. Bouquin, non sans s'inspirer des économistes, considère que la performance d'une activité, d'un centre de responsabilité, d'une personne et d'un produit se mesurent par l'impact qu'ils ont sur la performance globale de l'entreprise (Bouquin, 1999). La performance se décompose alors en efficience³, efficacité⁴ et économie⁵ (Bouquin, 1999).

La performance peut sous-entendre la mesure à partir de plusieurs axes d'évaluation. Elle détermine une trialectique, dont certaines variables paraissent difficilement actionnables : la trialectique sujet, objet, projet (Bessire, 1999). La performance fait partie de la dimension objective et mesure la progression dans la dimension identifiée comme le bon sens; c'est le progrès vers l'objectif fixé, où la pertinence est la dimension subjective et la cohérence représente la dimension rationnelle (« les actions entreprises vont-elles

■2. « La structure d'un ensemble économique se définit par le réseau de liaisons qui unissent, entre elles, les unités simples et complexes, et par la série des proportions entre les flux et entre les stocks des unités élémentaires et des combinaisons objectivement significatives de ces unités. », p. 333 (repris dans Perroux, 1964)

■3. « L'efficience est le fait de maximiser la quantité obtenue de produits ou de services à partir d'une quantité donnée de ressources : la rentabilité (rapport d'un bénéfice à des capitaux investis) en est un exemple, la productivité (rapport d'un volume obtenu à un volume consommé) en est un autre. »

■4. « la notion d'efficacité renvoie à tout objectif, économique ou autre, qu'une organisation peut poursuivre. Elle contient tous les débats sur la performance. Elle ne préjuge pas des contenus de ces objectifs, de la manière dont ils sont fixés. »

■5. « L'économie consiste à se procurer les ressources au moindre coût. »

dans le même sens défini comme le bon sens ? »). Le terme performance au sens large englobe deux critères d'évaluation (pertinence, cohérence) et peut s'identifier non plus seulement à une mesure, fut-elle subjective, mais aussi à la production de sens (Bessire, 1999). A la fin des années 1980, la performance devient explicitation du sens (Kaplan & Johnson, 1987).

Le concept de sens apparaît rapidement dans l'œuvre de F. Perroux. Il naît premièrement du constat de la finitude de l'appareillage de calcul économique : « Il est hors de doute que les formalisations les plus récentes de l'économétrie exploratoire s'efforcent d'atteindre les structures et leur enchaînement dans le temps [...]. Ces performances, même dans les pays riches et les mieux dotés en spécialistes et en statistiques sont bien loin d'avoir transformées pratiquement la politique économique » (Perroux, 1981). Deuxièmement, l'interrogation est plus large et F. Perroux dégage comme principe de distinction, entre la progressivité d'une société et le progrès qu'elle connaît, la signification. « Les contradictions du progrès, reflets des incompatibilités entre les progrès immédiatement conçus et poursuivis par les groupes d'une société où s'entremêlent les divisions actuelles du travail et les stratifications sociales du passé, sont nombreuses ».

L'interrogation sur le sens du progrès porte en germe chez l'économiste, des questions qui vont, quelques dizaines d'années plus tard, se poser aux gestionnaires. Un manager est alors, en même temps un générateur de performance (concept de rationalité) et un créateur de situation de sens (concept de sens). Parallèlement, l'espace de sens est défini comme une activité créatrice et génératrice de situations pertinentes (Lebas & Fiol, 1999). La performance n'existe pas de façon intrinsèque mais est définie par les utilisateurs de l'information, par rapport au contexte décisionnel, lequel se caractérise par un domaine et un horizon de temps. Parallèlement, le seul calcul des coûts ne parvient pas à produire de sens car il est déconnecté de la valeur (Mevelléc, 1994)⁶.

Il faut créer du sens pour atteindre la performance. Pour M. Fiol et M. Lebas, il ressort que le contrôle de gestion se doit de créer des situations de sens pour générer de la performance. Il faut repérer les espaces de sens et de signification qui forment un climat dans lequel les symboles et les formes possèdent une signification et ne paraissent pas absurdes. Cet espace repose sur une intention stratégique, une forme organisationnelle et un ensemble de valeurs admises mais il est complexe et difficile à cerner car il fait référence à une vision du monde (Lebas & Fiol, 1999).

La performance s'avère finalement être **un concept protéiforme et déconnecté du concept de mesure** (Azan, 2001). Les interactions nourries entre coûts et délais en sont une illustration. Par exemple, la performance

■6. « C'est principalement la disparition de l'articulation entre le système de mesure de performance et les fondements de la valeur qui est à l'origine de la perte de pertinence du système de comptabilité de gestion. »

d'un modèle réside dans le raccourcissement du délai global de conception, d'industrialisation et de mise sur le marché des nouveaux produits (Zarifian, 1996). Or, la réduction du délai implique de considérer comme problème unique la conduite de l'ensemble du cycle qui s'étend des premières études du produit nouveau jusqu'à sa mise en fabrication en usine.

La performance traduit une dynamique (Lorino, 1996). P. Lorino conteste l'actualité d'un pilotage se fondant sur ce qu'il nomme le paradigme de la mesure et porté par l'universalité du paradigme du langage financier. L'auteur défend un type de pilotage fondé sur le déploiement d'une valeur qu'il convient de maximiser. La performance globale est la somme des performances locales. On passe du modèle de la mesure au modèle du diagnostic, le déploiement de la performance sur les activités locales est alors plus complexe et moins stable que dans un modèle métrologique. Il s'agit de répondre à la question suivante : quels sont les facteurs déterminants par rapport à tel ou tel résultat visé ? (Lorino, 1996) Quelles sont les causes efficaces, donc les leviers d'action à manœuvrer pour produire un effet escompté ? « Le modèle de diagnostic sous-jacent au pilotage interprétatif pose de manière privilégiée la question "pourquoi ?" ». La performance est l'expression de nouveaux savoirs dans l'organisation (Lorino, 1998).

2. La croissance pour le développement, la performance par le changement organisationnel : une proximité théorique ?

Cette partie se situe à l'intersection de trois axes de réflexion, premièrement le concept de développement chez F. Perroux, deuxièmement, la performance dans l'organisation et troisièmement les effets du changement organisationnel. La proximité entre l'économie et les sciences de gestion est examinée sous l'angle de trois courants théoriques : l'évolutionnisme, la théorie de la contingence et le *reengineering* car il nous semble que ces trois courants ont étudié à la fois le changement dans l'organisation et la performance qui en résulte. L'analyse des proximités théoriques entre l'œuvre de F. Perroux et les grilles de lecture proposées par ces trois courants peut nous permettre de comprendre les cycles de transformation de l'organisation et le rôle des acteurs dans la construction de la performance.

Ainsi, le *kaizen* analyse la transformation des processus de production (qualité totale, juste à temps). Cette approche, que ce soit sous l'angle européen ou japonais, s'attache en priorité à l'amélioration de la qualité et ensuite à la performance notamment financière. Ce courant analyse le changement dans l'organisation mais ne traite aucunement de la performance dans l'organisation.

De même, les théories des systèmes et de la cybernétique ont fourni de nombreux concepts permettant la compréhension des outils actuels de pilotage de la performance. Toutefois, ces approches sont rarement centrées sur les processus. L'analyse du changement organisationnel pour la performance n'y est pas prédominante. Leur étude pour cette contribution n'est donc pas une priorité.

Tableau 1- Choix théoriques

<i>Courants théoriques</i>	<i>Changements⁷</i>	<i>Performance⁸</i>
<i>Théorie de la contingence</i>	O	O
<i>Théorie évolutionniste</i>	O	O
<i>Courant du reengineering</i>	O	O
<i>Courant du kaizen</i>	O	N
<i>Théorie cybernétique et théorie des systèmes</i>	N	O

Source : (Azan, 2001)

La performance par le changement en sciences de gestion s'inscrit largement dans la continuité des travaux de F. Perroux. Plusieurs subdivisions théoriques mettent l'accent sur la forte sensibilité de l'organisation face à l'environnement (Perroux, 1964b)⁹. Nous les regrouperons arbitrairement sous le vocable de théorie de la contingence, théorie évolutionniste et courant du *reengineering*, et ne ferons qu'évoquer les spécificités de la théorie de l'adaptation, qui s'intéresse aux mécanismes régissant l'évolution de l'organisation, des choix stratégiques (Child, 1972)¹⁰, des ressources dépendantes (« resource dependence »)¹¹. Les dirigeants formulent des stratégies de changement en réponse ou par anticipation à des conditions changeantes de l'environnement.

L'œuvre de F. Perroux annonce plusieurs fondements de la théorie de la contingence. On en mentionnera deux : la création et la diffusion de l'innovation. Premièrement, à travers les notions d'espace, de pôles de développement et d'industrie motrice, F. Perroux envisage l'action qu'exercent les organisations sur le développement. « Un pôle de développement est une unité économique motrice ou un ensemble formé par de telles unités. Une unité simple ou complexe, une industrie, une combinaison d'industrie- est motrice quand elle exerce sur d'autres unités avec qui elle est en relation, des effets d'entraînement » (Perroux, 1964 b). L'environnement économique est modifié par « la naissance d'une industrie nouvelle qui est toujours le fruit d'une anticipation »¹². « Le projet se précise en un plan ou plus exactement en des plans alternatifs et susceptibles de corrections au cours des périodes successives ». Le projet humain est source de déséquilibre, de ruptures, bref d'un

■7. La première ligne et première colonne constate que la théorie de la contingence s'intéresse beaucoup au changement d'où la présence de la lettre o.

■8. La première ligne et deuxième colonne constate que la théorie de la contingence s'attache à décrire le changement pour la performance d'où la présence de la lettre o.

■9. Concept très proche de celui de marché chez F. Perroux défini comme, « un ensemble de firmes, centres de décision autonome, liées entre elles par un réseau d'échanges, qui rend interdépendants tous les prix et toutes les quantités. », p. 282

■10. C'est la stratégie d'une entreprise, c'est-à-dire l'ensemble des choix opérés par ses dirigeants qui façonnent la structure.

■11. Les entreprises cherchent à réduire leur dépendance par rapport à l'environnement dans lequel elles évoluent. Elles cherchent à contrôler les incertitudes de l'environnement (« task-environment ») afin de pouvoir gérer leur activité.

■12. Ibid., p. 147. « Elle forme une prévision, correcte ou non, sur les changements de la demande globale et s'adapte à cette prévision. », Ibid. p. 198

changement (Perroux, 1964b)¹³. Deuxièmement, la diffusion de l'innovation préfigure la théorie de la contingence : la diffusion de l'innovation dans l'environnement segmenté de l'entreprise est perçue comme un motif d'adaptations organisationnelles et donc de performance.

Une étude visant à identifier les déterminants, comme la technologie (facteurs de contingence), sur la structure des entreprises du sud du Sussex, distingue trois types d'entreprises (Woodward, 1965). Elle isole, dès les années 1950, la production à l'unité de la production de masse et de la production en continu. La théorie de la contingence s'intéresse à l'adaptation et à ses causes (Chiapello, 1996). T. Burns et G.M. Stalker ont étudié une vingtaine d'entreprises britanniques opérant dans des contextes socio-économiques très différents et caractérisés par un taux de changement technologique et des degrés de concurrence très variables (Burns & Stalker, 1961). Ils en dégagent deux types idéaux d'organisation, épousant, plus ou moins complètement, les particularités de l'environnement : le modèle organique et le modèle mécanique. L'adaptation à l'environnement est au cœur de l'analyse de P. Lawrence et de J. Lorsch, pour qui l'entreprise doit arbitrer entre un degré de différenciation et une intégration des spécialisations choisies. La spécialisation permet de faire correspondre l'entreprise à son environnement, l'intégration est le processus par lequel le management fait cohabiter les différentes spécialisations à l'intérieur de l'organisation (Lawrence & Lorsch, 1994). Ces deux derniers concepts rappellent l'analyse de F. Perroux d'un monde industriel composé de « forces centripètes et centrifuges ».

L'organisation peut se décider à changer en fonction d'un niveau de performance dont les déterminants sont multiples. La théorie de l'écologie des populations s'inspire partiellement des travaux de C. Darwin, sur l'évolution entre les espèces, la diversité naturelle et les mécanismes de sélection entre ces dernières¹⁴ (Darwin, 1859). Les concepts biologiques « de l'Origine des Espèces » sont expérimentés par les sociologues sur l'organisation. Les représentants de cette école sont notamment M.T. Hannan et J. Freeman (Hannan & Freeman, 1977).

La performance par le changement organisationnel est alors envisagée de deux façons : soit comme une action consécutive aux variations de l'environnement afin de rétablir l'alignement de l'organisation, soit comme une action pouvant modifier les conditions de l'environnement. L'adaptation des organisations peut alors être perçue comme un processus continu composé d'interactions et de feed-back entre l'environnement et les choix stratégiques réalisés par les dirigeants (Hrebiniack & Joyce, 1985).

Pour le courant de l'écologie des populations, la performance est partiellement déconnectée de l'adaptation ou de l'inadaptation. La structure ne s'adapte pas forcément à l'environnement. Les structures qui ne peuvent rem-

■ 13. « La croissance est déséquilibrée, le développement est déséquilibré. », p. 169

■ 14. Il ne faut sans doute pas surestimer la proximité entre darwinisme social et évolutionnisme. Darwin lui-même constate les limites de la production théorique, à partir des concepts de sélection naturelle et d'évolution des espèces : « S'il n'y avait que des pics verts et que nous ne sachions pas qu'il y a beaucoup d'espèces de pics de couleur noire, nous aurions probablement pensé que la couleur verte du pic est une admirable adaptation, destinée à dissimuler à ses ennemis cet oiseau si éminemment forestier. Nous aurions, par conséquent attaché beaucoup d'importance à ce caractère, et nous l'aurions attribué à la sélection naturelle; or cette couleur est probablement due à la sélection sexuelle [...]. Notre ignorance est profonde relativement aux causes de variations légères ou des différences individuelles. », p. 250

plir cette fonction sont éliminées. Le principe d'inertie, par exemple, n'établit pas qu'une structure ne varie jamais mais que les changements effectués ne coïncident pas avec les variations de l'environnement.

Ce principe d'inertie organisationnelle dérive des théories de M. T. Hannan et J. Freeman et permet d'établir que les évolutions ne sont pas toujours le fait de l'environnement. Le processus de sélection naturelle tend à favoriser les organisations, dont la structure est difficilement transformable rapidement. En ce sens, l'inertie structurelle devient une conséquence du processus de sélection naturelle. Quand l'environnement des entreprises change plus vite que les structures, la théorie de l'écologie des entreprises devient potentiellement applicable (Tableau 2). Pour M. T. Hannan et J. Freeman, le problème principal de l'application de la théorie de l'écologie des populations au changement se situe au niveau de la concordance des transformations engagées. Trois facteurs sont pris en considération. Cette opposition entre adaptation et écologie des populations montre la difficulté à établir une relation de causalité stable et unique entre les variations de l'environnement et les changements des organisations.

Tableau 2 - Transformations et caractéristiques

Facteurs	Caractéristiques
<i>Environnement</i>	Les changements de l'environnement sont-ils faibles ou importants, réguliers ou irréguliers, rapides ou lents ?
<i>Capacité d'apprentissage</i>	L'organisation dispose-t-elle d'une capacité d'apprentissage suffisamment importante pour répondre en temps voulu aux variations de l'environnement ?
<i>Vitesse de changement</i>	A quelle vitesse l'organisation est-elle susceptible de changer ?

Source : (Azan, 2001)

La performance de l'organisation peut souffrir d'une ambiguïté générale des choix à effectuer. C'est le modèle de la poubelle ou « garbage can » (March, 1991). L'organisation se caractérise par une forte ambiguïté des préférences, par une technologie peu maîtrisée et enfin une faible structuration des processus de décision. Dans ce type d'organisation, il apparaît difficile de relier une cause à un effet et la décision devient aléatoire (Friedberg, 1992). Pour K. Weick, toutes les organisations sont des systèmes faiblement liés (Weick & Orton, 1990) et donc partiellement déconnectés de leur environnement.

Enfin, le courant du *reengineering* semble s'inspirer d'une tradition phi-

losophique et économique que F. Perroux a largement contribué à diffuser en France. Nous l'envisageons ici à travers le concept de changement permanent. Penser l'économie comme un processus dialectique, comportant ou non un terme, comme dans l'hypothèse marxiste et se fondant sur des processus de destruction et de création, présente de nombreux points communs avec le courant du *reengineering*. Le courant du *reengineering* considère que le changement organisationnel permanent est la meilleure réponse à un environnement en perpétuelle mutation, notamment dans des environnements hypercompétitifs (Ilinitich, D'Aveni & Lewin, 1996). Entre une vision dialectique de l'économie dans l'œuvre de F. Perroux et une conception du changement permanent, quelques dizaines d'années plus tard, les points de rencontre sont à nouveau remarquables.

Une autre clef de lecture de la performance par le changement est fournie par l'analyse du rôle des acteurs. C'est l'objet de la partie suivante.

3. Des agents économiques aux acteurs de la performance

La performance par le changement dans l'organisation s'appuie sur des acteurs. La proximité théorique entre théories du changement organisationnel et le concept de développement confirme-t-elle le statut des acteurs de la performance par le changement en sciences de gestion ?

La proximité conceptuelle est importante. Acteurs pour les sciences de gestion et agents pour F. Perroux, la nuance est là encore très mince (Perroux, 1981 a). « L'agent est une organisation et une individualité ; il vit en société et il décide, c'est-à-dire combine ses variables moyens et ses variables objectifs selon son information et ses potentialités, en recourant à sa mémoire pour former son projet ». Le niveau le plus faible est celui de l'unité, alors que les sciences de gestion tentent de formaliser à un niveau encore inférieur celui des acteurs. L'apport de F. Perroux est alors considérable. Premièrement, il permet d'envisager une diversité des comportements et des stratégies qui sera largement reprise en sciences de gestion. « Les groupes oligopolistiques, par exemple, ayant épuisé leur énergie de changement, peuvent se satisfaire d'un équilibre plus ou moins durable, qui impose ses propres conditions, ses propres contraintes aux petites et moyennes unités ».

La deuxième idée forte, au sujet des agents du développement, est d'inscrire leur action dans le cadre de relations de pouvoir. « L'économie n'est concevable qu'à partir d'une répartition hiérarchique des rôles sociaux et de l'inégalité en dimension et en pouvoir relatif des unités qui la compose » (Perroux, 1981a).

Tableau 3 - Rôle et caractéristiques des acteurs dans la mise en place d'une organisation performante

Acteurs	Rôles et caractéristiques dans la performance
Le leader	Il diffuse le changement auprès des différents membres de l'organisation, il est charismatique (Gioia & Chittipendi, 1991) et transforme les valeurs, les traditions et impose sa vision. Il interprète les événements et interagit avec eux. Le processus de formation de la performance est alors émergent (Isabella, 1991) et fondé sur des phases d'interprétation des informations ¹⁵
La direction générale	Le leader ne peut agir seul. Il lui est possible de s'adjoindre le soutien de l'équipe dirigeante afin de diffuser sa vision dans l'organisation. La direction générale est un relais de l'action mais ne constitue pas une assistance dans la conception organisationnelle (Greiner & Bhambri, 1989).
Les acteurs externes	Le rôle des consultants est triple. Premièrement, ils apportent une meilleure performance en reformulant les arguments avancés. Deuxièmement, ils peuvent recommander une nouvelle vision de la performance plus adaptée à l'organisation. Les dirigeants prennent alors conscience du caractère obsolète de l'organisation dans laquelle ils se trouvaient. Troisièmement, ils remplissent un rôle pédagogique auprès du donneur d'ordre (Chanal, Lesca & Martinet, 1997 ; Argyris, 1990). Ils font émerger de nouveaux savoirs en stimulant la réflexion des acteurs. Ils ont une fonction de transmission du savoir.
Les exclus de la performance	Cette question n'est sans doute pas la plus traitée en sciences de gestion. Peu d'auteurs envisagent la performance comme une exclusion d'acteurs. L'analyse par les dysfonctionnements (Zardet & Savall, 1995) détaille les processus d'éviction et d'exclusion.

Source : (Azan, 2001)

Le thème de l'exclusion de certains acteurs dans les processus de changements organisationnels n'est pas le centre des préoccupations de théories comme la contingence ou encore l'évolutionnisme. Pour F. Perroux, au contraire, le développement, en tant que projet humain, dérive de l'affirmation d'une foi répétée dans l'entente entre les peuples. Le *plein développement*, au sujet duquel F. Perroux écrit « Tant que les nations n'auront pas com-

■15. Le modèle que L. Isabella propose se divise en trois phases : le dégel, le mouvement et le regel. Ces phases correspondent chez le leader à quatre phases (anticipation, confirmation, culmination et conséquences). La première étape chez le leader est alors qualifiée d'anticipation et prépare le dégel. Lors de la deuxième étape, le leader se réfère aux événements passés similaires, les interprète et en déduit une solution à appliquer. Cette phase permet d'assembler les bribes d'informations et conduit au changement. La troisième étape, la culmination, composée de symboles, permet au leader de reconstruire l'organisation et correspond au regel. Enfin, la dernière étape caractérise les conséquences du changement mené et fournit les éléments d'information nécessaires au leader pour évaluer les forces et les faiblesses, les perdants et les gagnants du changement.

mencé de le pratiquer ensemble, elles ignoreront qu'elles sont, ce qu'elles sont et ce qu'elles peuvent » (Domenach, 1990), place l'Homme au centre de ses préoccupations.

Le courant du *reengineering*, comme la théorie évolutionniste font le constat de la prédominance des connaissances tacites des acteurs dans la performance par le changement organisationnel. « Ce ne sont pas les entreprises qui reconfigurent les entreprises, ce sont les hommes » (Hammer & Champy, 1993). Les rôles qui s'imposent pour M. Hammer & J. Champy sont ceux décrits dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 - Quels sont les acteurs d'un *reengineering* ?

Acteurs	Fonctions
<i>Le leader</i>	Il autorise et motive l'ensemble de l'effort de <i>reengineering</i>
<i>Le responsable du processus</i>	C'est le manager responsable d'un processus spécifique.
<i>L'équipe de reengineering ou groupe de personnes</i>	Ce sont les acteurs qui se consacrent au <i>reengineering</i> .
<i>Le comité de pilotage</i>	C'est l'ensemble des cadres supérieurs qui mettent au point la stratégie du <i>reengineering</i> de l'organisation.
<i>Le capitaine du reengineering</i>	C'est la personne responsable des techniques et outils du <i>reengineering</i> de l'entreprise.

D'après Hammer & Champy, 1993

La performance se situe à un **niveau global**. Elle est la différence entre la **valeur créée** et la somme des ressources consommées. Le défi du pilotage est de traduire cette vision globale dans des visions locales, où l'on peut à la rigueur appréhender des consommations de ressources mesurables. La performance locale est, dans le modèle de la mesure, la somme des performances.

La performance implique la connaissance de l'organisation. Seuls les employés l'ont, par opposition aux consultants, et eux seuls, détiennent le savoir pour co-construire la performance avec l'organisation. Au cœur du *reengineering* se trouve la pensée en rupture (Hammer, 1990) qui rompt avec les règles périmées et supposées fondamentales. Mais, la performance n'est pas que rupture et la continuité s'exprime dans les savoirs détenus par les employés.

Les composantes de notre grille de lecture de la performance par le changement renvoient à la présence d'étapes dans le développement ou la construction de la performance et donc à l'œuvre de F. Perroux.

4. Cycles de développement des organisations et des économies

Cette partie s’inscrit dans une perspective dynamique et vise à comprendre la parenté des étapes de développement des économies et des phases de performance des organisations. La théorie du cycle est bien entendue une des grandes caractéristiques d’un des maîtres à penser de F. Perroux, J. Schumpeter. « Elle est rattachée à l’apparition périodique des entrepreneurs et des combinaisons nouvelles. Le mouvement ondulatoire (« Wellenbewegung ») qu’est la crise n’est pas en lui-même anormal, mais est une condition et un aspect essentiel du progrès économique et du développement social » (Perroux, 1993). La dialectique entre statique et dynamique et surtout le principe de découpage en phases de processus de changements pour la performance sont largement repris par les gestionnaires. Le développement, en économie, est l’expression de variables contradictoires¹⁶ (rationalité et irrationalité) et c’est exactement cette idée qui préside à l’élaboration de phases de changement en sciences de gestion. Une acception de la performance de l’organisation en tant que succession d’étapes apparaît très tôt en sciences de l’organisation. Ainsi, le modèle de L.L. Greiner, qui comprend cinq phases successives (Greiner, 1972), vise à lier changement organisationnel et performance (Tableau 5).

Tableau 5 - Etapes et modèles de L.L. Greiner

Phase	Caractéristiques
La phase de créativité	Elle consiste en la création d’un produit et d’un marché. Elle prend fin avec la crise du leadership. L’organisation ne peut être gérée de façon informelle. Cette crise se traduit par la nomination d’un manager chargé de résoudre la crise.
La direction	Elle est une phase de croissance soutenue. Alors que l’énergie des employés se concentre sur la croissance de l’entreprise, la hiérarchie commence à peser. Cette crise se traduit par la mise en place d’un système de délégation.
La délégation	Elle se caractérise par la mise en place d’une structure organisationnelle décentralisée favorisant le développement d’initiatives. Cette étape conduit à la crise du contrôle. Peu à peu, le top management tente de regagner le contrôle de l’organisation décentralisée.
La coordination	Elle vise à utiliser les systèmes formels afin d’accroître la cohérence entre les unités autonomes. Les managers apprennent à justifier leurs actions.
La collaboration	Le contrôle social prend le dessus sur le contrôle formel. Des équipes de travail intra et inter fonctionnelles se mettent en place. Les phases s’enchaînent de façon continue. Chaque phase est déterminée par les phases précédentes.

Source : (Greiner, 1972)

■16. Théories de la généralisation, Théories circulaires, Anti-théorie, Théorie de la différence de temps, Théorie des variables indépendantes.

Tableau 6- Modèles et phases d'élaboration de la performance

Phases	Auteurs
<i>Variation, sélection, rétention</i>	M.T.Hannan et J. Freeman
<i>Maturation, déracinement, enracinement</i>	I. Vandageon-Derumez
<i>Momentum et révolution</i>	D. Miller. & P.H. Friesen

Source : (Azan, 2001)

La description des processus de changements est issue d'une littérature qui se réfère à eux comme à une période indépendante de la vie organisationnelle. Elle aborde le changement selon plusieurs axes non exclusifs : les principaux mécanismes régissant le processus de changement, l'enchaînement des différentes phases dans le temps, les variables expliquant le processus.

Nous mentionnerons le modèle écologique de M.T. Hannan et J. Freeman qui repose sur trois phases (variation, sélection, rétention). Le modèle d'I. Vandageon-Derumez, quant à lui, comprend les phases de maturation, déracinement, enracinement (Vandageon Derumez, 1998), le modèle de D. Miller & P.H. Friesen renvoie à deux phases : momentum et révolution (Miller & Friesen, 1980).

Le *reengineering* ou courant de la transformation radicale (Hammer & Champy, 1993) offre une méthode d'organisation du travail. L'équipe examine tous les processus afin de comprendre quels sont les processus démodés et quels sont les aspects transfonctionnels. Il s'agit de s'attaquer non pas seulement à la restructuration du travail mais aussi à sa simplification afin de remettre en cause¹⁷ très radicalement les macro-structures de l'entreprise, ses découpages fonctionnels, l'utilité de nombreuses tâches (Giard, 1981 ; Azan, 2002).

Trois types de priorités sont alors prises en compte. La première est la valeur ajoutée des processus formulés pour le client. Le ou les clients sont alors placés au centre des priorités. La deuxième est la remise en cause de l'organisation. Le changement n'est pas local, il remet l'organisation en cause dans son intégralité. Enfin, la troisième priorité associe étroitement le mode de raisonnement et le potentiel des NTIC¹⁸. « Pour appliquer les technologies de l'information au *reengineering* d'entreprise, il faut penser par induction, être capable de commencer par détecter une solution puissante avant de rechercher quels problèmes, elle pourrait résoudre » (Hammer & Champy, 1993).

F. Perroux s'est très tôt intéressé à ce qui fait la valeur d'un produit ou d'un service. La valeur désigne une propriété abstraite « qu'elle soit comprise dans un ensemble d'éléments contenus dans un bien (coûts), qu'elle

■17. « Au cœur du *reengineering* réside la notion de pensée de rupture - c'est-à-dire comment identifier et abandonner les règles périmées et les postulats de base qui imprègnent le fonctionnement actuel des entreprises. », Op. cit.

■18. Nouvelles Technologies de l'Information et la Communication

soit analysée comme une qualité conférée par la puissance publique », elle est sise dans l'objet (Perroux, 1943). F. Perroux énonce très tôt que la valeur dérive de la satisfaction d'un besoin et d'un impératif catégorique qui se situe en dehors du bien ou du service considéré. « Le fossé est creusé entre la possession du monde extérieur par l'homme et sa tension vers un ordre de valeurs qu'il ne possède pas et où se situe l'Humain essentiel » (Perroux, 1943). La remise en cause des principes acquis de la valeur à travers un doute méthodique et systématique de ses fondements n'est rien d'autre que ce que proposent les théoriciens du *reengineering*. L'interrogation philosophique de F. Perroux dépasse largement le cadre des sciences de l'organisation. Et, pourtant le *reengineering*, perçu par d'aucun comme l'avènement de l'instabilité et d'un nouvel ordre social et que l'on associe volontiers aux plans sociaux, est aussi un courant qui place les acteurs au centre des processus de créations de valeur. De l'interaction entre les participants, naît le sens, la convergence et « l'infini de la valeur » (Perroux, 1964 a). F. Perroux (Perroux, 1964a) estima rapidement que « le dialogue en vue de la vérité s'impose » et qu'il n'est point de vérité scientifique dans des organisations qui ne puisse faire l'économie du débat.

La phase de préparation introduite par le *reengineering* est variable selon la taille et la complexité de l'organisation. Elle comporte un ensemble de règles qui guident le changement vers la performance. Une technologie fait souvent irruption et modifie le fonctionnement à l'œuvre. L'exemple donné par M. Hammer et J. Champy¹⁹ est celui de la reconnaissance automatique. Une société qui gère un parc de camions connaît en continu leur emplacement. Elle n'a plus à surveiller son matériel. Si les véhicules changent de place, le siège en est immédiatement informé et il est inutile d'attendre que les chauffeurs s'arrêtent pour signaler le nouvel emplacement du véhicule.

Règle ancienne : Il faut savoir où les choses se trouvent

Technologie perturbatrice : Technologie de reconnaissance et de suivi automatique

Règle nouvelle : Les choses nous disent où elles se trouvent

En conclusion, nous avons montré les proximités entre plusieurs courants en sciences de gestion et économie, à travers quelques exemples tirés de l'œuvre d'un des plus grands économistes français : F. Perroux.

Cet examen permet de constater que les ruptures paradigmatiques et les cloisonnements entre sciences de l'organisation, de gestion et économie sont parfois davantage destructeurs que créateurs et détournent la production théorique de la prise en compte d'auteurs majeurs et se situant dans des champs éloignés. Les visionnaires jouent parfois ce rôle ingrat de ne pouvoir être redécouverts que bien des années après la formulation de propositions déci-

■19. *Op.cit.*, p. 112

sives, c'est sans doute le cas de F. Perroux. On ne peut que regretter cet état de fait car l'examen des différences entre croissance et développement eût pu se révéler décisif dans le positionnement, en sciences de gestion, du problème de la performance dans l'organisation.

A une production théorique particulièrement contingentée, régentée et procédant par rupture, F. Perroux semble opposer deux attitudes. La première, la continuité, associe une pensée à la fois formalisée et ouverte aux influences philosophiques et culturelles qui puisent dans les apports conceptuels de l'Antiquité, par opposition à une pensée idéologisante et sectaire. La deuxième privilégie la transversalité des savoirs. Un phénomène économique n'est qu'un aspect d'une réalité à construire, la formidable éloquence rejoint l'obstination du chercheur pour une production théorique au service d'enjeux humains.

Wilfrid Azan

Bibliographie :

- Azan W. [2001], thèse de doctorat, *Performance et organisation projet*, Université de Marne la Vallée.
- Azan W. [2002], *Les ERP dans l'organisation*, e-thèque.com, www.e-theque.com
- Argyris C. [1990], « The dilemma of implementing controls the case of managerial of managerial accounting », *Accounting Organization & Society*, pp. 503-511.
- Bessire D. [1999], « Définir la performance », *Comptabilité Audit Contrôle*, Tome 5, Volume 2, septembre, pp. 127-150.
- Bergman E.M. & Feser J.E. [2001], *Industrial and Regional Clusters : Concepts and Comparative Applications*, www.rri.wvu/webbook/Bergman-Feser/Contents.htm.
- Bouquin H. [1999], *Le contrôle de gestion*, 4^e édition, Presses Universitaires de France, Paris.
- Burns T. & Stalker G. M. [1961], *The management of innovation*, Tavistock publication, Londres.
- Chanal V., Lesca H. & Martinet A.C. [1997], « Vers une ingénierie de la recherche en sciences de gestion », *Revue Française de Gestion*, Novembre-Décembre, pp. 41-51.
- Chandler A.D. Jr. [1989], *Stratégie et structures de l'entreprise*, trad. de *Strategy & Structure, Chapters in the History of the Industrial Enterprise*, Les Editions d'Organisation, Paris.
- Chiapello E. [1996], « Les typologies des modes de contrôle et leurs facteurs de contingence : un essai d'organisation de la littérature », *Comptabilité Audit Contrôle*, Tome 2, Vol. 2, pp. 51-74.
- Child J. [1972], « Organization structure and strategies of control : A replication of the Aston study », *Administrative Science Quarterly*, Vol. 17 N°3, juin, pp. 163-176.

- Child J. & Smith C. [1987], « The context and process of organizational transformation-Cadbury Ltd. In its sector », *Journal of Management Studies*, Vol. 24, N°6, pp. 565-593.
- Courpasson D. [2000], *L'action contrainte. organisations libérales et domination*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Darwin C. [1859], *L'origine des espèces au moyen de la sélection naturelle ou la préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie*, trad. de *On the Origin of Species by Means of Natural Selection or the Preservation of Favoured Races in the Struggle for Life*, Flammarion édition de 1992, Paris.
- Delacroix J. & Swaminathan A. [1991], « Cosmetic, speculative and adaptative organisational change in the wine industry : a longitudinal study », *Administrative Science Quarterly*, Vol. 36, pp. 631-661.
- Domenach J.-M. [1990], *Industrialisation et Dialogue*, F. Perroux, Textes rassemblés par F. Denoël, Les dossiers H., Édition l'Age d'Homme, Lausanne, Suisse.
- Friedberg E. [1992], *Le pouvoir et la règle. dynamique de l'action organisée*, Seuil, Paris.
- Gervais M. [1997], *Le contrôle de gestion*, 6^e édition, Economica, Paris.
- Ginsberg A. & Abrahamson E. [1991], « Champions of change and strategic shifts : the role of internal and external change advocates », *Journal of Management Studies*, vol. 28, N°2, pp. 173-189.
- Gioia D.A. & Chittipendi K. [1991], « Sensemaking and sensegiving in strategic change initiation », *Strategic Management Journal*, Vol. 12, pp. 433-448.
- Greiner E.G. & Bhambri A. [1989], « New CEO intervention and dynamics of deliberate strategic change », *Strategic Management Journal*, Vol. 10, pp. 67-86.
- Greiner L.L., [1972], « Evolution and revolution as organisations grow », *Harvard Business Review*, July August, pp. 37-46.
- Hammer M. & Champy J. [1993], *Le reengineering, réinventer l'entreprise pour une amélioration spectaculaire de ses performances*, trad. de *Reengineering the corporation : a manifesto for business revolution*, Dunod, Paris.
- Hammer M. [1990], « Reengineering work don't automate, obliterate », *Harvard Business Review*, juillet août.
- Hannan M.T. & Freeman J. [1977], « The population ecology of organization », *The American Journal of Sociology*, Vol. 82, N°5, pp. 929-964.
- Hrebiniak L.G. & Joyce W.F. [1985], « Organizational adaptation : Strategic choice and environmental determinism », *Administrative Science Quarterly*, Vol. 30, pp. 336-349.
- Illich Anne Y., D'Aveni Richard A., Lewin, Arie, « New organizational forms and strategies for managing in hypercompetitive environments », *Organization Science*, May/Jun 1996.
- Isabella L. [1991], « Evolving interpretations as a change unfolds : How managers-construe key organisational events », *Academy of Management Journal*, Vol. 19, pp. 7-41.
- Johnson H.T. & Kaplan R.S. [1987], *Relevance lost : the rise and fall of management accounting*, Harvard Business School Press, Boston.
- Lebas M. & Fioll M. [1999], « Créer des situations de sens pour générer la performance », in ouv. coll. *Questions de contrôle*, sous la direction de L. Collins, Presse Universitaires de France, collection gestion, Paris.
- Lawrence P. & Lorsch J. [1994], *Adapter les structures de l'entreprise, intégration ou différenciation*, trad. de *Organization and Environment : Managing Differenciation & Integration*, Les Éditions d'Organisation, Paris.

DU CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT CHEZ F. PERROUX

- Lorino P. [1996]. « Le pilotage de l'entreprise : de la mesure à l'interprétation », *Cohérence, pertinence et évaluation*, ECOSIP, ouv. coll., Economica, Paris.
- Lorino P. [1998], « Le décloisonnement des savoirs dans l'entreprise. Une nouvelle articulation entre savoirs et action », *Innovation et performance*, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.
- March J. [1991], *Décisions et organisations*, éd. Organisation, Paris.
- Mevellec P. [1994], « Coûts à base d'activités : un succès construit sur un malentendu », *Revue Française de Gestion*, janvier février pp.20-28.
- Miller D. & Friesen P.H. [1980], « Momentum and Revolution in organizational adaptation », *Academy of management Journal*, Vol. 23, N°4, pp. 591-614.
- Perroux F. [1943]. *La valeur. Étude sur la théorie moderne de l'économie*, PUF, Paris.
- Perroux F. [1964a], *Industrie et création collective, Saint-Simonisme du XX^e siècle et création collective*, PUF, Paris.
- Perroux F. [1964b], *L'économie du XX^e siècle*, Deuxième édition, PUF, Paris, p. 652.
- Perroux F. [1981], *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier, Les presses de l'Unesco, Paris.
- Perroux F. [1993], *Marx Schumpeter Keynes*, Nouvelle édition, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Savall H. & Zardet V. [1995], *Maîtriser les coûts et les performances cachées, le contrat d'activité périodiquement négociable*, Economica, Paris.
- Starbuck W.H. [1983], « Organisations as action generators », *American Sociological Review*, Vol. 48 Février, pp. 91-102.
- Vandangeon-Derumez I. [1998], *La dynamique des processus de changement*, Thèse de doctorat, Université Paris Dauphine.
- Weick K. & Orton D.J. [1990], « Loosely coupled systems : a reconceptualisation », *Academy of Management Review*, Vol. 15, N°2, pp. 203-223.
- Wiseman R. & Bromiley P. [1996], « Toward a model of risk in declining organisations : an empirical examination of risk, performance and decline », *Organization Science*, Vol. 7, N°5.
- Woodward J.[1965], *Industrial Organisation : Theory and Practice*, Oxford University Press, Oxford.
- Zarifian P. [1996], L'émergence de l'organisation par les processus : A la recherche d'une difficile cohérence, in ouv. coll. *Cohérence, Pertinence et Évaluation*, ECOSIP, sous la direction de Cohendet P., J.H. Jacot, Lorino P., Economica, Paris.

Avez-vous lu nos dernières livraisons ?



**ces numéros sont disponibles
au prix de 7 € chaque.**

François Perroux

lecteur de Karl Marx

Thierry Pouch

Université de Marne-La-Vallée,
Atelier de Recherches Théori-
ques François Perroux.
Courriel : pouch@univ-mlv.fr

La pensée de François Perroux résonne aujourd'hui chez tous ceux qui, au moins parmi les économistes, s'inquiètent de l'évolution de la science économique et de l'activité économique réelle. La science économique, par son recours à une formalisation mathématique que Perroux jugeait inadaptée, n'accorde qu'une place souvent dérisoire aux hommes, problème très tôt soulevé par cet économiste qui ne souhaitait toutefois pas se passer des outils mathématiques et statistiques dans la mesure où ils étaient en mesure d'apporter une contribution à la connaissance de la vie des hommes. L'agitation récente autour de la prédominance dévastatrice des mathématiques en économie illustre à quel point François Perroux avait vu juste. L'évolution de l'activité économique réelle, quant à elle, accroît certes les richesses, mais a engendré, depuis la fin des « trente glorieuses », des inégalités sociales jugées des plus préoccupantes pour l'équilibre social et donc pour la démocratie elle-même. Comme le rappelle Jean-Paul Maréchal dans un ouvrage récent, point de vue que n'aurait pas démenti Perroux, l'économie de marché n'est plus en mesure d'articuler, pour peu qu'elle l'ait été un jour, et de réconcilier création de richesses et progrès social (Maréchal, 2000). Que ce soit entre les pays industrialisés et les pays sous-développés, ou à l'intérieur même des sociétés développées, l'écart entre riches et pauvres n'a fait que s'accroître depuis le début de la deuxième grande crise capitaliste du vingtième siècle. La progression des nouvelles technologies n'a pas débouché sur un projet humaniste de société, ni opéré une quelconque amorce de désaliénation des hommes. Le constat dressé par Perroux selon lequel l'économie fait de l'homme un simple facteur de production se révèle aujourd'hui pleinement vérifié. Un deuxième constat avancé par Perroux permet de mesurer son actualité : l'environnement. A plusieurs reprises, Perroux insista sur les dégradations de l'environnement consécutives à une activité industrielle dévoreuse d'énergies naturelles et peu soucieuse des répercussions qu'elle entraîne sur le milieu dans lequel l'homme vit.

C'est ce constat qui a fait que Perroux a rencontré Marx. Bien que François Perroux n'ait jamais dissimulé son hostilité envers ce qu'était devenu le marxisme, ces deux auteurs avaient beaucoup en commun. François Perroux, économiste curieux, grand lecteur, fut un interprète de Marx, et la présence du philosophe allemand abonde dans l'œuvre immense de Perroux. Évoquer aujourd'hui ces deux figures de l'économie, même s'il convient de se garder de ne faire de Marx qu'un économiste, c'est prendre la mesure de leur actualité et de leur proximité avec un monde économique dont les hommes ont de plus en plus à souffrir.

Nous voudrions, dans ce texte, revenir sur les rapports qu'a pu entretenir Perroux avec Marx, et montrer qu'il ne pouvait en être autrement, en raison à la fois de la trajectoire intellectuelle personnelle de François Perroux, et du contexte dans lequel elle se déploya. Perroux fut donc un lecteur assidu de Marx, mais un lecteur critique, résolument critique. Perroux n'était évidemment pas marxiste, mais son ouverture d'esprit et son *habitus* l'ont conduit à dialoguer à travers le temps avec la pensée de Karl Marx, et à en souligner les apports autant que les limites.

Un dialogue inévitable entre Perroux et Marx

Partons de cette idée désormais bien connue selon laquelle l'œuvre de François Perroux se caractérise fondamentalement par le souci de voir l'homme s'épanouir dans la société. Résolument méfiant à l'égard de la théorie économique qui s'est coupée selon lui des autres sciences sociales et qui raisonne essentiellement sur des choses, François Perroux ne s'est jamais écarté de ce qu'il pensait être la véritable mission de l'économiste moderne : « le plein développement de la ressource des ressources... l'homme lui-même ». S'inspirant des réflexions menées par l'école française du personnalisme, Perroux a vu dans l'affirmation du discours et de l'activité économiques la montée d'une aliénation de l'homme face à un enrichissement croissant des sociétés. Seule la création de richesses matérielles, monétaires, et leur accumulation motivaient l'homme au détriment de son épanouissement moral. En découlait, selon lui, une répartition inégalitaire de ces richesses, un clivage moralement inacceptable entre les régions du monde, et un climat de violence indissociable d'une mercantilisation croissante de nos sociétés. La tâche de l'économie apparaît par conséquent chez François Perroux tournée vers le plein développement de tous les hommes, qu'il s'agit de « nourrir, soigner et libérer ». Cela impose un dépassement de l'économie capitaliste dont on sait que la « main invisible » est aussi et surtout celle de « l'étrangleur » pour parler comme l'économiste anglaise Joan Robinson.

Ce bref rappel des préoccupations scientifiques et morales ayant structuré l'œuvre de François Perroux suffit à indiquer le degré élevé de proximité intellectuelle que cet économiste a entretenu avec Karl Marx. François Perroux appartenait en effet à une génération d'économistes chrétiens pour qui l'économie n'avait pas, loin s'en faut, œuvré pour le bien-être moral et matériel de tous les hommes. Le développement économique s'était au contraire accompagné de misères, d'injustices et de souffrances. L'étendue des dégâts humains aux lendemains de la crise des années trente et de la deuxième guerre mondiale ont conduit tous ces économistes à s'appuyer sur Marx pour en souligner les apports quant à la compréhension du monde et de sa barbarie. Selon eux, il reste de Marx une pensée originale pour appréhender les malheurs des hommes et leur aspiration à la liberté et à la justice. Le rapport à Marx est d'abord illustratif d'une prise de conscience de la misère des hommes occasionnée par une économie pilotée, détenue, appropriée par quelques-uns au détriment des tous les autres. Ils trouveront dans les *Manuscrits de 1844* de Marx matière à penser l'aliénation de l'homme dans le système économique capitaliste. Le dialogue avec Marx pouvait dès lors s'engager. Cette démarche intellectuelle de François Perroux n'a pas constitué un cas isolé puisque la plupart de ses collègues économistes, s'inscrivant dans un registre chrétien, se sont prononcés sur les apports positifs de Marx dans leur conception humaniste de l'économie¹. Très tôt, c'est-à-dire dès sa thèse de doctorat sur le profit, François Perroux entame un dialogue avec Marx et le marxisme.

Un premier système de parenté entre Perroux et Marx s'établit donc à partir du constat selon lequel les sociétés marchandes ont allumé et entretenu la soif du gain au risque de menacer l'harmonie toujours précaire entre les hommes. Perroux avançait même, dans son ouvrage de 1960, *Économie et Société, Contrainte - Échange - Don*, dans le prolongement de ce que disait Marx dans *Le Capital* et dans *l'Idéologie allemande*, que « dans une économie du travail divisé, chaque sujet conscient n'exerce pas la diversité et la plénitude des fonctions sociales. Entre la consommation et la production, l'opposition est patente et immédiate ; elle conduit à déceler l'opposition entre la jouissance et le travail, et l'opposition entre l'activité matérielle et l'activité spirituelle. La résolution des contradictions humaines implique la 'suppression' de la division du travail » (page 37 de l'édition de 1994).

Une deuxième source de proximité entre Marx et Perroux réside dans la démarche méthodologique des deux penseurs, à un siècle d'intervalle. Le dialogue établi avec Marx se fonde chez François Perroux sur une critique de la théorie néo-classique et de ses prétentions à fournir une vision réaliste de l'activité des hommes. L'auteur de *Pouvoir et économie* signala avec force que cette école de pensée représente un cas « hautement improbable d'égalité

■1. Sur ce point, on pourra se référer à J. Marchal (1950), *Cours d'économie politique*, tome I, Librairie de Médecis, Éditions M.-Th. Génin, H. Bartoli (1950), *La doctrine économique et sociale de Karl Marx*, Éditions du Seuil, (1957), *Science économique et travail*, Éditions Dalloz, H.C. Desroches (1949), *Signification du marxisme*, Éditions ouvrières et P. Bigo (1953), *Marxisme et humanisme, introduction à l'œuvre de K. Marx*, Presses Universitaires de France, sans oublier J.-Y. Calvez, *La pensée de Karl Marx*, Éditions du Seuil.

entre les sujets ou d'annulation réciproque de tous leurs pouvoirs » (*Économie et Société*, 1960, p. 75 de l'édition de 1994). C'est cette mise en avant du pouvoir, de la contrainte, dont sont dotés et usent les agents économiques qui rend possible la rencontre avec Marx². Perroux ne fut pas, dans ce domaine, un cas isolé, puisque, encore une fois, la dénonciation de la normativité de la théorie néo-classique sera partagée par un nombre non négligeable d'économistes d'obédience chrétienne dans les années cinquante. L'enjeu à cette époque était certes de maintenir dans les analyses une charge morale, mais il était aussi d'ordre méthodologique (Pouch, 2001). Confrontés à la montée en puissance de l'école néo-classique et de son outillage mathématique, l'école réaliste et sociologique développa une science économique et sociale dont on trouve l'expression académique dans la création de la *Revue Économique* en 1950 (revue qui devait initialement s'intituler *Revue Économique et Sociale*)(Arena, 2000)(Steiner, 2000). Contre l'économie néo-classique et sa propension à construire une économie qui maintienne l'ordre social, Perroux, comme Marx, mobilise les autres sciences humaines afin de produire une analyse des faits économiques et sociaux (Chambre, 1978)(Delaunay, 1999). Ces faits économiques et sociaux conduisent à une prise de conscience que les agents économiques ne se présentent pas sur le marché avec les mêmes attributs. Ces agents sont pourvus de pouvoirs asymétriques, et défendent des intérêts qui peuvent déboucher sur des conflits.

La connaissance qu'avait Perroux de Marx n'était par conséquent pas de circonstance - en dépit à la fois de l'influence du Parti communiste français sur la vie politique et intellectuelle française d'après-guerre et de celle de l'Union Soviétique qui obligèrent souvent les économistes chrétiens à inscrire Marx dans leurs réflexions - mais révèle une réelle proximité nourrie de lectures approfondies de l'œuvre du penseur allemand. Un des indices laissant penser que le dialogue établi par Perroux avec Marx obtint une reconnaissance chez les spécialistes de Marx est la rédaction de la célèbre *Préface* au premier volume des œuvres économiques de Karl Marx publié en 1965 dans la prestigieuse Bibliothèque de la Pléiade, *Préface* que lui demanda le marxologue Maximilien Rubel lequel participa activement à partir de 1958 au rayonnement des travaux de l'ISEA notamment en dirigeant les *Cahiers de marxologie*. Étrange préface dans laquelle l'hommage rendu à Marx (« Ce portrait de l'homme socialisé, en communisme, appelle la sympathie », p. 25 de l'édition de 1993) est très rapidement atténué, pour ne pas dire abandonné, au profit d'une critique du marxisme en tant qu'idéologie étatique de l'URSS, et finalement d'une présentation de la propre pensée de Perroux, qui entrerait ainsi en concurrence directe avec celle de Marx. Cette préface offre une opportunité pour prendre la mesure de ce qui différencie Marx et Perroux.

■2. Se reporter à F. Perroux (1948), « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante », *Économie Appliquée*, numéro 2-3. Voir également *Industrie et création collective*, deux tomes. Presses Universitaires de France, 1964.

Une pensée finalement éloignée de celle de Marx

A la fin des années 70, aucun discours n'était en France, plus que le marxisme, promis à un retrait dans la science économique. De ce point de vue, on devrait être reconnaissant à Perroux d'avoir contribué à la visibilité du message marxiste au sein de l'université française. Son souci du pluralisme intellectuel, partagé par nombre de ses collègues, force un certain respect, dans la mesure où, aujourd'hui, peu nombreux sont les économistes à avoir ce souci de la pluralité des approches dans cette discipline qu'est l'économie. Mais la pensée de Perroux demeure malgré cela caractérisée par une séparation radicale entre sa vision de l'économie et celle qu'il croit déceler chez Karl Marx. Elle est en quelque sorte aux antipodes du marxisme.

Henri Chambre a rappelé à quel point les méthodes d'analyse adoptées par les deux penseurs étaient finalement en opposition, ce qui permet de souligner la première divergence fondamentale entre Marx et Perroux. A la méthode fonctionnelle développée dans le *Capital*, Henri Chambre oppose la méthode structurelle qu'adopta Perroux, et ce, quel que soit le système économique étudié. En découlait, chez Perroux, une distanciation par rapport à la dichotomie entre le salariat et le capital - la lutte de classes - établie par Marx, ainsi que le montre son essai intitulé *Masse et Classe* daté de 1972. Selon Perroux, l'évolution de l'industrie était de nature à infirmer la bi-polarisation sociale entre capital et travail analysée par Marx mais aussi par ses prédécesseurs théoriques, notamment David Ricardo (Perroux, 1972). Perroux y substitua une tri-polarisation, une structure économique et sociale à trois niveaux - « gouvernants du système, gouvernants des unités de production et exécutants passifs ». Au clivage entre les propriétaires et les prolétaires caractéristique du dix-neuvième siècle pouvait se substituer des divergences, des duels, entre les deux premiers pôles de la structure ternaire de Perroux, et des faisceaux de convergence entre les trois niveaux. Perroux en déduisait que le système économique capitaliste ne pouvait se réduire à un simple conflit entre deux classes.

La critique formulée à l'encontre de Marx au sujet de la lutte des classes s'élargissait chez Perroux à l'analyse du profit. En prenant en compte la complexité du capitalisme de son époque comparativement à celle que connut Marx, Perroux insista sur la difficulté à définir et à mesurer le profit de l'entreprise³. Il existerait chez Perroux des formes différentes de profit, et non plus un profit unique comme chez Marx. C'est ce qui ressort avec force dans son article de 1973 dans lequel il disait : « la notion de profit évoque un mélange inextricable, un magma de surplus de sources variées : l'innovation, le monopole, la spéculation, les changements de valeur des actifs d'une unité ou d'un sous-ensemble, les subventions de l'État et les effets financiers du

■3. Voir sur ce point F. Perroux (1972), « Le profit et la part de l'innovation », *Economie Appliquée*, numéro 4, ainsi que du même auteur, « Pour une théorie 'englobante' du profit », *Economie Appliquée*, numéro 1, 1973.

changement des règles du jeu voulu par une unité ou par un sous-ensemble qui a assez de pouvoir pour en obtenir la modification » (Perroux, 1973, p. 203). Mais au-delà de ces aspects analytiques, Perroux s'arrêta longuement sur les perspectives ouvertes par Marx et les marxistes en matière de changement radical de société. On sait désormais que dans toute son œuvre, Perroux privilégia le dialogue entre les hommes. Le souci d'autrui par et dans le dialogue conduisit Perroux, fortement influencé en cela par le catholicisme, à renoncer au conflit violent, à l'anéantissement de la spécificité des situations, et à promouvoir la socialisation de l'homme dans le dialogue. Il définissait le dialogue comme un moyen acceptable et plus efficace que la lutte violente de surmonter les contradictions des sociétés. On retiendra de ce point de vue ce passage tiré de la Préface au premier volume de l'œuvre économique de Marx : « La socialisation par la lutte sociale et la socialisation par le dialogue se distinguent assez nettement : l'une se rattache aux dialectiques du matérialisme historique, l'autre à des dialectiques de l'esprit : celles-là décrivent les socialisations des parties par le tout, celles-ci, les socialisations du tout par les parties ; celles-là une évolution 'inéluçtable' que celles-ci nient, restituant à la critique et à l'invention leurs pouvoirs et leurs incertitudes » (Perroux, 1965, page 42 de l'édition de 1993).

Il y aurait bien entre Marx et Perroux une proximité sur un point tout à fait fondamental : les sociétés, les hommes sont en devenir. Mais elle trouve très vite sa limite sur la conception même du devenir. Chez Marx, qui reprend, en la modifiant, la conception de l'histoire de Hegel, une philosophie de la nécessité, chez Perroux, une conception somme toute très proche de celle développée par Emmanuel Lévinas, lequel, s'écartant à la fois de Hobbes (« l'homme est un loup pour l'homme ») et de Hegel, réhabilite le sensible, « l'homme pour l'homme » (Lévinas, 1973)(Rey, 1997). Perroux indiqua, toujours dans sa Préface de 1965, que « l'homme socialisé dans le dialogue écarte les obstacles extérieurs qui s'opposent à la plénitude du dialogue ; il reconnaît l'autre, il est reconnu de lui » (Perroux, op. cité, p. 44). Illustration de la constance de Perroux, qui ne s'écarta jamais de la recherche d'une troisième voie, entre capitalisme et communisme, et qui déboucha sur la notion de « communauté de travail », adossée à la religion chrétienne. L'antagonisme avec Marx ne pouvait en être que plus saillant.

Thierry Pouch

Références

- Arena R. (2000), Les économistes français en 1950, *Revue Économique*, volume 51, numéro 5, septembre, p. 969-1007.
- Chambre H. (1978). Approche parallèle des analyses de F. Perroux et de Karl Marx, in *Homage à François Perroux*, Presses Universitaires de Grenoble, p. 57-72.
- Delaunay J.-C. (1999). François Perroux (1903-1987), une référence stimulante pour une analyse centrée sur Marx, in Delaunay J.-C. (sous la direction de), *La mondialisation en question*, Éditions l'Harmattan, p. 8-58.
- Lévinas E. (1973), *Humanisme de l'autre homme*, Éditions Fata-Morgana.
- Maréchal J-P. (2000), *Humaniser l'économie*, Éditions Desclée De Brouwer, collection sociologie économique.
- Perroux F. (1960), *Économie et Société, Contrainte – Échange - Don*, 1960, Presses Universitaires de France, collection Initiation philosophique, repris dans Perroux F. (1994), *Pouvoir et économie généralisée*, Presses Universitaires de Grenoble, Œuvres complètes, tome V.
- Perroux F. (1965), « Dialectiques et socialisation », Préface à l'édition de Karl Marx, *Œuvres - Économie I*, Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, repris dans Perroux F. (1993), *Marx, Schumpeter, Keynes*, Presses Universitaires de Grenoble, Œuvres complètes, tome VI.
- Perroux F. (1972), *Masse et classe*, Éditions Casterman, collection Mutations. Orientations.
- Pouch T. (2001), *Les économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1950-2000)*, Presses Universitaires de Rennes, collection Des Sociétés.
- Rey J-F. (1997), *Lévinas : le Passeur de justice*, Éditions Michalon.
- Steiner P. (2000), La *Revue économique* 1950-1980, la marche vers l'orthodoxie économique ?, *Revue Économique*, volume 51, numéro 5, septembre, p. 1009-1058.

Ouvrages de François Perroux en vente au service librairie de Cité

Dans la collection des *Œuvres complètes* :

I-1 - L'Europe sans rivages (1990) (relié)	58 €
I-2 - La coexistence pacifique (1992) (relié)	58 €
(broché)	32 €
I-3 - Textes complémentaires sur la coexistence pacifique (1992)	32 €
V-2 - Pouvoir et économie généralisée (1995) (relié)	58 €
VI-1 - Marx, Schumpeter, Keynes (1993)	29 €
VI-2 - Le problème du profit : théorie et histoire de la pensée économique (1995)	29 €

Dans d'autres collections :

♦ <i>Projet et programmation</i> (en collab.), Maloine 1986	29 €
♦ <i>Information et communication</i> (en collab.), Maloine 1983	29 €
♦ <i>Dialogue des monopoles et des nations</i> , PUG 1982	24 €
♦ <i>Pour une philosophie du nouveau développement</i> , Aubier 1981	13 €
♦ <i>La Roumanie économique et culturelle</i> , Droz 1969	25 €
♦ <i>François Perroux interroge Herbert Marcuse qui répond</i> , Aubier 1969	7 €
♦ <i>La pensée économique de Schumpeter, les dynamiques du capitalisme</i> , Droz 1965	22 €
♦ <i>Problèmes de planification</i> , Presses École des Hautes études 1964	9 €
♦ <i>Autarcie et expansion</i> , Litec 1940	5 €
♦ <i>Les problèmes de l'Algérie indépendante</i> , PUF 1963	9 €
♦ <i>L'Algérie de demain</i> , PUF 1962	9 €

Sur François Perroux :

Dossier H - <i>François Perroux</i> - sous la direction de François Denoël - L'Age d'homme, 1990	43 €
---	------

Tous les prix indiqués comprennent les frais de port.

Œuvres et Études

Œuvres disponibles de François Perroux :

Les Presses Universitaires de Grenoble ont entamé la publication des œuvres complètes de François Perroux ; six volumes ont été publiés à ce jour comportant les livres et articles les plus importants.

Sur le net on trouvera en accès libre *L'introduction à la pensée économique de Joseph Schumpeter* (fichier à télécharger aux formats Word, rtf ou pdf, à l'adresse suivante :

http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classi...theorie_evolution/theorie_evolution.html.

Études sur François Perroux

Sur les années lyonnaises de F. Perroux consulter :

- Daniel Dufourt, « François Perroux », in L. Frobert, A. Tiran, J.P. Pottier, (sous la direction de), *Économistes en Lyonnais, en Dauphiné et en Forez*. Dans le même ouvrage, lire les chapitres consacrés à René-Charles Gonnard, Emmanuel Lévy et Édouard Lambert avec qui le jeune Perroux collabora.

Sur la notion d'espace économique, consulter :

- Th. Kirat et Ch. Sierra : « Economic Space, Institutions and Dynamics : Revisitation of François Perroux » in M. Bellet and C. Lharmet (eds), *Industry, space and competition : the contribution of the economists of the past*, Londres, Edward Elgar, 1999.

Sur l'apport de F. Perroux à « The New Economic Geography », un article important :

- Stephen J. Meardon, « Modeling Agglomeration and Dispersion in City and Country », Gunnar Myrdal, François Perroux, and the New Economic Geography, *American Journal of Economics and Sociology*, Vol. 60, N°1, January, 2001. (Très abondante bibliographie).

Sur le concept de « cluster » voir :

- De Bresson Ch. et Hu, X., « Identifying Clusters of innovation Activity : A new approach and toolbox », *Boosting Innovation, the Cluster approach*. OECD Proceedings, 1999.

- Zimmermann, J.-B., « Des 'clusters' aux 'small worlds', une approche en termes de proximité », *Géographie, Économie, Société*, Vol. 4, n°1, août 2002, P. 3-17.

Sur l'ensemble de l'œuvre :

- Denis Clerc, *Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie. Tome 2 : Les héritiers*. Syros, Paris, 1997.

Quelques contributions de spécialistes en Sciences de gestion :

- Henri Savall, « Réflexions sur une jeune discipline en voie de maturité », *Économies et Sociétés*, série Sciences de gestion, août-septembre 1998.

- Sabine Urban, « Quelques réflexions sur la modernité de François Perroux au regard de la pensée stratégique », *Économies et sociétés*, série Sciences de gestion, août-septembre 1998.

- Jean-Pierre Brechet et Alain Desreumaux, « Des théories de la firme aux dynamiques de l'action collective, Pour une socio-économie des projets productifs », *Cahiers de l'IAE de Nantes*, 1999.

- Faouzi Bensebaa, « Actions stratégiques et réactions des entreprises, M@n@gement, vol. 3, n°2, p. 52-79.

- Pierre Lavagne, « Portrait de François Perroux », *Les Cahiers du Gratice*, n° 8, 1995, Université Paris 12.

SOMMAIRE du numéro 40

Dossier : François PERROUX

- **Éditorial** par François Denoël..... 3

- **Perroux et le pouvoir économique**
par Jean-Claude Delaunay..... 5

- **Penser, faire une révolution mondiale**
par Bertrand Renouvin 27

- **L'économie et la Ressource Humaine**
par Gérard Donnadieu 39

- **Du concept de développement chez François Perroux
aux théories de la performance par le changement organi-
sationnel en sciences de gestion**
par Wilfrid Azan..... 53

- **François Perroux, lecteur de Marx**
par Thierry Pouch..... 71

- **Oeuvres et études sur François Perroux**..... 79